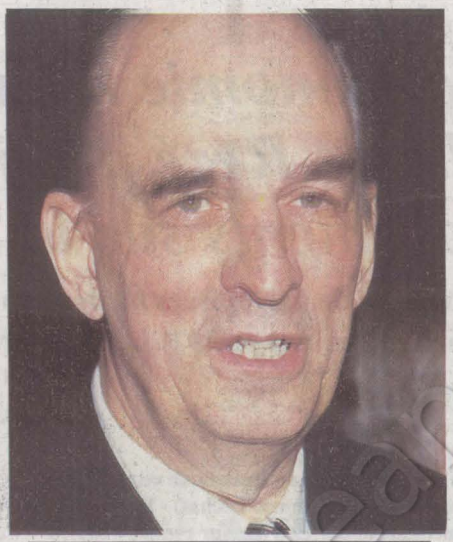
l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 637 - 8 F

28 FEVRIER 1986







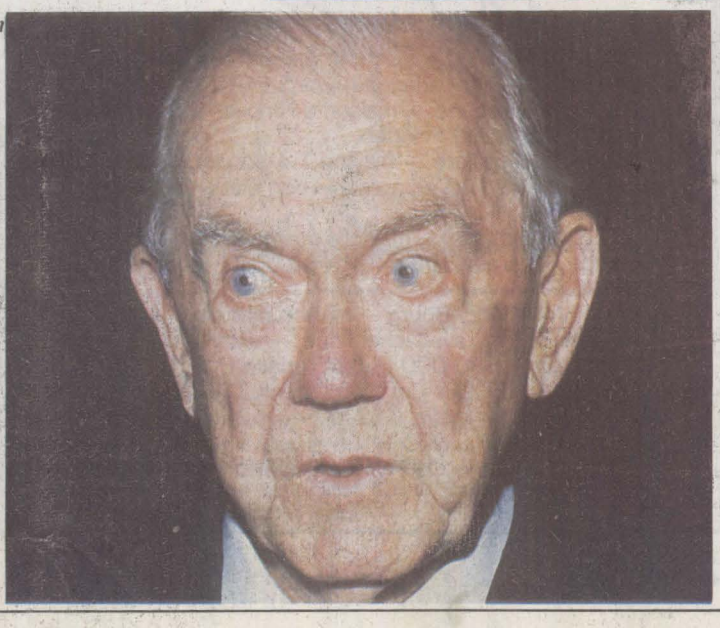
ILS SONT AVEC NOUS



Marguerite Yourcenar. Catherine Deneuve. Barbara Hendricks.

Ingmar Bergman Claude Simon. Graham Greene.





semi
REZE

La société d'économie mixte immobilière de la ville de Rezé a déjà construit 1 100 logements sur la commune.

Elle vous offre des maisons de 4 à 6 pièces ou des appartements de 3 et 4 pièces
Financement par des prêts P.A.P. du Crédit Foncier.

saci
commercialisation

Renseignements et réservations au Bureau de vente :
4 rue Paul Cézanne (accès par la rue Lechat) - Rezé - Tél. 40 04 07 83
du mardi au samedi de 15 h à 19 h (ou sur rendez-vous)

Semi de Rezé - Société Anonyme d'Economie Mixte - Capital : 1 million de Francs
Siège social : Hôtel de Ville, place J.B. Daviais - Rezé

Publicité

OFFICE NOTARIAL DE REZE — LESAGE-VICAT-ANGOT-MARY-PIPET

1, rue Victor Hugo — 44400 REZE
Tél. : 40.04.00.52

MAISONS

— BOUGUENAIS — maison 4 pièces sur cave — grenier aménageable — dépendances — jardin 420 m² — 230 000 F.
— REZE, la Blordière — maison à rénover 5 pièces — jardin 700 m² — 280 000 F à déb.
— REZE, la Blordière — maison T 4 sur sous-sol — garage, cave, chaufferie 100 m² au sol — bon état — jardin 300 m² — 420 000 F.
— REZE, le Châtelier — maison récente plain-pied T 5 (1982) — garage — jardin 508 m² — 460 000 F dont reprise prêt 238 000 F.
— LA MONTAGNE, Bourg — maison pierres 6 pièces ppales — séj. sal. 38 m² avec cheminée — excellent état — jardin 600 m² clos — 550 000 F dont reprise P.c. 150 000 F.
— LES SORINIERES — maison récente (1980) T 6 — mezzanine — garage — jardin 712 m² — 650 000 F dont reprise P.a.p. 180 000 F.
— CARQUEFOU, la Cadranière — maison style breton T 5 — 2 s.d.b. — garage 2 voitures, cave — jardin aménagé 800 m² — 680 000 F dont reprise prêt 110 000 F.
— NANTES, St-Jacques, dans avenue calme — maison 5 pièces dont séjour-salon 58 m² — gd garage, lingerie — très bon état — jardin 400 m² — 690 000 F à déb.

APPARTEMENTS

— REZE, rue E. Zola — T 4 — 1er ét. — cave, park. — 170 000 F + reprise C.F.F. 13 000 F.
— REZE, la Classerie — dans pte copropriété — appt. 4 pièces — caveau — petit jardin privatif — 180 000 F.
— SAINT-HERBLAIN, Bellevue — T 4 — cave, parking — libre — urgent — 180 000 F.
— NANTES, Pirmil — T 3 — 63 m² habit. — cave, park. couvert — 220 000 F.
— REZE, Pt Rousseau — dans immeuble standing — T 5 — 104 m² habit. — Sud — cave, garage, park. — 530 000 F.



SOMMAIRE

**« L'UNITE »
N° 637**

4 EDITORIAL

par Claude Estier.

5 CAMPAGNE

Ils sont avec nous !, par Fabian Gastellier.
Le grand parti du monde du travail, par Jean-Pierre Bédeï.
Finistère : il pleut... des gifles à Brest, par Jean-Yves Marrec.
Banquet : c'est aussi la fête, par Jean-Pierre Bédeï.
Eure-et-Loir : à Dreux on exorcise les démons, par Martine Ducousset.

9 LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

« La génération suivante » par Juliette Minces (propos recueillis par Nicole Chaillot).

14 MONDE

Philippines : la victoire de tout un peuple, par Carlos Ferrari-Lopez.
Marcos et la guérilla : le fruit amer du manichéisme, par Carlos Ferrari-Lopez.
Le Liban en voie de normalisation intégriste, par Jean Liberman.
Abdou Diouf : « Au Tchad, la France a tenu ses engagements », par Claude Estier.

18 CIVILISATION

L'ennemi commun de l'Europe : le cancer, par Pierre-Yves Poindron.

20 DOSSIER

Le socialisme du possible de A à Z.
Economie, Finances, Industrie : la preuve par la gauche, par Stephen Gere.
Consommation : ne pas revenir sur les acquis, par Henri Emmanuelli.

29 MEDIAS

La « 6 » : roulez jeunesse, par Jean-Paul Liégeois.

31 EXPOSITIONS

Vienne ou les fleurs du mal, par Lucien Curzi.

33 LIVRES

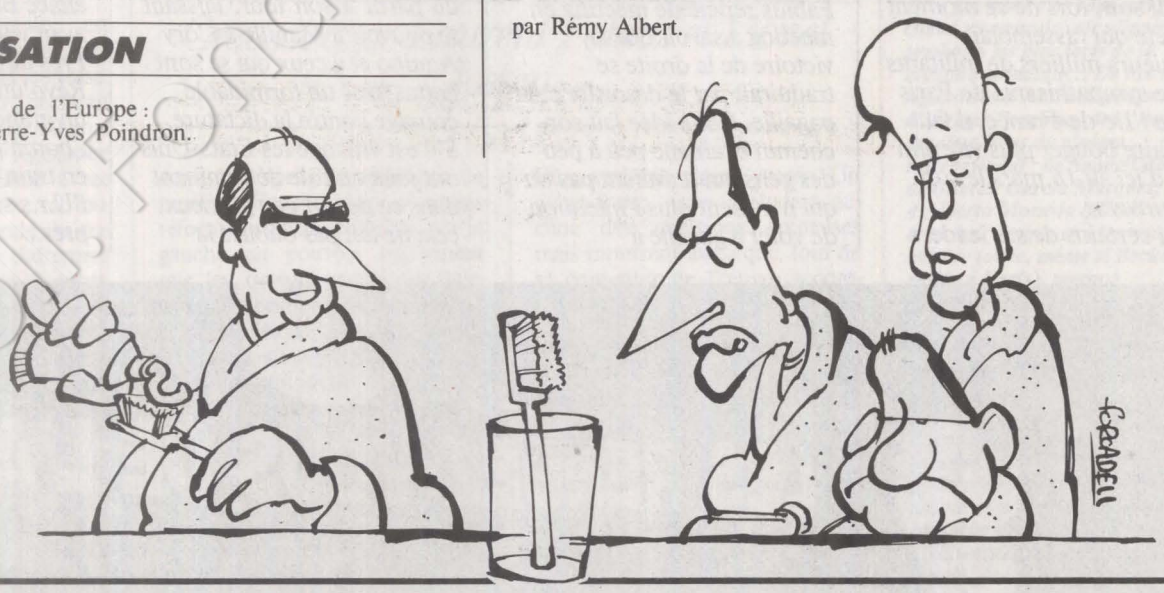
Nouveaux dialogues d'exilés, par Nicole Chaillot.
La chronique littéraire de Claude Glayman.

36 THEATRE

Claudel-Sobel : Ah ! Le beau duel, par Fabian Gastellier.

38 JEUX

par Rémy Albert.



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Grands tournants

PAR CLAUDE ESTIER

NOUS voici donc à seulement un peu plus de deux semaines de l'échéance. Deux semaines décisives pendant lesquelles va se jouer le sort des élections législatives en fonction de la capacité des uns et des autres, de la gauche et de la droite, à entraîner celles et ceux qui hésitent encore et dont tous les sondages montrent qu'ils sont toujours fort nombreux.

Ces mêmes sondages donnent toujours une majorité à l'opposition U.d.f.-R.p.r. mais elle s'amenuise — la dernière enquête « Figaro-Sofrès » ne lui donne plus que seize sièges de plus que la majorité absolue — tandis que le Parti socialiste poursuit régulièrement sa remontée. Preuve nouvelle que les choses bougent. Mais, comme l'a dit Lionel Jospin lundi soir, lors de ce moment de fête qui rassemblait plusieurs milliers de militants et de sympathisants de Paris et de l'Ile-de-France, il faut les faire bouger plus vite afin que d'ici au 16 mars le sort soit inversé.

Si certains de ses leaders continuent à fanfaronner, la droite n'est plus aussi certaine aujourd'hui d'une victoire qui lui paraissait naguère si aisément acquise. Beaucoup moins sûre d'elle-même, elle en vient à multiplier ses disputes internes. Il ne s'agit plus seulement des distances prises par Raymond Barre à l'égard de l'« Union-gadget » mais de la compétition à laquelle se livrent déjà l'U.d.f. et le R.p.r. pour savoir qui occupera la fonction de Premier ministre. Et à l'intérieur même de l'U.d.f. des ferments de dissociations apparaissent, François Léotard, dont l'ambition n'est pas mince, allant jusqu'à parler de la constitution d'un groupe parlementaire du Parti républicain qui serait numériquement la troisième force dans la nouvelle Assemblée nationale !

Ces jeux politiciens qui éclatent déjà au grand jour illustrent parfaitement l'affirmation que Laurent Fabius répète de meeting en meeting à savoir que la victoire de la droite se traduirait par le désordre et la pagaille. Cette idée fait son chemin et amène peu à peu des gens qui n'avaient pas ou qui n'avaient plus l'intention de voter à gauche à considérer que la meilleure assurance pour demain, compte tenu de l'amélioration de la situation économique et des perspectives favorables que fait apparaître la conjoncture internationale, est de donner au président de la République une majorité qui lui permette de poursuivre la politique dont il a assumé depuis cinq ans la principale responsabilité. C'est ce que François Mitterrand redira lui-même dans quelques jours. C'est aussi le langage que tient le Parti socialiste et qui lui vaut cette audience grandissante qui, n'en déplaise à la droite et au Parti communiste, est le seul fait marquant de cette campagne électorale.

* * *

DURE saison pour les dictateurs ! Après Duvalier, Marcos a dû partir à son tour, laissant le pouvoir à Manille à Cory Aquino et à ceux qui se sont battus avec un formidable courage contre la dictature. S'il est vrai que les Etats-Unis ont joué un rôle déterminant dans ce départ peu glorieux, cela ne fait pas oublier la protection qu'ils ont trop longtemps accordée à ce fantoche corrompu et discrédité, même après qu'il ait fait assassiner celui qui était le chef de l'opposition, « Ninoy » Aquino, l'époux de Cory dont le triomphe aujourd'hui est une belle revanche. Dans les trois ans qui lui restent encore avant la fin de son dernier mandat, le président Reagan ferait bien de réfléchir à la façon de se débarrasser de quelques autres dictateurs, Pinochet au Chili, Stroessner au Paraguay, qui ne tiennent encore que parce que les Etats-Unis le veulent bien.

LE 27e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a commencé exactement comme nous le laissions prévoir la semaine dernière. Le discours de Mikhaïl Gorbatchev n'est pas le rapport Khrouchtchev de 1956 mais, à sa manière il efface Brejnev comme l'autre avait voulu effacer Staline. Près de 70 ans après la Révolution d'octobre, c'est un grand tournant que l'homme fort du Kremlin est en train de faire prendre à l'U.r.s.s. A suivre de très près...

A.f.p.



Ouverture par François Mitterrand, le 20 février dernier du colloque « Les rendez-vous de l'avenir ».



Pascal Lebrun

Lionel Jospin et Laurent Fabius chaleureusement accueillis au Creusot.

LE GRAND PARTI DU MONDE DU TRAVAIL

2 000 délégués représentant toutes les branches d'activités ont dialogué au Creusot avec Laurent Fabius et Lionel Jospin.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

« CETTE victoire est d'abord celle des forces de la jeunesse, des forces du travail », déclarait François Mitterrand, le 10 mai 1981. Au terme de la législature le Parti socialiste, fidèle à ses racines et à son essence, est toujours un parti du monde du travail. Ce rappel a été clairement énoncé, le 22 février, au Creusot, par Lionel Jospin et Laurent Fabius lors de la rencontre nationale organisée par le secteur « Entreprises » du P.s. « Le gouvernement que je dirige est d'abord un gouvernement du monde du travail », souligne Laurent Fabius. « Même s'il est un parti plus large, le P.s. est aussi le parti du monde du travail », insiste Lionel Jospin. Et la réalité concrète confirme les mots. Avec, d'abord, la vitalité de l'implantation des socialistes dans les entreprises. Près de 2 000 délégués de la France entière et représentant toutes les branches d'activités n'avaient pas hésité à effectuer le déplacement du Creusot pour participer à cette journée qui s'est terminée dans une véritable ambiance de meeting. Ensuite, les nombreuses réformes sociales réalisées par la gauche au pouvoir confirment que les revendications des salariés demeurent au centre des préoccupations des socialistes. « N'avons-nous pas été assez vite et assez loin dans le sens souhaité par le monde du travail ? Peut-être. Mais nous avons agi dans le bon sens, reconnaît Lionel Jospin. Quel pays en période de crise peut-il se vanter d'avoir fait des réformes ? »

Reste que, malgré les avancées, les difficultés sont encore réelles pour les travailleurs dans les entreprises. Les tensions s'accroissent à l'approche des élections, le patronat considérant déjà comme acquise une victoire de la droite. Pendant deux heures, les délégués ont fait part à Lionel Jospin et à Laurent Fabius de leurs problèmes et de leurs craintes pour l'avenir. Un débat franc, riche, n'éludant aucune des questions épineuses mais montrant aussi que, loin de se contenter de l'œuvre accomplie, les socialistes se fixaient de nouveaux objectifs.

La répression dans les entreprises ? Réaffirmant son soutien à André Clavaud, victime d'un délit d'opinion chez Dunlop-Michelin, et aux employés de chez Gibert, Lionel Jospin s'est prononcé pour une extension des lois Auroux à l'administration. Mais ces lois ont parfois bien du mal à vivre. « Ne faudrait-il pas les rendre plus contraignantes pour le patronat ? », demande un délégué. Laurent Fabius n'y est pas « opposé ». La gauche est-elle accusée d'avoir mené une politique « timide » en ce qui concerne les

(suite en page 6)

ILS SONT AVEC NOUS

ILS sont venus, ils sont tous là. Signataires, solidaires, fermement décidés à ce que le formidable élan culturel de la France ne s'arrête pas en si bon chemin. On l'avait peut-être oublié, nous les Hexagonaux éternellement plongés dans nos sondages, bilans, indices et autres échographies de notre petit monde, mais la France, côté création, prestige, rayonnement, ça veut dire quelque chose depuis mai-81. Eux le savent, s'en souviennent et se manifestent aujourd'hui pour que le combat continue et que ce qui était mouvement ne redevienne pas stagnation.

Certes, certains noms n'étonnent point. Les compagnons de toujours – même s'ils ont grogné ici et là et on les comprend, à l'occasion de certaines décisions discutables – n'ont pas quitté les chemins qu'ils ont parcourus, cinq années durant, avec tant d'enthousiasme. Mais, cette fois, peut-être parce que l'enjeu est de taille, bien des hommes et des femmes d'ordinaire réservés, silencieux, se sont clairement mobilisés.

Lorgnons les listes. Allez, ne dites pas que ça ne vous fait pas chaud au cœur de voir alignés les symboles les plus forts de la création mondiale... De lire les signatures d'Akira Kurosawa et d'Ingmar Bergman, deux des derniers lions du cinéma international ; de Samuel Beckett, de Gabriel Garcia Marquez, d'Alberto Moravia qui ont chacun, dans leur langue et à travers leur culture (et ce, même si Beckett réside à Paris), marqué profondément la planète littéraire. De croiser Elie Wiesel le sage, Claude Simon le dinamitero nobélisé des règles de la syntaxe ; Marguerite Yourcenar la prêtresse du langage, seule pensionnaire de l'Académie française à s'être ainsi engagée...

On n'en finirait pas de relever les patronymes glorieux. Les couturiers, les peintres, les architectes... Normal. La Rue de Valois, Jack Lang et son budget miracle proche des 1 % ont su redorer le blason d'un pays dans tous les domaines où la pensée, l'art, la réflexion sont en cause.

Paris, capitale culturelle du monde ? L'enjeu est mégalo, on n'ose pas aller jusque-là... Pourtant, si c'est Beckett qui nous tend la main...

F.G.

(suite de la page 5)

salaires de la fonction publique ? Lionel Jospin, se plaçant dans la perspective d'une croissance plus forte se montre alors optimiste : « Pourquoi refuserions-nous des hausses que l'économie pourrait supporter ? » Autrement dit on ne pratique pas la politique de rigueur par plaisir.

Politique sociale positive

Bien sûr la loi sur la flexibilité du temps de travail a été au centre du débat. « Si on refuse cette loi on se bat contre l'évolution économique et on se bat contre l'emploi », constate Laurent Fabius. Lionel Jospin s'oppose à l'extension des Tuc au secteur privé : « Nous n'avons jamais dit que la rémunération des Tuc était un salaire. Les Tuc sont des formules transitoires ». Et il a beau jeu de remarquer qu'après les avoir critiqués sévèrement la droite veut les étendre et le P.c. les conserver... Le droit à la réintégration dans l'entreprise ? « Depuis juin 1985, les travailleurs injustement licenciés ont le droit effectif à la réintégration, c'est une avancée considérable », constate Laurent Fabius. « Nous devons accentuer notre pression pour que cette évolution soit encore plus étendue », encourage Jospin.

Bref, la politique sociale menée depuis 1981 est positive dans l'ensemble. Encore convient-il de l'approfondir. C'est pourquoi Laurent Fabius dénonce les dangers que ferait courir un retour de la droite au pouvoir. Pour lui, deux conceptions s'affrontent à l'occasion des élections législatives du 16 mars : « Celle de la droite consiste à voir dans les syndicats des empêcheurs de tourner en rond et considère qu'il faut réduire leur influence. C'est une conception dépassée. Pour nous, si on veut aller de l'avant sur le plan économique, il faut aller de l'avant sur le plan syndical et accepter des syndicats puissants. »

Le P.s. a profité de cette journée thématique pour « remettre les pendules à l'heure » également avec le P.c. et les organisations syndicales. Faisant allusion aux mesures prises par le gouvernement après le dépôt de bilan de Creusot-Loire, l'an dernier, les socialistes locaux démentent les contrevérités exprimées par le P.c. « La stratégie des pôles de conversion et l'expression de la solidarité nationale on sait ce que c'est ici, ça commence à marcher », lance André Billardon, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, et principale cible de la campagne électorale du P.c. en Saône-et-Loire.

Au niveau national, Jean-Paul Bachy, secrétaire national, stigmatise la vision rétrograde des leaders communistes : « Non, Georges Marchais, ce n'est pas en regardant le passé que nous gagnerons. » Lionel Jospin relève les incohérences de la direction du P.c. : « Comment peut-elle être aussi indulgente avec le modèle soviétique qui n'émancipe pas les travailleurs et être aussi sévère avec nous ? » Louis Régulier, communiste critique, candidat sur la liste P.s. à Paris « demande aux socialistes d'aller vers les communistes gagnés par le trouble ».

Ne pas diviser la gauche

Enfin Jean-Paul Bachy met en garde les cédétistes sans les nommer (« ce n'est pas en restant neutre qu'on renforce le monde du travail ») et plus généralement tous ceux qui dans le monde du travail divisent la gauche. Pour lui : « Un risque existe aujourd'hui qui pourrait amener certains syndicats à penser qu'un des moyens de remobiliser leurs troupes est de s'accommoder du retour de la droite en France. Ce serait suicidaire, car partout où la droite a gagné, le mouvement syndical en a pâti. Que ce soit en Grande-Bretagne, en Allemagne de l'Ouest... La gauche et la droite ce n'est pas la même chose y compris pour les syndicats eux-mêmes. »

Les salariés, eux, savent faire la différence. Ils auront l'occasion de le prouver le 16 mars. C'est pourquoi Jean-Paul Bachy leur lance un appel pour faire du P.s. le grand parti du monde du travail. Au Creusot, les socialistes ont montré qu'ils étaient sur la bonne voie. ●



Pascal Lebrun

Jack Lang, Lionel Jospin et Françoise Fabius accueillant Danielle Mitterrand au banquet.

La campagne c'est aussi la fête...

QUEL que soit le résultat des élections du 16 mars, une constatation s'impose : les socialistes font une campagne électorale gaie. En réhabilitant la tradition des grands banquets, ils apportent une note épicurienne qui faisait défaut jusqu'à présent. Lundi, à l'héliport de Paris, 5 500 personnes ont participé au banquet des socialistes de l'Ile-de-France qui clôturait la tournée effectuée le jour même par Lionel Jospin dans la région. On

FINISTERE : IL PLEUT... DES GIFFLES SUR BREST

La campagne électorale, dans le Finistère, ne manque pas d'intérêt. La droite montre son vrai visage et s'entre-déchire entre ses composantes. Les idées socialistes, elles, progressent dans l'opinion publique.

PAR JEAN-YVES MARREC

(de notre envoyé spécial)

IL fait « frisquet » sur Brest, un vent de noroît, venant de la mer, balaie la rade et les rares passants, qui s'aventurent sur le pont de Recouvrance, s'empressent de poursuivre leur chemin sans jeter un regard aux affiches électorales qui fleurissent, dans la cité maritime de Bretagne, à la pointe de l'actualité depuis un an.

Ce passage, sous les feux des projecteurs, le port militaire de l'estuaire de la Penfeld, l'un des





Pascal Lebrun

La présentation des candidats socialistes pour l'Ile-de-France.

avait bien du mal à trouver sa table parmi les militants, les sympathisants, les candidats, les ministres, les ambassadeurs – une dizaine de diplomates en poste à Paris avaient souhaité participer à cette soirée – et les artistes. Enrico Macias, Armand Mestral, Jean-Marc Thibault, Roger Hanin, entre autres, étaient de la fête...

La première ovation a été réservée à Danielle Mitterrand, à qui Lionel Jospin devait rendre hommage pour « ses tâches fécondes de solidarité ». L'arrivée du Premier secrétaire a plongé le chapiteau dans d'interminables acclamations. Jospin n'en finissait pas de serrer des mains. Au passage une militante s'est même jetée à son cou !

Et puis, à l'applaudimètre, jolis succès personnels pour Michel Rocard et Jack Lang. Sur la scène, l'animation avait été confiée à un orchestre de jazz. Mais le spectacle était dans la salle. Deux écrans géants permettaient à tout le monde de suivre l'effervescence entretenue autour des tables d'honneur par les médias. Un service rapide, une musique enlevée, la soirée n'a pas manqué de rythme. Entre la signature de deux autographes, Lionel Josepin n'a pas résisté au plaisir de danser le rock au son de « When the saints »...

En fin de soirée, la politique a repris ses droits. Le Premier secrétaire du P.s. est monté à la tribune traversant une foule qui scandait : « On va gagner ! » Et Lionel Jospin de commencer par dresser un tableau de la situation politique à trois semaines des élections : « Le P.s. monte partout dans l'opinion, le P.c. ne décolle pas, la droite stagne et l'extrême droite recule. Le rapport de forces entre la gauche et la droite se réduit chaque jour qui passe... » Sur le coup d'une heure du matin la fête s'est terminée sans que l'enthousiasme ait baissé d'un ton tout au long de la soirée.

« Finalement, avec ces banquets nous avons trouvé une nouvelle forme de communication politique », concluait, amusé, un militant. Après tout, on peut faire sérieusement de la politique tout en conservant le sens de la fête !

J.-P.B.

mieux équipés de l'Atlantique pour la réparation navale, le doit à une droite dévastatrice, qui s'entre-déchire pour la possession d'un département du Finistère où la ruralité, surtout en secteur Léonard, pèse de tout son poids sur le résultat des élections.

Le titre du film : « Les Loups entre eux », à l'affiche, ce jour-là, au cinéma le Siam, rue Jean-Jaurès, l'une des rues les plus commerçantes de Brest, illustre bien cette lutte fratricide de gens dont l'intérêt personnel, pour assurer une main-mise sur le pouvoir local, passe bien avant celui des électeurs.

La crise municipale brestoise, entre le R.p.r. et l'U.d.f., qui provoqua en juillet 1985 la chute du maire Jacques Berthelot, dont l'autoritarisme, aux dires de ses amis de 1983, ne plaisait pas aux notables du P.r., avait déjà ouvert les yeux à la population finistérienne sur la capacité de la droite à gouverner pour le bien du pays. L'exemple ne vient-il pas de haut ? La querelle des trois chefs : Giscard-Chirac-Barre n'est-elle pas le présage d'une France ingouvernable ! La situation est la même dans le Finistère où sous les coups de boutoir de l'ancien député R.p.r. du Léon, Gabriel De Poulpiquet, le semblant d'union, qui existait depuis 1983, à droite, a volé en éclats.

– « Les Finistériens ont pu juger sur pièces, dit Jo Gléau, responsable de la section P.s. de l'arsenal où l'on est satisfait de la dernière mesure gouvernementale, de faire construire à Brest le futur porte-avions nucléaire « Clémenceau » qui va procurer du travail à la région durant sept années, des capacités de cette opposition à gouverner. Son programme n'est-il pas de favoriser encore plus les nantis. » Il critique aussi l'attitude du Parti communiste : « Celui-ci semble oublier tout ce qu'a fait la gauche au point de nous combattre prioritairement. »

En effet, pour faire mieux monter sa mayonnaise locale, l'ex-chef des troupes gaulliste, « le seigneur des abers », comme le surnomment les paysans du coin, De Poulpiquet, dont l'influence est grande, tout au long de la ceinture dorée léonarde, a fait monter au créneau l'ancienne gloire du syndicalisme agricole dans la région, l'homme de la guerre du cochon, casseur d'édifices publics devenu par la suite ministre et sénateur-maire de Quimper sous la bannière R.p.r., pour conduire sa liste aux législatives et aux régionales.

– « C'est un irresponsable, souligne son premier adjoint R.p.r., André Gérard, candidat sur la liste U.d.f.. Son attitude est grotesque. »

Du coup la prise du pouvoir à la mairie de Quimper est ouverte. La maladie politique brestoise peut remonter l'Odet et emporter Bécam comme Berthelot dans les courants meurtriers du R.p.r. « Nous lui ferons payer cher cette initiative, dit l'état-major parisien du parti de Chirac, Jacques Toubon en tête. »

Du côté de l'U.d.f. la rédaction est aussi violente. « L'homme est à l'image de son signe zodiacal, une balance », dit son adversaire de toujours, le conseiller général d'Ouessant, Jean-Yves Cozan, la tête de liste de l'opposition pour les régionales, qui vise la présidence de cette assemblée.

Cette belle pagaille à droite, qui montre aux électeurs les grandes divisions qui règnent au sein de l'opposition est encore plus évidente avec la présence du président départemental du C.d.s., Alain Paubert, en mauvais termes avec Cozan, sur la liste Bécam des régionales.

« Cette candidature va semer la merde à Quimper », dit le R.p.r., Louis Goasduff, dans la presse régionale.

C'est sur, le syndrome brestois va envenimer la vie municipale quimpéroise. Les loups de droite vont s'entre-dévorer. Le partage du pouvoir n'est pas dans les habitudes des notables locaux. La guerre : De Poulpiquet-Bécam-Lombard contre l'autre duo : Goasduff-Cozan en est l'illustration, qui pose bien des interrogations à l'homme de la rue.

Cette lutte intestine, au sein de la droite, ne dérange en rien le plan de campagne des militants socialistes finistériens. Sous la conduite de l'ex-ministre de la Mer, Louis Le Pensec, ils travaillent sur le terrain, s'attachant à expliquer à leurs compatriotes le bien-fondé de la politique gouvernementale actuelle. Là, comme ailleurs, ils ont la dynamique pour eux. « Nos idées font leur chemin, précise un militant quimpérois, Bruno, employé chez Job, la fabrique de papier. Nous le constatons, chaque jour, en conversant sur les marchés avec les gens. C'est bon signe pour notre parti et la majorité. » En parcourant le Finistère, cette terre impliquée dans l'obstination de la mer à l'assaillir et de celle-ci à résister, on se rend compte de ce nouvel état d'esprit. ●

EURE-ET-LOIR : ON EXORCISE LES DEMONS A DREUX...



Sipa-presse

Georges Lemoine avec des T.u.c. de sa ville de Chartres.

Les thèmes du racisme et de l'immigration qui avaient si bien marché pour la droite et le Front national ne font plus recette à Dreux. Mieux la zizanie est telle à droite que les socialistes sont plus que confiants.

PAR MARTINE DUCOUSSET

(de notre envoyée spéciale)

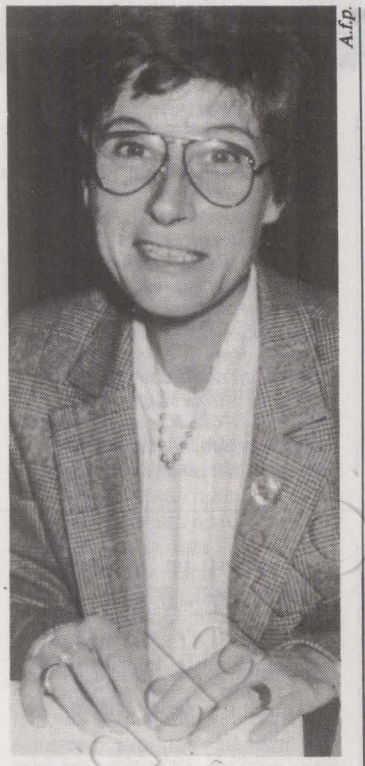
ILS sont stupides. A croire que le froid leur engourdit les neurones, et les empêche de voir plus loin que le bout de leurs dissenssions. Carrément stupides, oui : en préférant le désordre à l'union, en s'adonnant avec délices aux joies troublantes de la zizanie, ils sont en train, tout simplement, d'offrir sur un plateau son deuxième siège à la gauche. Une gauche ravie de l'aubaine, et dont le moral est vraiment au beau fixe.

Dans l'Eure-et-Loir, c'est comme partout ailleurs : plus ils sont de fous à droite, et plus les socialistes se marrent.

« L'opposition, ici, est complètement divisée, et elle accumule les erreurs, explique Dominique Vallot, premier secrétaire fédéral du département. On trouve pêle-mêle un exclu du R.p.r., des dissidents du C.d.s., un parachuté du C.n.i.p. Sans compter les barristes et le Front national venus eux aussi mettre leur grain de sel. »

Ce n'est plus de la zizanie, mais une foire d'empoigne sans merci. Tout a commencé en novembre dernier, quand Maurice Dousset, un agriculteur de cinquante-cinq ans, président du conseil régional du Centre, s'est catégoriquement refusé à toute liste d'union avec le R.p.r. Ou plus exactement avec le candidat que voulait lui imposer le parti gaulliste : Michel Junot, secrétaire général du C.n.i.p. Lui, Dousset, préférait faire alliance avec un autre R.p.r., le docteur Martial Taugourdeau, président du conseil général d'Eure-et-Loir.

Discussions acharnées, négociations multiples, tentatives de médiation, rien n'y a fait : Dousset et son copain, Taugordeau, sont restés inébranlables. Résultat : une exclusion, celle du médecin désobéissant, désavoué par le comité central de son parti, et deux listes qui bataillent ferme l'une contre l'autre. Maurice Dousset conduit la première, avec Taugourdeau à ses côtés, et Michel Junot, la seconde.



A.f.p.

Françoise Gaspard.

Junot, qui n'est pas forcément une bonne affaire pour le R.p.r. « C'est un parachuté que personne ne connaît dans le département, commente Dominique Vallot. Il lui faudrait, pour être élu, réaliser entre 17 % et 18 %, ce qui est loin d'être dans la poche. » Seulement voilà : Junot est secrétaire général d'un mouvement avec lequel le parti de Jacques Chirac a passé des accords électoraux. Il fallait bien lui trouver une place quelque part...

A noter encore à droite, pour compléter le tableau de la division : une liste de socioprofessionnels à tendance barriste (sic) conduite par Jean-Louis Daumer, et la liste du Front national que mène Marie-France Stirbois, la femme de Jean-Pierre — vous savez, le bras droit de Le Pen, maire-adjoint de Dreux, et qui fait campagne aujourd'hui dans les Hauts-de-Seine.

Un Front national, et ça c'est une bonne nouvelle, en perte de vitesse dans le département.

Pour Georges Lemoine, secrétaire d'état aux Dom-Tom, maire de Chartres et tête de liste P.s. dans l'Eure-et-Loir, le phénomène est assez compréhensible : « Je crois que les gens sont fatigués du Front national et de sa virulence. Bien sûr, Mme Stirbois n'a pas désarmé, et base toute sa campagne sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité. Mais, encore une fois, ça ne prend plus aussi bien. Tant mieux. Car c'est à Dreux, dans l'Eure-et-Loir, qu'avait commencé la résistible ascension de Jean-Marie Le Pen : avec, en novembre 1983, une élection municipale partielle qui résonnait comme un coup de tonnerre dans le ciel électoral français. 16,72 % des voix pour Jean-Pierre Stirbois et ses amis au premier tour, un R.p.r., Jean Hieaux, s'empressant de conclure une alliance contre-nature avec le diable, et, pour finir, trois membres du Front national siégeant au conseil municipal de Dreux.

Dreux et son syndrome. Dreux et son abcès. L'odieuse campagne du F.n., plus que complaisamment relayée par les notables U.d.f. et R.p.r. de la ville — tandis que les instances nationales rejetaient vertueusement toute idée d'accord avec Jean-Marie Le Pen — avait coûté sa place au maire socialiste de l'époque, Françoise Gaspard. Gagnante en mars 1983 avec seulement quelques voix d'avance — ce qui avait provoqué l'annulation de l'élection — elle avait préféré se retirer de la compétition. Pour dépassionner le débat qui, souvent, s'était cristallisé sur sa personne.

Françoise Gaspard, qui a de sérieuses chances d'être réélue député le 16 mars prochain. C'est une belle revanche. Et une victoire méritée. Pour elle, et pour les socialistes, qui se sont efforcés, et qui ont réussi, à mettre tous les atouts de leur côté. Car s'il y a une droite divisée, il y a aussi, et surtout, une gauche unie. Une forte liste P.s. - M.r.g. - P.s.u., qui ne laisse aucune chance aux communistes emmenés par André Essirard, maire-adjoint de Chartres, et aux

deux listes marginales d'extrême-gauche présentes sur le terrain.

Une gauche unie, et dont le thème de campagne prioritaire, pour les législatives, reste la bataille économique. « Ce que nous disons ici, c'est ce qu'a dit François Mitterrand au Grand-Quevilly, commente Georges Lemoine. Nos trois objectifs : réussir, produire, partager. Avec la droite, nous sommes d'accord sur les deux premiers. Mais pas sur le troisième, tellement important : partager. » C'est bien de gagner, mais il faut le faire ensemble. C'est bien d'être forts, mais il faut penser aux exclus. « Nous, nous voulons maintenir un ministère de la Solidarité nationale, poursuit le secrétaire d'état aux Dom-Tom. Nous, nous voulons sauvegarder le travail, mais aussi la dignité dans le travail, avec un salaire minimum décent. »

On dit — mais les mauvaises langues sont partout — que la droite et la gauche, maintenant, c'est pareil. Peut-être quand il s'agit de réduire l'inflation, ou de réorganiser l'appareil de production... et encore les résultats seraient plutôt meilleurs à gauche ! Mais pas quand on en vient, justement, à la notion de partage. Pas quand on parle solidarité, et fraternité.

Georges Lemoine est confiant. Et plus que ça même. Confiant parce qu'il a déjà beaucoup fait, à Chartres et dans le département — avec notamment près de 250 T.u.c. employés à la mairie de la ville, et puis, prochainement, l'installation d'un I.u.t. et d'une école de droit en Eure-et-Loir. Confiant dans l'avenir, à gauche toute : « Nous aurons nos deux sièges sans problème, et les socialistes auront bien d'autres sièges ailleurs. »

La Beauce, morne plaine ? C'est une plaisanterie. La Beauce s'anime, l'Eure-et-Loire se réveille. Les meetings font le plein, la campagne se passe bien. A Dreux, on exorcise ses démons. A Chartres, la cathédrale est toujours à la même place. Magnifique. Il y a de la neige partout, mais le printemps qui arrive va la faire fondre très vite. ●

Juliette Minces :

"Les enfants d'immigrés font partie intégrante de notre société ! Pour le meilleur et pour le pire"

PAR NICOLE CHAILLOT

SOCIOLOGUE, chercheur, Juliette Minces l'est sans aucun doute, le sérieux et la qualité de ses travaux en témoignent (« les Travailleurs étrangers en France », Le Seuil, 1973 ou « la Femme dans le monde arabe », Mazarine, 1980), mais elle est aussi et surtout une femme passionnée, chaleureuse et vibrante qui défend ses « gosses » avec un enthousiasme sans aveuglement.

C'est sans doute ce qui donne à son livre — « la Génération suivante », Flammarion — qui aurait pu n'être qu'un ouvrage de plus sur l'immigration en France sa vigueur et son intérêt.

Bardée de statistiques irréfutables, elle s'attaque à ces « idées reçues aussi ancrées qu'elles sont fausses » qui font par exemple de l'échec scolaire ou de la délinquance l'apanage des jeunes d'origine étrangère et notamment des « Maghrébins ». Traquant le racisme sous toutes ses formes elle le débusque là où on s'attend le moins à le rencontrer, quand elle écrit : « Recommander comme le fait la fraction tiers-mondiste de la gauche que sous l'influence des cultures immigrées, la culture française se métisse tout en insistant sur le maintien nécessaire telles qu'en elles-mêmes de ces cultures étrangères en France est une aberration. »

Enfin, elle remet clairement les pendules à l'heure en rappelant un concept pourtant passé de mode : la lutte des classes. Pour elle avant d'être des étrangers, les travailleurs immigrés et leurs enfants sont des prolétaires : « Il est en effet plus simple et moins compromettant d'invoquer les « différences culturelles » pour expliquer l'inaptitude d'une population particulière que d'employer l'argument de classe. »

Un livre utile, un argumentaire précieux pour contrecarrer tous les discours racistes, bref un livre important même s'il nous prend parfois à rebrousse-poil en ébranlant nos confortables certitudes.

« L'UNITE » : D'entrée de jeu, dès la lecture du titre de votre livre « la Génération suivante » plutôt que la deuxième génération on a compris que vous envisagez le problème sous un angle original.

— JULIETTE MINCES : Je suis toujours agacée par le nationalisme. Ce réflexe m'amène à me demander combien il faudra de générations successives pour être français. « Combien faut-il de cimetières pour être lorrain », disait l'autre. Après tout, beaucoup d'anciens colonisés sont morts pour la France et de ce fait auraient pu être Français à part entière. Quand il s'agit d'enfants d'immigrés c'est-à-dire de gosses ou de jeunes qui sont nés ici ou qui ont passé pratiquement toute leur vie en France, je dis combien de temps fraudra-t-il attendre et combien devront-ils faire d'enfants et de petits-enfants pour qu'enfin ils soient considérés comme des Français.

— Vous êtes très sévère avec la droite dont vous stigmatisez la déshonorante utilisation qu'elle fait au plan politique des immigrés, mais vous n'êtes pas très tendre non plus avec une certaine gauche, quand vous l'accusez d'emboîter le pas à la droite en privilégiant les fameuses « différences culturelles ».

— Je ne nie pas les différences culturelles loin de là, elles me paraissent au contraire très importantes pour décrire des populations. Mais lorsqu'il s'agit des jeunes ou des enfants ces différences culturelles sont considérablement réduites dans la mesure où ils sont éduqués en France et que la rue, la télévision, l'école, le cinéma, le stade etc. en font des petits Français moyens avec quelque chose en plus qui est l'apport des parents. Mais l'utilisation du culturel m'a paru suspecte, perverse. Quand j'ai écrit « les Travailleurs étrangers

(suite en page 10)



Juliette Minces.

(suite de la page 9)

en France » en 1973, j'avais mis l'accent sur la difficulté d'insertion des nouveaux arrivés dans un monde industriel et urbain, particulièrement traumatisant pour des paysans pauvres en provenance de pays sous-développés.

– A ce sujet vous rappelez que des paysans français transplantés brutalement en milieu urbain et industriel ont connu les mêmes difficultés d'adaptation.

– Ce que l'on disait des Bretons qui entassaient leur charbon dans la baignoire équivaut aujourd'hui à ce que l'on dit des Maghrébins et du mouton égorgé dans ladite baignoire. C'est pourquoi je me suis insurgée contre l'utilisation du concept « culturel » ; il m'a semblé qu'on mettait ce concept en avant pour ne plus avoir à parler en termes de classes. Dans le cas qui nous occupe les travailleurs émigrés et leurs enfants, on a à faire à des prolétaires, à des gens qui sont venus vendre leur force de travail. Ce ne sont ni la bourgeoisie, ni l'aristocratie du tiers monde qui sont venues louer leurs bras à l'industrie française. Ces pauvres parmi les pauvres sont venus ici parce qu'ils n'avaient que leur force de travail à vendre et rien d'autre, même pas un savoir-faire puisqu'issus pour la plupart de la petite paysannerie. Bref, pour ne pas avoir à parler des prolétaires et des inégalités dues à leurs conditions sociales on parle en termes de culture pour expliquer tout et n'importe quoi : l'échec scolaire de leurs enfants ou je ne sais quelle prédisposition à la délinquance.

– Autrement dit ceux qui rêvent de renvoyer dans leurs pays d'origine les communautés immigrées et leurs enfants ne font que reprendre le vieux fantasme des classes dirigeantes c'est-à-dire éliminer radicalement les « classes dangereuses ». Ce qu'elles n'ont jamais réussi à faire dans l'Histoire sauf peut-être avec les massacres de la Commune...

– Bien évidemment. Mais ce qui est plus étonnant c'est que ce fantasme du retour soit également partagé à gauche. Sans doute parce que à gauche non plus on n'a pas su choisir entre accepter en fin de compte des gens qui sont destinés à vivre en France et à s'y installer définitivement et le fait que certains d'entre eux envisagent de repartir comme c'est leur droit. Il n'est pas si facile d'accepter de cohabiter avec des gens différents : socialement, culturellement et ethniquement (encore que ce dernier concept soit bien dangereux) et il est humain, sinon raisonnable, de souhaiter leur départ. De plus, il faut reconnaître que les jeunes de la génération suivante ne sont pas toujours agréables. Leur conditions de vie précaires et difficiles les rendent souvent arrogants, agressifs. Enfermés dans un refus ils favorisent le désir de les voir partir. Même si leur attitude est due en grande partie à des difficultés liées à leur classe sociale. Et quand on ne sait pas se comporter avec des gens qu'on juge « difficiles » on peut rêver de s'en débarrasser en les expulsant. C'est quand même plus « gentil » que la méthode « versaillaise » !

– Mais ce « rêve » s'il se réalisait nous mettrait sur le même plan que le Liberia.

– Bien entendu. Et c'est ce qui rend ce « projet » impensable. Et c'est tellement impensable pour nos sociétés que je m'en suis voulue de ne pas avoir réagi quand le Libéria et la Libye ont expulsé leurs immigrés. Dans tout ce débat autour de l'immigration, on culpabilise nos sociétés à juste titre puisque ce sont elles qui ont fait venir la main-d'œuvre étrangère clandestinement ou pas. Du coup on oublie que ce sont tout de même nos sociétés qui se battent contre le racisme. Et nous sommes encore tellement parternalistes à l'égard des pays du tiers monde que lorsque la Libye expulse des Tunisiens ou lorsque le Libéria expulse des Ghanéens nous ne réagissons pas. Il n'y a pas de « sanglots de l'homme blanc » pour cela. Par contre si jamais on expulsait en masse des travailleurs étrangers toute la gauche se mobiliserait contre ce déni de justice.

– Cela veut dire aussi, qu'il y a tout un changement dans les mentalités qui est en train de s'opérer en ce moment. Il y a quelque temps on pouvait craindre que ce problème ne serve de base à la campagne électorale. Il y a certes des poches de résistance mais ce n'est pas le phénomène qu'on attendait.

– Oui ça me paraît très positif cette espèce de honte généralisée. Comme si la classe politique, sauf exception, a eu peur de réveiller des monstres. Et c'est vrai que la France est pleine de monstres. Elle est peut-être plus pleine de monstres que d'autres pays, encore que le racisme ne soit pas tellement plus fort en France qu'ailleurs mais c'est historiquement une vieille histoire qui n'a jamais été réglée.

– On n'a jamais été dépétainisé par exemple.

– On ne l'a jamais été, effectivement. Mais enfin c'est antérieur à Pétain ; l'affaire Dreyfus en a été la preuve. Il y avait les Croix de feu, il y a eu toute la période contre Léon Blum, par exemple, où le racisme servait d'argument contre la gauche mais c'est surtout la Seconde Guerre mondiale. Pour moi Dreux m'a paru quelque chose de très grave, moins parce que ça réveillait le racisme à l'état brutal que parce que ça signifiait la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire la fin d'un certain type d'interdits.

– La droite s'en prend surtout aux clandestins. Et reproche à la gauche de ne pas avoir fermé les frontières...

– Il faut d'abord rappeler qu'à une certaine époque non seulement l'immigration était encouragée mais l'immigration clandestine l'était également. Jean-Marcel Jeanneney, ministre du Travail en 1966, ne déclarait-il pas : « L'immigration clandestine n'est pas inutile car si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements internationaux nous manquerions peut-être de main-d'œuvre. » Reste qu'en dépit des dispositions rigoureuses prises par les législateurs la France dont on dit qu'elle est dure aux immigrés continue à être un fabuleux pôle d'attraction, en dépit du délit de « sales gueules », des inégalités sociales, du refus de l'autre quand il est étranger, quand il est basané ou noir (plus basané que noir d'ailleurs). Mais il y a aussi beaucoup de gens qui se battent et qui sont des gens généreux ou pas généreux mais qui savent de quoi ils parlent. Je veux dire que personnellement je ne me battrai pas en faveur de l'immigration en disant regardez comme ils sont beaux, comme ils sont gentils et comme ils sont attendrissants, comme ils sont exotiques. Je n'en ai rien à faire. Ils sont là, on a eu besoin d'eux, on les a exploités, on a une dette envers eux et en particulier une dette envers leurs enfants et de toute façon leurs enfants sont les nôtres qu'on le veuille ou pas. Donc autant faire le mieux possible avec. Ensuite la France est un pays riche. Tous les pays d'Europe occidentale sont des pays riches ; ce sont des pôles d'attraction aussi considérables pour cette raison-là. Il y a toujours du travail, même au noir. C'est vrai que le taux de chômage y est élevé mais c'est vrai que le taux de travail au noir l'est aussi. Et s'il y a du travail au noir c'est qu'il y a des employeurs et d'autre part de la main-d'œuvre et ça rend service à beaucoup de gens.

Enfin c'est un pays démocratique. Nous jouissons de libertés que dans leurs pays d'origine on ne connaît pas, qu'on ne soupçonne même pas. Je pense que cela il ne faut pas l'oublier non plus.

– Non seulement il ne faut pas l'oublier mais il faut peut-être se poser la question de savoir – et là je me fais un peu l'avocat du diable en disant cela – si c'est vraiment le rôle de la France de résoudre à leur place les problèmes de chômeurs, d'intégration et de droits de l'homme des pays du tiers monde.

– C'est un problème qui s'est posé à moi après une conversation que j'avais eue avec une agronome tiers-mondiste, quelqu'un de gentil, adorable, le cœur sur la main, le chrétien tel qu'on peut l'imaginer, un angélisme extraordinaire et qui me disait : « mais enfin la France est riche de terres incultes, abandonnées, qui pourraient tellement faire l'affaire de ces gens qui sont si misérables et qui en même temps rendraient service à ce pays en travaillant l'agriculture. » Et moi de répondre : « Ça me paraît aberrant ce que vous dites là ; nous n'avons pas à résoudre les problèmes politico-économiques des pays du tiers monde dont les dirigeants sont incapables de résoudre la moitié



Pascal Lebrun



de ces problèmes tout en disant que c'est la faute au colonialisme. » Je crois qu'il faut mettre les gens en face de leurs responsabilités et nous ne pouvons éventuellement que soutenir ce qui se passe sur place mais pas le faire à leur place et surtout pas ouvrir le pays inconsidérément pour que tous ceux qui meurent de faim ou meurent du manque de travail puissent en trouver ici parce qu'ils ne peuvent pas en trouver là-bas.

– Mais est-ce le rôle de la France une fois les immigrés installés et surtout leurs enfants, de prolonger un statut d'étranger et d'entretenir la « différence » ?

– Effectivement, je ne pense pas – probablement parce que moi aussi je suis d'origine immigrée, mes parents sont des juifs polonais immigrés dans les années 30 (je suis née à Paris) – je n'aimerais pas en tout cas que l'Etat se soit chargé à la place de mes parents de faire l'effort de me maintenir étrangère. Je ne crois pas que ce soit le rôle de l'Etat. En revanche il était urgent que le gouvernement de 1981 donne aux immigrés un droit d'association extrêmement important. Je crois que c'est une mesure qui a été prise à juste titre. De ce fait les communautés étrangères si elles veulent absolument se considérer comme des communautés étrangères à l'étranger doivent faire preuve de réalisme en créant elles-mêmes les structures qui permettent aux enfants de se maintenir étrangers. Je ne veux pas que l'on dise à un tel « toi tu es Portugais » ; si lui se veut Portugais c'est son droit mais moi Française je n'ai pas le droit de lui dire « toi tu es Portugais, tu dois rester Portugais ».Ça me paraît simplement un manque de démocratie.

– Si vous voulez maintenant on va en venir à cette « génération suivante » qui est l'objet principal de votre livre, qu'en est-il de leur « échec scolaire » qui serait spécifique ?

– Je me suis appuyée sur des recherches qui ont été faites par des spécialistes de l'Education nationale, mais avec lesquels je suis tout à fait d'accord parce qu'encore une fois au lieu de parler en termes culturels, en termes d'origine ethnique ou nationale ou tout ce qu'on veut je parle en termes de classe, tout simplement aussi parce qu'étant enfant je me suis aperçue de l'importance de la classe sociale à laquelle on appartient pour accéder à l'école. Vous savez, quand j'étais petite j'habitais à Ménilmontant, c'est un petit détail mais l'école primaire que je fréquentais à cette époque-là ne présentait pas d'enfants de prolos à l'examen d'entrée en 6e. Donc le taux d'échec scolaire n'était pas comptabilisé, on en parlait même pas quand il s'agissait de ces catégories sociales. Et qu'est-ce que ça veut dire l'échec scolaire ? Je pense que là aussi il y a tout un débat à ouvrir. L'échec scolaire par rapport à quoi, par rapport à qui, par rapport à quelle norme ? Est-ce que l'on peut parler d'échec scolaire quand on n'a pas réussi le bac. Doit-on parler d'échec scolaire quand en passant le conseil de révision on s'aperçoit que les jeunes sont analphabètes ? Là on peut poser des questions mais est-ce que ces questions renvoient à l'individu ou bien à l'institution scolaire ? Cela dit, encore une fois, quand on compare le travail des uns et des autres je crois qu'il faut les comparer avec des choses comparables c'est-à-dire que quand on a à faire à une population prolétarienne émigrée il faut comparer avec des Français prolétaires, de même catégorie sociale et c'est là qu'on peut juger s'il y a échec scolaire plus important chez les enfants d'origine étrangère par rapport aux enfants d'origine française. Et là on s'aperçoit qu'il n'y a pas de différence notable et que peut-être même ces gosses d'origine étrangère réussiraient mieux que des gosses de prolétaires français, disons des O.S. français. Cela se comprend très bien. Pour les enfants d'origine étrangère l'école est encore un moyen d'ascension sociale alors que pour les enfants d'O.S. français qui eux-mêmes sont donc au bas de l'échelle et qui ont donc raté en quelque sorte leur vie professionnelle, pour le moins, eh bien l'école ne signifie rien, leurs gosses ne sont même pas stimulés. Alors que la stimulation est très forte chez les enfants d'immigrés.

– Notamment pour les filles.

– Effectivement. C'est le sel de la terre ces filles. Vraiment je pense que s'il y a un contact étroit possible avec ces populations précisément d'origine maghrébine ça va passer par les filles parce que ce sont elles qui sont accrocheuses, fines, intelligentes, volontaires sachant les enjeux. Elles ont tout à perdre et je n'en connais pas beaucoup qui souhaitent partir dans le pays des parents pour s'y installer, sauf celles appartenant à la bourgeoisie et qui espèrent pouvoir continuer à vivre à peu près au même niveau.

– A propos de la délinquance, des jeunes d'origine étrangère vous relevez leur « visibilité » parce que s'il y a « pas vu pas pris », il y a ceux qui ne peuvent échapper.

– Oui. C'est-à-dire qu'on les regarde davantage déjà. C'est le délit de « sale gueule ». Pour peu qu'ils aient un geste délinquant, effectivement comme on les regardait on les voit faire le geste et une fois qu'on l'a repéré ils sont pris. Ils sont pris parce qu'ils sont marqués, ils sont en quelque sorte prédéterminés par ce que l'on dit d'eux. Les enfants basanés sont délinquants ou pré-délinquants. Celui-là qui vient de

(suite en page 13)



DANS LA BATAILLE DE MARS

Depuis plusieurs semaines « l'Unité » tient sa place au premier rang de la bataille électorale du Parti-socialiste. De partout nous parviennent des échos favorables concernant nos reportages sur la campagne et le bilan de la gauche au pouvoir que nous publions depuis plusieurs numéros.

Face à la grande presse, dont la plupart des titres – quotidiens et hebdomadaires – mènent un combat permanent contre les idées et l'action du Parti socialiste, « l'Unité » est un instrument indispensable de notre combat. Mais il faut lui donner encore plus de forces, c'est-à-dire plus de moyens. C'est possible si chacun d'entre vous se mobilise en faisant connaître « l'Unité » autour de lui et en recrutant de nouveaux abonnés.

Pour cette bataille, « l'Unité » a besoin de vous comme vous avez besoin de « l'Unité ». Alors dès aujourd'hui, avec nous, mobilisez-vous pour la grande bataille de mars et pour que vive la presse socialiste.

Bulletin d'abonnement
à retourner
à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solferino
75007 PARIS

Je soussigné .....
.....
.....
demeurant .....
.....
.....
désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***
★ ***abonnement d'un an (310 F)***
★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

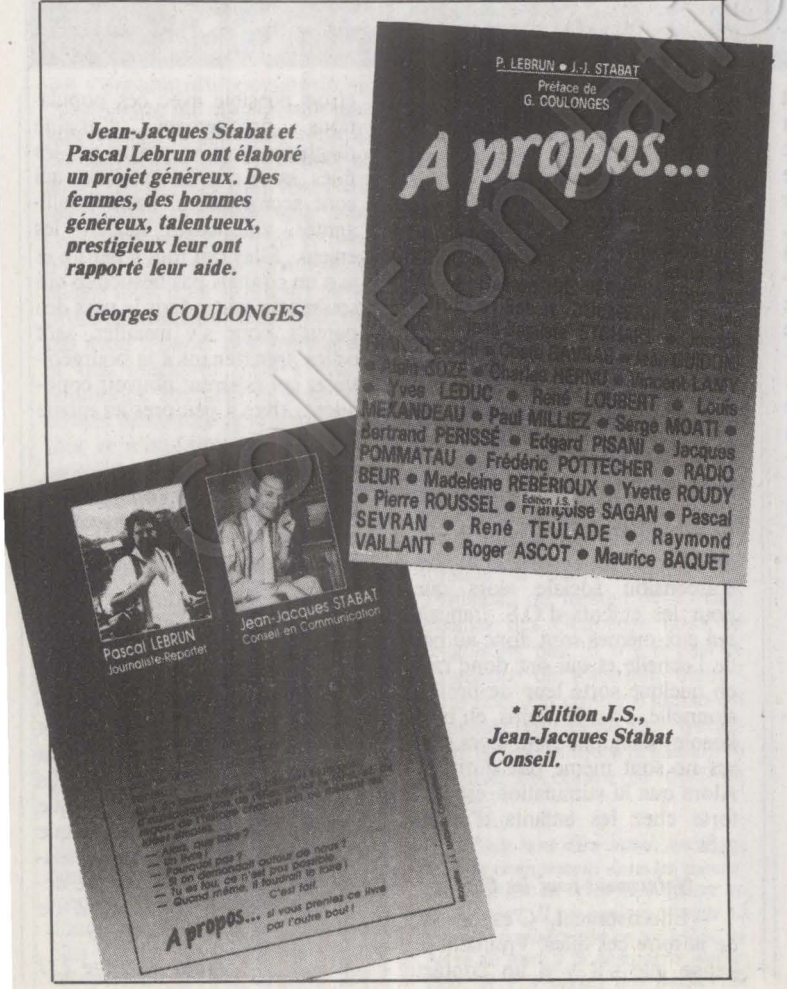
☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Jean-Jacques Stabat et Pascal Lebrun ont élaboré un projet généreux. Des femmes, des hommes généreux, talentueux, prestigieux leur ont rapporté leur aide.

Georges COULONGES



** Edition J.S., Jean-Jacques Stabat Conseil.*

Caisse Nationale de l'Energie

GAZ DE FRANCE - Obligations 8,50 % février 1972

Les intérêts courus du 16 mars 1985 au 15 mars 1986 sur les obligations Gaz de France 8,50 % février 1972 seront payables, à partir du 16 mars 1986, à raison de F. 38,25 par titre de 500 F. nominal, contre détachement du coupon n° 14 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 4,25 (montant global : F 42,50).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F. 6,37 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F. 0,42 faisant ressortir un net de F.31,46. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

A partir de la même date, les obligations restant en circulation, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à F. 500,00 (démunies de coupons).

— NOTA —

En application de la loi du 30 décembre 1981 - article 94, alinéa II et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, nous précisons que :

- les porteurs qui ont déposé leurs titres ainsi que la loi le prescrit, le montant des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital), sera porté au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités choisis par eux,
- les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres à la date du 3 novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital),
- les porteurs peuvent obtenir toute information concernant les nouvelles modalités de paiement applicables aux valeurs dématérialisées en s'adressant aux caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances et Perceptions), à la Caisse Nationale de l'Energie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et banques affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque Indosuez, Caisse Centrale des Banques Populaires et toutes les banques populaires de France ainsi que chez tout autre intermédiaire habilité.

Fondation Jean Jaurès



Manifestation de S.o.s.-Racisme.

(suite de la page 11)

passer a toutes les chances d'être délinquant, surveillons-le, et une fois qu'il a fait ce geste délinquant vous voyez qu'on avait raison : ce sont tous des délinquants.

– Mais alors c'est terrible parce qu'il y a une espèce de prédétermination désespérante pour eux.

– Oui c'est désespérant. Malheureusement ils entrent dans le jeu à fond et ça c'est un gros reproche que je formulerai à tous ceux qui se veulent étrangers parmi les enfants d'origine étrangère, je parle des jeunes, ceux qui récusent la nationalité française acquise à la naissance ou à 18 ans, ceux qui disent « moi je suis Algérien je vous emmerde », « moi je suis Portugais, » etc. Mais les Portugais sont moins violents parce qu'ils sont moins racisés. A partir de ce moment-là si vous voulez constituer une communauté étrangères vous les gosses d'origine étrangère élevés en France alors surveillez vos délinquants. Soyez suffisamment mûr puisque vous rejetez la société française pour qu'au moins l'image que vous donnez de vous-mêmes ne soit pas systématiquement une image négative. Ça me paraît extrêmement grave de leur part, cette espèce de laisser-aller, cette espèce de laxisme. Ce n'est pas le laxisme de la justice que je vais critiquer, parce que je n'y crois pas mais c'est le laxisme des prétendues élites des différentes communautés et en particulier des communautés maghrébines. Je pense que si on veut pouvoir devenir interlocuteur y compris pour exiger un travail à salaire égal, à diplômes égaux, etc. il faut également être capable de faire sa propre police pour pouvoir être des interlocuteurs.

– Vous dénonciez aussi dans votre livre un certain nombre d'actes caractérisés racistes qui consistent à tirer sur des gosses. Ça explique aussi leur exaspération et leur refus.

– Bien entendu. Mais de toute façon je pense que le refus des gosses n'est que le produit du refus français. Ce ne sont pas les gosses qui ont refusé de s'intégrer et qui ont provoqué le refus français, c'est le comportement des Français et le rejet par les Français qui a provoqué chez ces gosses un refus de s'intégrer. Vous ne voulez pas de nous, eh bien tant pis pour vous on ne veut pas de vous. Et on ne s'intègre pas et il y a un peu ce que j'appelle l'escalade du refus qui fait qu'on risque d'avoir des explosions extrêmement graves si des choses ne sont pas faites assez rapidement. Depuis 1981 il y a quand même eu des choses intéressantes de faites ; la preuve c'est que nous n'avons pas eu ces explosions que je craignais beaucoup.

– Qui se sont produites en Angleterre.

– Oui. Et qui ici auraient été infiniment plus graves dans la mesure où ce sont des populations mélangées, pas des ghettos. En Angleterre c'est entre eux que le feu a pris. Ici ça toucherait tout le monde.

– Vous parlez de bombe à retardement à ce sujet-là.

– Oui, justement. Pour moi c'est peut-être une bombe à retardement. En prenant le cas extrême des gosses de Maghrébins parce que ce sont eux qui sont les plus racisés, qui refusent le plus, qui sont considérés comme les plus arrogants et qui le sont effectivement avec les gosses d'Antillais susceptibles et arrogants. Il y a plein de choses qui l'on peut dire là-dessus et qui sont le produit d'une situation. Si ces gosses continuent à être refusés, si on continue à leur tirer dessus comme sur des lapins, si leur vie est en danger comme c'est le cas dans certaines banlieues, je crains fort que l'intégrisme par exemple puisse trouver sa place. Et là quand je parle de bombe à retardement je parle de vraie bombe, d'attentat.

Et je n'aimerais pas que l'intégrisme s'installe en France, de quelque nature qu'il soit. C'est pour cela que j'ai fait dans mon livre cette petite diatribe contre l'introduction de l'islam dans les entreprises parce que je trouve ça insupportable dans un Etat laïque contre le nôtre.

– N'ont-ils pas également de grosses difficultés avec leurs parents parce que trop francisés, presque considérés comme illégitimes alors qu'ils ne sont jamais assez assimilés pour ceux qui leur proposent la valise ou de l'assimilation.

– C'est peut-être dans ce sens-là qu'il y a des Beurs c'est-à-dire qu'il y a des gosses qui sont récusés de tous les côtés. Ça crée probablement une situation spécifique difficile à vivre que par exemple les gosses de Portugais ne connaissent pas. Mais là encore c'est le produit de quelque chose. Ce n'est pas objectif, ce n'est pas intrinsèque à leur existence, c'est vraiment le produit du refus des uns, du refus des autres, des exigences maladroites des parents, des exigences encore plus maladroites de la gauche française, de la droite française et tout le monde demande des choses différentes pour que ces gosses soient acceptés. En définitive, je crois que le plus grand service qu'on pourrait leur rendre c'est qu'on leur fiche la paix. Voudrait-on les jeter dans les bras du fanatisme qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

– Comment aborder alors cette France pluri-ethnique que certains appellent de leurs vœux et que d'autres vouent aux gémonies.

– Peut-on demeurer, ou devenir un musée ethnologique ? Moi d'origine juive polonaise née en France je devrais devenir la transmetteuse de l'ethnologie juive des ghettos polonais pour qu'enfin je me sente bien dans ma peau par identité, ce qui me paraît totalement aberrant. Dans le cas de sociétés qui ont des Etats constitués où est le mal si on cesse de parler le kabyle, l'arabe, le portugais en France. Par exemple les jeunes Maghrébins se déclarent tous arabes au nom d'une idéologie d'ailleurs pro-palestinienne alors qu'ils sont kabyles ou berbères en majorité. Ça me fait penser à ces Noirs américains qui ont appris le swahili qui est une langue de l'Est africain alors qu'ils sont tous originaires du Golfe de Guinée où on parle le Woloff, le Bambara, etc. Mais parce qu'eux étant Américains donc anglophones, ils ont privilégié contre toute réalité historique la Tanzanie ancienne colonie britannique où ils se sentaient compris. Ils sont allés faire leur révolution en Tanzanie et ils ont appris leur langue nationale, native qui aurait été le swahili !

– Est-ce que vous êtes optimiste quand à l'intégration de ces jeunes ?

– S'il n'y a pas un durcissement trop lourd et s'il y a un minimum d'intelligence dans la politique qui est menée je pense que bon an, mal an les enfants vont s'intégrer. De toute façon ils en prennent conscience dès qu'ils retournent dans le pays des parents. C'est vraiment le test.

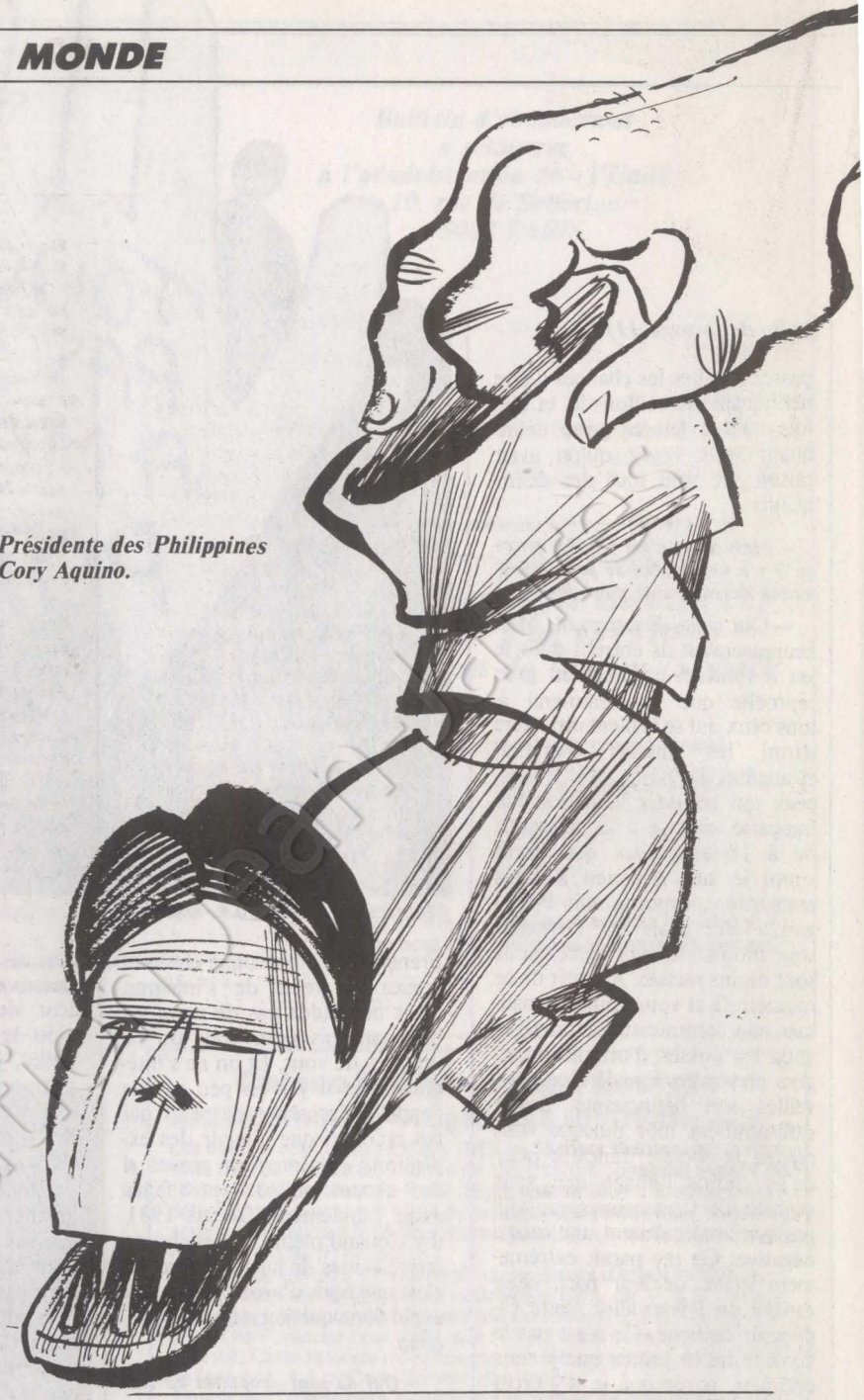
(propos recueillis par Nicole CHAILLOT)

PHILIPPINES: LA VICTOIRE DE TOUT UN PEUPLE



Gamma

Présidente des Philippines Cory Aquino.



Marcos avait vraiment trop tiré sur la corde. C'est bien parce qu'il n'était plus possible de le soutenir que Reagan a décidé de le lâcher...

PAR CARLOS FERARI-LOPEZ

LE dictateur est tombé. La maison Marcos s'est écroulée au beau milieu d'une liesse populaire difficile à contenir. Dès que la nouvelle fut annoncée, la foule qui rongeait son frein depuis une semaine a donné libre cours à sa joie. Malgré les difficultés prévisibles que l'avenir réserve aux Philippins, l'heure est à la joie. Méritée, intense et longtemps attendue la joie de ce peuple est à la hauteur des sacrifices consentis pour obtenir la liberté. Parce qu'il ne faut pas l'oublier, si Marcos est parti, si son système a fait faillite, c'est avant tout grâce aux luttes que depuis des années les Philippins ont menées. C'est l'élément principal, déterminant dans une situation complexe et riche en rebondissements. Certains commentateurs, trop pressés ou trop zélés, font l'impasse sur cette réalité. Pour eux, ce sont les Etats-Unis qui se voient attribuer les lauriers de la lutte anti-dictatoriale.

Aveuglement coutumier de ceux qui persistent à négliger l'importance d'une mobilisation populaire, d'une lutte sourde et souterraine éloignée souvent des projecteurs médiatiques. Qu'est-ce que Cory Aquino aurait pu faire sans cet élan vital qui a jeté dans les rues des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui n'avaient plus rien à perdre ? Sans le travail accumulé par des centaines de communautés de base, catholiques bien sûr, mais qui étaient devenues l'ossature d'une opposition contrainte au silence et à la clandestinité, le cardinal Sin n'aurait jamais pu dresser son autorité contre celle illégitime de la famille Marcos. Sans oublier la guérilla et les syndicats et les organisations professionnelles qui ont sapé les bases mêmes de la dictature...

Bref, « le fidèle allié » des Etats-Unis n'est pas tombé parce qu'un « deus ex machina » revêtu d'un drapeau étoilé l'a poussé dans le gouffre. Bien au contraire. C'est quand tout était

Marcos et la guérilla : le fruit amer du manichéisme

En 1981, à la suite d'une élection présidentielle frauduleuse, Marcos avait conservé le pouvoir. Tout de suite après, le vice-président des Etats-Unis, George Bush s'empressait de féliciter le « vainqueur » pour son « adhésion aux principes démocratiques ». L'ami américain ne voulait pas déranger le régime d'un allié précieux dans une région nécessaire pour la stratégie planétaire des Etats-Unis (voir la carte ci-dessus). Mais, pour cela, il avait été nécessaire de vaincre les résistances d'une partie importante de l'establishment américain. Le Pentagone lui-même avait informé le Congrès de la perte de crédibilité de la dictature philippine et s'inquiétait de la passivité d'un Marcos insensible face aux nécessaires réformes politiques et économiques.

Le Pentagone estimait que, pour vaincre la guérilla communiste, il était urgent de prendre des mesures sur le terrain social et que la seule répression militaire ne suffisait plus. Malgré tous les avertissements, le président Reagan continuait à soutenir la thèse selon laquelle « entre le communisme et Marcos aucune alternative n'est possible ». Les difficultés actuelles rencontrées par les Etats-Unis ne sont que le fruit amer d'un manichéisme qui refuse de voir les besoins de justice et de liberté des peuples opprimés. En s'y opposant violemment.

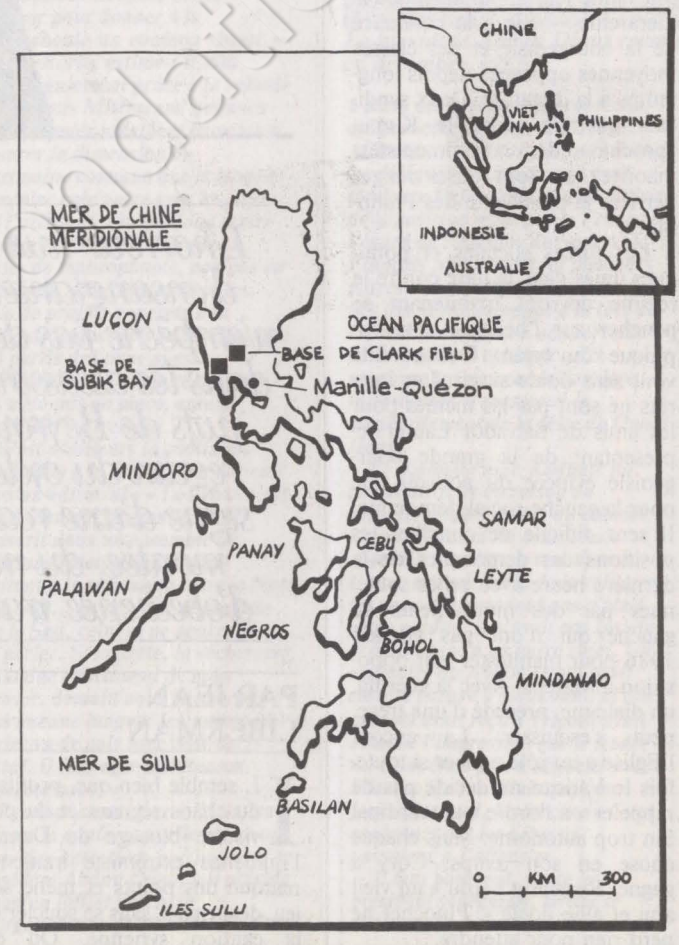
« Rempart contre le communisme ». C'est la mission qui a permis à la dictature philippine de rester au pouvoir. Mais, pour faire face à la fameuse « guérilla communiste », Marcos et son armée engloutissaient annuellement des sommes faramineuses qui permettaient d'entretenir la voracité des dignitaires du régime ainsi qu'un complexe système de féodalités militaires qui n'avaient rien à voir avec les besoins stricts du combat contre l'insurrection. Au contraire, ces pratiques ont affaibli l'action de l'armée. Ainsi, face à une guérilla sans appui extérieur, l'Urss et la Chine, pour des motifs semblables, courtisaient le régime de Marcos, l'armée avait dû céder du terrain. La Nap (Nouvelle armée populaire, d'inspiration maoïste) pouvait réunir, selon les experts américains, quelque 5 000 hommes armés en 1983. Début 1985, les mêmes sources faisaient une évaluation à la hausse, 15 000 hommes qui pouvaient agir militairement sur l'ensemble du territoire.

L'ile de Mindanao, au sud de l'archipel, restait le bastion de l'insurrection, mais les activités militaires de la Nap s'étaient étendues vers des provinces traditionnellement épargnées. La guérilla contrôlait, en 1985, un peu plus de 3 500 villages sur les 42 000 que compte le pays. Prenant appui sur la pauvreté des paysans et sur le mécontentement collectif face à la dictature, la Nap était devenue une force politique qui pouvait étendre son influence au-delà des zones militairement actives. Un nombre important de prêtres, prenant fait et cause avec les insurgés, avaient rejoint la guérilla. Certains de ces religieux n'hésitent pas à manier eux-mêmes les armes. Cette situation peut aider à comprendre l'empressement avec lequel la hiérarchie de l'Eglise philippine a donné son appui à Mme Corazon Aquino.

La branche politique de la Nap, le Parti communiste (clandestin) a accru depuis 1980 sa capacité de mobilisation. Présent dans un grand nombre d'organisations syndicales, de quartier et de groupements professionnels, le P.c. philippin coexiste au niveau populaire avec l'Eglise catholique. Le bas-clergé, très sensible aux revendications d'une population exaspérée par les excès du régime, avait depuis longtemps pris en charge l'organisation des « communautés de base » d'où sont sortis la plupart des dirigeants paysans ou syndicaux qui mènent aujourd'hui la révolte.

Dans les zones rurales, communistes et religieux se trouvaient du même côté de la barricade. C'est ce que Marcos et les Etats-Unis n'ont jamais compris. Ces derniers, en niant la misère et l'injustice qui s'abattent sur le peuple philippin depuis des décennies, ont préféré soutenir le despote corrompu, comme hier au Nicaragua, en Iran et à Haïti. Pinochet ne perd rien pour attendre. Il y a quelques mois, dans une petite église d'un village nicaraguayen, un prêtre espagnol qui me racontait les difficultés de son travail pastoral dans une zone de combats avait qualifié Reagan de « pompier pyromane ». Il n'avait pas tort.

C.F.L.



perdu pour Marcos que Washington a essayé de sauver les meubles. Après avoir, pendant de longues années, manifesté un acharnement thérapeutique du plus mauvais aloi pour maintenir en vie le régime honni, la Maison-Blanche vole au secours de la victoire (voir « l'Unité » n° 626, 6 décembre 1985).

Bien sûr, les Etats Unis pèsent d'un grand poids sur l'avenir de l'archipel. Des membres de l'opposition démocratique venus en France en octobre dernier à l'occasion du congrès du P.s. à Toulouse nous disaient : « Nous savons que chez nous rien ne peut être fait contre la volonté des Américains. Dans plusieurs domaines ce sont eux les véritables maîtres du pays. Mais rien non plus ne pourra être construit sans l'appui du peuple philippin, sans respecter sa liberté et son exigence de justice sociale. Nos gens veulent se débarrasser de Marcos, que cela plaise ou non aux Américains c'est un fait. Irréversible ! » Parmi les membres de cette délégation se trouvait Agapito Aquino, frère du leader assassiné et dirigeant d'un parti soutenant la candidature de Cory.

On se souviendra que le président américain s'était jusqu'à dimanche soir refusé à donner le coup de grâce à Marcos. Ces derniers temps les pressions du Congrès étaient devenues très fortes. Des démocrates mais aussi des représentants républicains voulaient « lâcher Marcos » pour s'entendre au plus vite avec une opposition considérée comme légitime vainqueur des élections. La Maison-Blanche, avec l'engagement personnel du président, avait fait fi de toutes les recommandations parlementaires. On craignait de laisser tomber un allié encombrant, certes, mais somme toute connu et dont Reagan estimait les réactions prévisibles.

L'inconnue non souhaitable était constituée par cette alliance hétéroclite des forces qui s'est constituée autour de Mme Aquino. Washington avait besoin de garanties. Les événements allaient plus vite que les calculs des stratèges. D'où les hésitations et les reculades dénoncées à maintes reprises par la populaire Cory.

(suite en page 16)

(suite de la page 15)

C'est à partir du volte-face des officiers de l'armée, avec à leur tête deux vieilles connaissances des Etats Unis, le général Ramos et Ponce Enrile, que les Américains et surtout Reagan ont saisi le caractère irréversible du mouvement. Sans l'armée, Marcos ne valait plus rien. Et un bain de sang ne pouvait qu'aggraver la situation tout en donnant aux groupes les plus radicaux une chance qu'ils n'allaient pas manquer de saisir. Dès lors et avec la population dans la rue le sort du régime était jeté. Il ne restait aux Etats Unis qu'à déployer toute la persuasion de leur diplomatie pour convaincre Marcos et Imelda de débarrasser le plancher.

Cory a gagné Reagan a perdu

Avec sa petite robe jaune à manches courtes, visiblement émue Corazon Aquino lève la main droite et déclare : « Je prends le pouvoir au nom du peuple philippin. » Avec peu des mots, dans la matinée d'un 25 février, une page d'histoire vient d'être tournée. Au palais présidentiel de Malacanang, Marcos s'apprête à annoncer au pays sa propre victoire aux élections. Mais pour lui tout est déjà perdu. Il ne veut pas le comprendre mais les vents ont tourné. Les Philippins n'ont d'yeux que pour la « dame en jaune », la veuve du dirigeant Benigno Aquino assassiné par les sbires du régime à son retour d'exil.

Née le 25 janvier 1933 à Manille, Corazon est la fille d'un magnat du sucre de Tarlac (à une centaine de kilomètres du Nord de Manille), élève dans une école religieuse elle obtient ensuite, au collège Mount Saint-Vincent de New-York, un diplôme de mathématiques et de français. En 1956, elle épouse Benigno Aquino. Cinq enfants et une vie politique intense occupent le couple jusqu'à 1972. Benigno est alors emprisonné par Ferdinand Marcos. Libéré en 1980, la famille Aquino part en exil. Après l'assassinat de son mari, et selon la formule consacrée, Corazon reprend le flambeau. Avant tout pour faire connaître au monde entier la responsabilité du dictateur dans ce crime. Mais cette lutte l'a menée plus loin. Beaucoup plus loin.

On dit à Manille que le cardinal Jaime Sin a joué un rôle important dans sa décision d'affronter Marcos au cour de dernières élections. Sa candidature avait permis de réunir une opposition éparpillée et en proie aux luttes intestines. Elle a su réveiller un peuple et lui donner la force morale nécessaire pour battre la dictature. Jusqu'au bout des Etats-Unis se sont méfiés de cette novice qui brouille les cartes du jeu politique philippin.

Quelques jours avant la chute du tyran et en prenant connaissance de déclarations de Reagan conseillant Marcos d'accepter un compromis avec l'opposition elle s'est écriée : « Il essaie de comploter avec M. Marcos pour voler sa libération au peuple philippin. » Une femme de caractère. Forte de l'appui de l'Eglise — les communautés de base lui ont ratifié leur appui ainsi que la hiérarchie — elle a la confiance de la bourgeoisie et des classes moyennes opposées depuis longtemps à la dictature. Deux syndicats ouvriers, dont le K.m.u. (proche des communistes-maoïste) se sont aussi rangés derrière la présidente des Philippines.

Les forces sociales et politiques unies dans la lutte contre le régime devront maintenant se pencher sur l'héritage catastrophique du tyran. Des conflits vont sans doute surgir. Les intérêts ne sont pas les mêmes pour les amis de Salvador Laurel représentant de la grande bourgeoisie évincée du pouvoir que pour la gauche social-démocrate. Il sera difficile de concilier les positions des démocrates de la dernière heure avec celles soutenues par des mouvements de gauche qui n'ont pas attendu 1986 pour manifester leur opposition à Marcos. Avec la guérilla, un dialogue, précédé d'une trêve, peut s'esquisser. Là encore l'Eglise a un rôle à jouer si toutefois le Vatican ne décide pas de rappeler « à l'ordre » un cardinal Sin trop autonome. Mais chaque chose en son temps. Cory a gagné. Reagan a perdu « un vieil ami et allié fidèle ». Pinochet ne perd rien pour attendre.

LE LIBAN EN VOIE DE NORMALISATION INTEGRISTE



L'horreur nue des attentats continue d'ensanglanter le Liban. Mais elle n'empêche pas de discerner, notamment dans les assassinats successifs des otages juifs de Beyrouth, ainsi que dans le regain du cycle guerrier du Sud, le signe d'une réactivation, voire d'une montée, du mouvement intégriste d'obédience iranienne dans le pays.

PAR JEAN LIBERMAN

IL semble bien que, profitant du chaos régnant et du provisoire blocage de Damas, l'influence extrémiste iranienne marque des points et mène son jeu, désormais, sans se soucier de la caution syrienne. On est frappé, en effet, d'une certaine fascination des jeunes vis-à-vis des organisations hezbollah, si bien structurées, « pures et dures » et quasiment ininfiltrables, qui recrutent leur chair à massacre sans souci d'argent ni d'armement, et se permettent même d'installer au cœur de la capitale de vastes prisons — véritables Q.h.s. par leur régime de fer —

où se côtoient aussi bien chrétiens que sunnites ou chiites. Organisations aux étiquettes les plus diverses, sous l'autorité – seulement spirituelle, la vraie étant secrète – du cheikh Fadlallah, mais identifiables par leurs capacités illimitées d'endoctrinement, de violence et de terrorisme.

Par ses méthodes complètement inhumaines, l'organisation des « Opprimés sur la terre », spécialisée dans la chasse aux juifs libanais, n'en est vraisemblablement qu'une variante. Ce ne sont sans doute plus des exceptions dans ce pays ; mais qui n'est pas saisi de nausée devant les quatre meurtres froidement revendiqués de ces malheureux dont le seul tort était d'appartenir à la communauté juive ? Le dernier assassiné, le parfaitement respecté médecin Elie Hallak, vice-président de sa communauté, avait tenu, malgré les risques, à continuer de vivre dans son quartier de Beyrouth-Ouest, devenu pourtant à prédominance hezbollah, et d'y prodiguer ses soins à tout un chacun... y compris aux miliciens chiites (1).

La chasse aux juifs

L'accusation grotesque de ses bourreaux d'être un agent du Mossad (services secrets israéliens) et le fait de l'avoir fait expier les opérations d'Israël au Sud ne font que souligner le sort d'otages désormais dévolus aux juifs libanais et fait craindre le pire pour les quelques autres d'entre eux déjà prisonniers.

On conçoit à leur sujet la réaction désabusée d'un démocrate libanais : « C'était un miracle que les juifs, dans le déchirement intercommunautaire général, n'avaient pas été touchés en dix ans, voici la normalisation ! » Devant cette communauté complètement vulnérable on peut saluer les démarches de Beate et de Serge Klarsfeld (l'avocat, président des « Fils et filles des déportés juifs de France » est à Beyrouth) qui ont voulu aller sur place (comme bien d'autres) tenter l'impossible secours de la Diaspora. « Mon mari, dit Beate, compte notamment intervenir

(suite en page 18)

Le président Abdou Diouf : "Au Tchad, la France tient ses engagements"

LE président sénégalais Abdou Diouf présidait la semaine dernière à Paris la dernière séance de la Conférence des pays ayant en commun l'usage du français, conférence qu'il avait suivie pendant trois jours avec la même assiduité que plusieurs autres chefs d'Etat parmi lesquels le doyen des dirigeants africains Félix Houphouët-Boigny.

« Ce n'était pas un sommet de routine comme il y en a souvent, nous dit le président Diouf, mais bien une réunion historique dans laquelle j'ai vu l'aboutissement des patients efforts faits par mon pays et, en tout premier lieu, par mon prédécesseur Léopold Sedar Senghor pour donner à la francophonie un contenu vivant. »

Ces efforts, estime-t-il, ont abouti également grâce à la volonté de François Mitterrand qui aura été le premier président français à mesurer la dimension du patrimoine commun que la langue française crée entre tous les pays qui l'utilisent. On est donc arrivé au cours de cette conférence à parler de francophonie, non pas en termes de réflexions abstraites, mais de projets concrets à la réalisation desquels le Sénégal, qui fait partie des onze pays représentés au « Comité du suivi » qui a été mis en place, entend travailler activement.

C'est d'ailleurs le quotidien sénégalais « le Soleil » qui écrivait dans un éditorial : « Le débat n'est pas seulement linguistique. Il s'inscrit dans un ensemble de relations internationales qui invitent à la solidarité entre le Nord et le Sud... Si le Nord ne regarde pas le Sud, celui-ci ne pourra plus lui parler. Si la dette, la sécheresse, la famine continuent de nous écraser, demain nous ne sauront plus aucune langue. Ici, survie du parler va de pair avec celle de l'Etat. Il faut agir maintenant concrètement. »

Pendant son séjour à Paris, au sein de la conférence elle-même ou dans des entretiens particuliers, le président Abdou Diouf, qui préside jusqu'en juillet prochain l'Organisation de l'unité africaine, a parlé des principaux problèmes qui préoccupent aujourd'hui les Africains. Dans son discours devant les délégués il a condamné avec virulence l'apartheid et s'est félicité de la position prise par la France à l'égard de l'Afrique du Sud. Avec François Mitterrand, et plusieurs autres, il a aussi parlé du Tchad. Ses fonctions actuelles à la tête de l'O.u.a. l'obligent à une certaine réserve mais il est clair qu'il approuve totalement la dernière intervention française et le bombardement de la piste de Ouadi Doum.

Le dialogue avec Kadhafi lui paraît difficile en raison du caractère imprévisible du colonel libyen. Celui-ci lui avait rendu visite il y a quelques semaines à Dakar et avait tenté de la rallier à ses vues. Comprenant que c'était peine perdue, il n'avait pas insisté, et était passé à un autre sujet. Un émissaire qu'Abdou Diouf avait ensuite envoyé à Goukouni, et que celui-ci avait reçu à Tripoli, avait ramené l'impression que le leader du Gunt était prêt à négocier avec Hissène Habré. Mais quelques jours plus tard, les forces du Gunt, soutenues par les Libyens, passaient à l'offensive.

Il faut pourtant, pense le président sénégalais, ne pas se décourager et continuer les pressions en faveur d'une négociation entre Tchadiens. Le seul moyen d'amener Kadhafi à accepter une telle négociation c'est de lui faire comprendre qu'il ne réalisera pas ses ambitions. François Mitterrand a eu raison de le rencontrer pour lui dire que, s'il bougeait, la riposte française serait immédiate. Il a bougé quand même, mais il a vu que la riposte est venue. Il avait peut être estimé que la période électorale en France était propice. Il s'est trompé. La France tient ses engagements.

Sur les élections françaises, Abdou Diouf garde aussi la réserve qui convient, même s'il ne cache pas ses préférences. En deux mois, il a rencontré trois fois François Mitterrand à Paris et il se plaît à souligner la communauté de vues qui existe entre eux. Il apprécie hautement l'action menée par la France depuis 1981 envers le tiers monde en général, l'Afrique en particulier et le Sénégal lui-même. Il a tout spécialement apprécié la récente visite à Dakar de Roland Dumas. Les liens entre la France et le Sénégal ne datent pas d'hier, mais le président Diouf est catégorique : ils ont été singulièrement renforcés au cours des dernières années.



Gamma

Le président Abdou Diouf recevant le colonel Kadhafi au Sénégal, en décembre 1985.

CLAUDE ESTIER

(suite de la page 17)

auprès du (très puissant) cheikh Fadlallah. » Mais que pourra le courage du demandeur dont, au surplus, les attachements pro-israéliens risque fort d'être rédhibitoires aux yeux de ses interlocuteurs...

Au Sud c'est, comme on pouvait s'y attendre sans succès et au contraire par la mort de nouveaux civils et militaires israéliens et libanais que s'est soldé (provisoirement) le ratissage monstre de Tsahal pour retrouver ses deux soldats enlevés par le coup de main de « Résistance islamique ». Ici aussi, le relais pris par l'intégrisme hezbollah est patent.



C'est en effet face à l'attitude « modérée » d'Amal renonçant, au Sud, à tout affrontement armé avec Israël et à toute violation de frontière que s'est développée ces dernières semaines cette nouvelle Résistance islamique. Mouvement d'autant plus redoutable pour Israël qu'il est générateur de commandos-suicides (type Metullah, qui fit 12 morts voici environ un an). Et qu'à la différence d'Amal il s'oppose non seulement au maintien d'Israël dans sa « zone de sécurité » avec l'aide de l'A.l.s., mais que, comme l'indiquent les « Katiouchas » qui viennent de frapper la Galilée, il n'y a pas pour ces intégristes de frontières quelconques avec Israël, leur objectif final étant Jérusalem ! Et ils savent qu'ils peuvent tabler dans l'opinion sur le refus de base de toute présence israélienne au Liban.

L'autre évolution grave mais attendue dans la région est la rupture proclamée par Hussein de Jordanie – et, semble-t-il, durable en l'occurrence – de toute coopération politique avec Arafat. Cette fois, Hussein va jusqu'à mettre en cause la crédibilité, voire la représentativité personnelle d'Arafat, et, pire, en appelle (parce que l'O.l.p. taxe de « putsch ») au jugement des « Palestiniens de l'intérieur ».

Divorce jordano-palestinien

L'éclatement était en germe dans l'ultimatum, voilé, adressé à Arafat par Hussein dès novembre 1984 devant le Conseil national palestinien d'Amman où il présentait comme une « dernière chance » l'option jordano-palestinienne de l'échange de la terre et du peuple palestiniens contre la reconnaissance d'Israël (Résolution de l'O.n.u.). Mais ces « accords d'Amman » restés ambigus, avaient été sérieusement entamés par le refus (motivé) de Londres de recevoir de (contradictoires) représentants palestiniens, et, surtout par l'affaire de « l'Achille Lauro ».

Jouant sur l'incapacité d'Arafat d'affirmer des positions claires et conformes à ses engagements personnels, les manœuvres de la Syrie (ennemie d'Arafat qui renouait avec Hussein) et les pressions de Washington, refusant de reconnaître explicitement à l'O.l.p. le droit à l'autodétermination (et suspendant parallèlement les livraisons d'armes à Amman) ont fait basculer Hussein.

La décision jordanienne peut toutefois entraîner des retombées dangereuses : outre le fait qu'elle bloque dans l'immédiat toute perspective de paix, l'isolement accru d'Arafat qui se replie désormais sur Bagdad, risque de l'inciter à une nouvelle radicalisation de sa stratégie. ●

(1) Relevons que l'Association arabe des droits de l'homme (fondée en décembre dernier à Paris) a condamné l'assassinat d'Elie Hallak qualifié « d'acte insensé... contraire à la morale comme à la législation islamique... »

GUERRE A UN ENNEMI COMMUN : LE CANCER

D'ici à l'an 2000 un Européen sur trois sera atteint d'un cancer si la tendance enregistrée ces dernières décennies continue. Pourtant le cancer n'est ni une fatalité ni un fléau incurable. Réunis la semaine dernière à Paris en présence de François Mitterrand, un groupe d'experts présentait ses propositions pour l'Europe tout entière.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

A LA fin de cette année, un million d'Européens seront morts du cancer. La plupart d'entre eux auraient pu échapper s'ils avaient adopté à temps une hygiène de vie plus saine. Le tabac, à lui seul, est responsable d'un tiers de tous les cancers, de 95 % des cancers du poumon et, associé ou non à l'alcool, d'une bonne partie des affections des voies aéro-digestives. Il y a là un énorme travail de prévention qui aurait davantage d'impact s'il était mené à l'échelon européen, donnant lieu à des manifestations concertées et orchestrées dans les différents pays de la C.e.e.

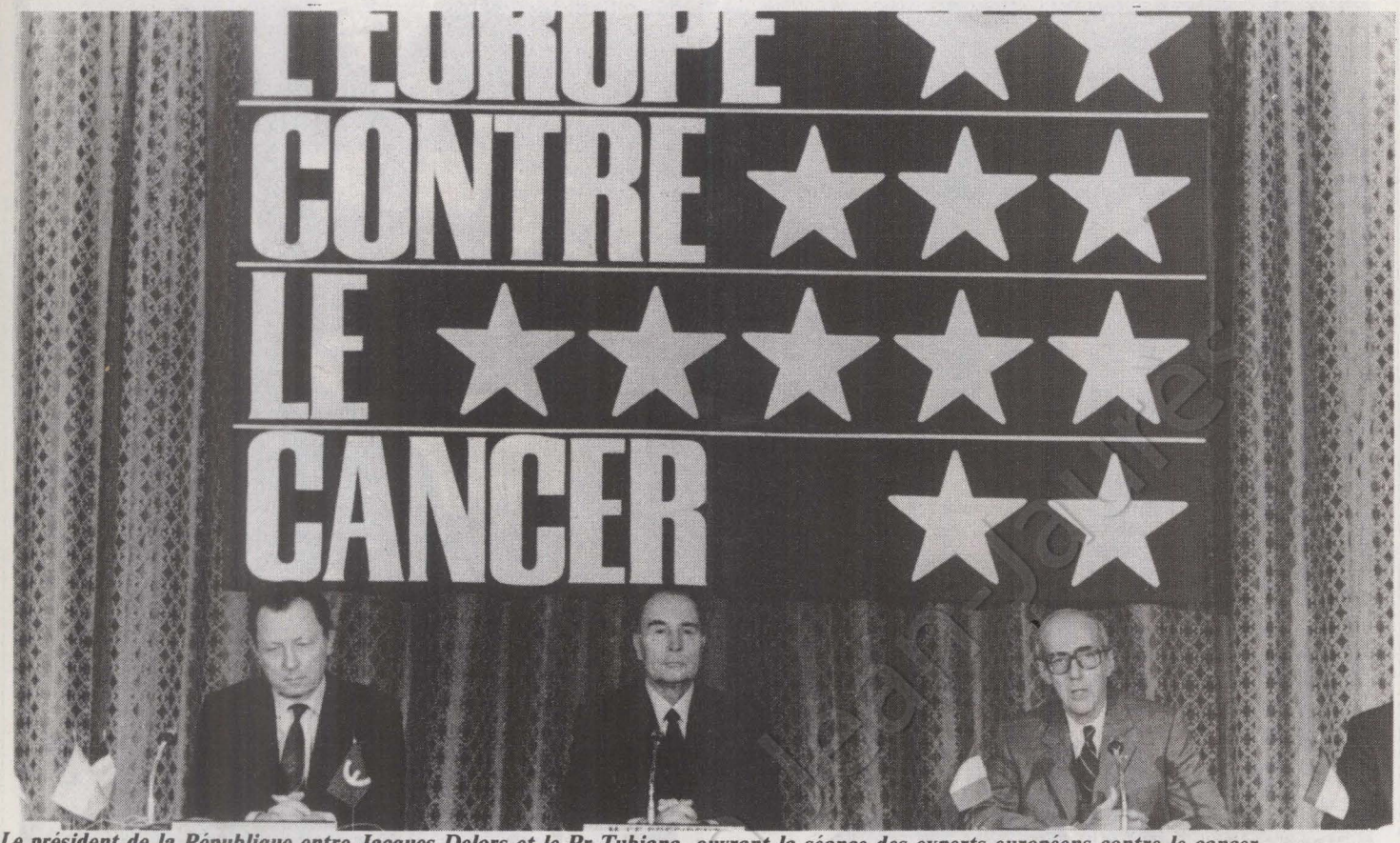
Pris à temps, beaucoup de cancers sont curables sans laisser de séquelles. C'est le rôle du dépistage auquel tout un chacun, passé un certain âge, devrait se soumettre. Là encore, un échange d'informations pourrait faire bénéficier le plus grand nombre de malades des méthodes de dépistage qui ont fait leurs preuves dans l'un ou l'autre des pays de la communauté.

L'expérience montre qu'on peut dessiner une « carte des cancers » qui laisse apparaître des disparités de fréquence par type d'affections, d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre. Les voix aéro-digestives supérieures sont plus souvent touchées en France, en Suisse, et en Espagne qu'en Angleterre, au Danemark, ou en Suède. Mais en approfondissant les données, on s'aperçoit que le cancer des lèvres est cependant plus fréquent au Danemark qu'en France. Que signifient ces disparités ?

La distribution du cancer du poumon laisse songeur : plus fréquent en Grande-Bretagne, dans les Pays-Bas, au Luxembourg, en Finlande, au Danemark ou en R.f.a. qu'en Italie, France ou Espagne, est-il davantage lié à des causes environnementales, industrielles, ou comportementales ? Le cas de l'œsophage semble plus évident : plus rare en R.f.a., en Finlande et aux Pays-Bas, pays où l'on boit par à-coups, qu'en France, au Luxembourg, en Ecosse ou en Irlande, pays où l'on trouve de gros buveurs de vin, de whisky ou de bière.

Cette distribution laisse soupçonner le rôle de l'alcool dans la génèse de la cancérisation. Mais lorsqu'on apprend que le cancer du sein est relativement plus fréquent en Grande-Bretagne, aux

Keystone



Le président de la République entre Jacques Delors et le Pr Tubiana, ouvrant la séance des experts européens contre le cancer.

Pays-Bas et au Danemark que dans les pays latins, on mesure à quel point l'épidémiologie soulève autant de questions qu'elle n'apporte de réponses, au moins en un premier temps. Derrière ces questions, se trouve pourtant la clef d'une explication, d'un traitement, ou de mesures préventives, comme l'a magistralement montré l'étude épidémiologique en Afrique menée sur le cancer de Burkitt. Malheureusement, dans certains pays comme la France, l'épidémiologie en est encore à ses balbutiements et l'Europe souffre d'un maquis de législations et de règlements qui ne rendent pas aisés la relève, l'harmonisation et l'examen des données épidémiologiques.

Les mêmes lois entravent également les essais thérapeutiques de médicaments découverts, testés, approuvés là, tandis qu'ils ne sont toujours pas commercialisés ici. L'Europe est pourtant suffisamment vaste, suffisamment riche de talents scientifiques pour que la mise en commun de ses moyens, l'échange entre ses chercheurs, la communication des résultats puissent faire progresser la recherche fondamentale et faire bénéficier les hommes des retombées de ces travaux.

Environ 45 % des cancers sont actuellement guéris. C'est encourageant. Mais insuffisant. Le cancer reste la première maladie redoutée de tous. Première cause de mortalité entre 40 ans et 65 ans. D'ici à l'an 2000, un Européen sur trois en sera atteint si la tendance enregistrée ces dernières décennies continue. Pourtant, le cancer n'est ni une fatalité, ni un fléau incurable. L'Europe peut en faire la démonstration.

Priorité à la lutte anti-tabac

Au sommet de Milan, en juin 1985, la France proposait à ses partenaires de la C.e.e. le lancement d'un programme européen contre le cancer, un programme « Eurespoir ». Quatre mois plus tard, le président de la République confiait au Pr Tubiana, directeur de l'Institut Gustave Roussy à Villejuif, la tâche d'animer un groupe de travail de cancérologues français afin de dégager des mesures concrètes susceptibles d'être proposées, à nos partenaires. A la fin de l'an dernier, chaque chef d'Etat désignait un expert pour approfondir ces propositions.

Réuni à Bruxelles en janvier, puis à Paris la semaine dernière ce groupe d'experts présentait de l'Elysée, en présence de François Mitterrand, ses propositions à l'Europe tout entière. Comme le fit remarquer Jacques Delors, la rapidité de la mise en place de ce programme est de bon augure et pour la lutte contre le cancer et pour l'Europe. « L'unification des nations, selon l'un des intervenants, s'est souvent faite contre un ennemi commun, cette fois-ci cet ennemi commun : c'est le cancer... »

« L'Europe semble un cadre d'une dimension convenable », assure le Pr Tubiana. Que ce soit dans la recherche épidémiologique, thérapeutique, clinique ou dans la prévention, « la coopération devient une nécessité absolue », affirme le Pr Véronesi, directeur de l'Institut des tumeurs de Milan. « Il faut, recommandent les experts, développer les banques de données cliniques, évaluer les techniques thérapeutiques, commercialiser les médicaments le plus vite possible, transférer les résultats à tous les pays, dans toutes les régions, car il existe encore de grandes disparités entre les pays européens. »

La lutte contre le tabac est désignée comme la priorité en matière de prévention, « en évitant les contraintes morales ou le terrorisme sanitaire ». Il y a là matière à recherche socio-psychologique sur les habitudes tabagiques. Les experts insistent également sur l'épidémiologie, en mentionnant particulièrement les études sur les cancers professionnels, qui, pour ne représenter que 3 % des cancers, sont riches d'enseignements quant à la genèse de la maladie. L'épidémiologie exige que soient aplanies les difficultés d'ordre législatif.

Pas de prévention ni de dépistage sans information du public. Le lancement du programme européen a été accompagné en France d'une semaine d'information et de prévention : ces manifestations seront généralisées à l'Europe entière. Quant aux échanges de chercheurs, ils sont grandement souhaitables pour faire fructifier les expériences et tisser des liens de coopération entre les instituts de recherche.

« L'Europe ne peut renoncer à la recherche, estime le Pr Veronesi, car sinon elle perdrait son indépendance scientifique, et bientôt son indépendance économique, puis politique. » Les trois cent vingt millions d'Européens ne sont cependant pas les seuls à être concernés par Eurespoir... François Mitterrand le soulignait : l'Europe se donne là un grand projet : la santé des hommes, de tous les hommes, sur la terre.



BILAN
D'UNE LEGISLATURE

CINQ ANS DE SOCIALISME DU POSSIBLE DE A à Z

VII. ÉCONOMIE FINANCES INDUSTRIE

LA PREUVE PAR LA GAUCHE

PAR STEPHEN GERE

LA gauche sera d'abord jugée sur son bilan économique. Plus personne, aujourd'hui, ne saurait contester cette évidence. Et pourtant ! Il n'est malheureusement pas certain que la gauche soit effectivement jugée sur le résultat de son action économique. Malheureusement, parce que ce résultat est positif, et qu'il aurait été légitime que la gauche en récoltât le bénéfice politique. Si Valéry Giscard d'Estaing avait pu présenter un tel tableau en 1981, il aurait sans doute été réélu. Il en va différemment avec la gauche. C'est une question relevant des « mentalités politiques françaises » : chacun sait que la gauche est généreuse et la droite gestionnaire. Voyez, les piètres résultats de la politique de Raymond Barre n'empêchent pas une majorité de Fançais de voir en lui un gestionnaire et un économiste de grand talent.

Alors, bien sûr, ce qui se passe depuis 1981 a perturbé ces mentalités politiques. Mais les Français sont encore trop nombreux à considérer que si la gauche a réussi, la droite aurait forcément tiré meilleur profit des opportunités qui se sont offertes à la France entre 1981 et 1986. C'est exactement ce que montrait un sondage récent. La droite a alors beau jeu d'évoquer le contexte international pour banaliser les résultats économiques du gouvernement. Souvenez-vous : « La France est le seul pays qui ne profitera pas de l'effet d'entraînement de la reprise américaine. » Où encore : « La France a beaucoup profité de la désinflation mondiale et de la baisse du dollar. » Toujours, Raymond Barre...

Alors la gauche ne sera pas jugée sur son bilan économique ? Si, pourtant ! Parce que, si elle avait échoué, si des déséquilibres profonds s'étaient creusés dans l'économie française, la gauche serait retournée pour une quarantaine d'années dans le purgatoire de l'Histoire. Or, chacun sait déjà que le courant socialiste aura fait des adhésions au cours de cette législature. Il est rare de voir un parti politique sortir d'une législature de pouvoir avec davantage de suffrages qu'en y entrant.

Ce qui conduit à une seconde réflexion, lancinante : la gauche a-t-elle réussi, économiquement ? Il y a deux réponses. Dans l'absolu, c'est oui. Mais sur son programme initial, sûrement pas. Formulons autrement : François Mitterrand et les socialistes ont réussi, mais pas la gauche. Tout le monde sait que le fossé s'est encore creusé entre communistes et socialistes depuis la rupture de 1984. Des gens qui ont une conception si radicalement différente de la société ne peuvent se faire la même idée de l'économie. Et chacun sait que les communistes ont oublié dans leurs schémas que l'économie servait à produire des richesses avant de donner un sens à l'Histoire...

Il semblerait que ces quelques années aient suffi à trancher un débat qui remonte au congrès de Tours. Le 16 mars prochain sera riche d'enseignement sur ce point. Cette rupture avec le capitalisme qui devait conduire au plein emploi ne s'est pas faite : c'est en ce sens qu'on peut dire que la gauche a échoué économiquement. Là où elle a réussi, c'est, bien sûr, depuis le grand changement de politique économique esquissé dès juin 1982. Tenue à l'écart des réalités pendant vingt-trois ans, la gauche aura mis dix-huit mois à reprendre les choses en main. Au prix d'un dérapage, beaucoup moins préjudiciable qu'on aura souvent voulu le laisser croire. Un peu moins préjudiciable, même, que la relance de Jacques Chirac en 1975. Et puis, bien sûr, pas du tout, préjudiciable aux plus défavorisés, cette relance ayant permis de remettre les pendules à l'heure : relèvement du pouvoir d'achat du Smic et des prestations sociales.

Essentiellement généreuse, la gauche a dû se faire également gestionnaire. Aujourd'hui, malgré ses 2,4 millions de chômeurs — quasi inévitables — la France a rejoint la place qui lui

(suite en page 22)

Fondation Jean-Jaurès



(suite de la page 21)

revient dans le peloton de tête des nations industrielles. Mais surtout, il semble qu'un nouveau projet social soit en train de naître. Dosage subtil de liberté pour l'entreprise et pour celui qui y travaille, modèle avancé de civilisation et de liberté, démocratisation de l'initiative et imagination. Un projet très éloigné des conceptions conservatrices. On l'appelle social-démocratie. Pierre Bérégovoy, qui est tout de même l'un de ses concepteurs, l'a joliment baptisé « l'économie de liberté ». Il mérite qu'on se mobilise pour lui, non ?

A

comme Aérospatiale

Le succès de ses vols commerciaux qui font d'Ariane une vraie concurrente de la navette américaine donne des idées aux Français. François Mitterrand croit à ces idées. Il y aura Ariane 5, un gros lanceur, Hermès, une navette spatiale, et, pourquoi pas, une station orbitale. C'est la vision futuriste de la législature.

comme Airbus

Airbus Industrie décolle enfin ! Le « petit » A 320 est vendu à 254 exemplaires en décembre 1985, deux ans avant le premier vol expérimental du futur court-moyen-courrier de 150 places. C'est mieux que les meilleurs programmes américains, dit-on chez Airbus. Le consortium détient d'ailleurs 56 % du marché mondial des gros porteurs, malgré la concurrence des 747 de Boeing et des DC 10 de McDonnel Douglas.

B

comme Baril

Pas le capitaine, le pétrole. 1980 : la France sort secouée du deuxième choc pétrolier. L'Opep a doublé en quelques semaines le prix de son brut. 1983 : ça va mieux pour les pays industrialisés, mais de moins en moins bien pour l'Opep. Le baril n'est plus, au prix officiel, qu'à 29 dollars. 10 décembre 1985 : réunie à Vienne, l'Opep change de stratégie. Elle défendra désormais sa « part de marché » en laissant flotter les prix. Le baril de Brent de la mer du Nord, qui était à 31 dollars la veille, tombe à 15 dollars fin février. Il y a même un pétrole de la même qualité, le « West Texas Intermediate », brut de référence aux Etats-Unis, qui s'est payé le luxe de passer sous cette barre. Un choc pétrolier à l'envers qui pourrait réduire notre facture pétrolière de 60 milliards à 80 milliards de francs cette année. Pour qui une pareille aubaine ?

comme Bourse

Elle vole de record en record. A l'instar des Bourses de Londres et de New York. Sauf que le Stock Exchange et Wall Street ont moins progressé depuis 1981 que le Palais Brongniart, à Paris. Partant d'une base 100 en 1981, Paris est à 245, Londres à 219, Tokyo à 176 et New York à 168.

L'indice C.a.c., de la Compagnie des agents de changes, est passé des alentours de 80 à l'élection de François Mitterrand à plus de 300 tout récemment. Rien ne semble vouloir ralentir la progression boursière. Il faut interpréter cette envolée comme une reconnaissance de la qualité de la gestion de la gauche. Dire, comme le Parti communiste, que la Bourse rend hommage à la politique favorable aux patrons que conduisent les socialistes est une ineptie dans la mesure où le mouvement est général dans le monde. Non, il s'agit simplement, d'une sortie de crise. Le « plus« , dont bénéficie Paris, est effectivement à mettre au compte de la gestion socialiste.

comme Balance des paiements

Ce sont les véritables comptes extérieurs de la France avait dit d'elle, en substance, le président de la République. En amélioration constante depuis 1982, année du grand dérapage où son déficit atteint 2,2 % du P.I.B., la balance des paiements retrouve l'équilibre l'an dernier puisqu'elle dégage un excédent de 2,8 milliards de francs. Il faut remonter à 1979 pour retrouver la balance des paiements avec un excédent : avant le second choc pétrolier, avant la flambée du dollar. Il faut saluer la performance, signe tangible d'un redressement maintenant incontestable de l'économie française. Mais la balance des paiements aurait sans doute été plus nettement excédentaire s'il n'y avait eu le déficit encore lourd du commerce extérieur qui constitue sa principale composante. Heureusement qu'il y a les invisibles : le solde (positif) des services et particulièrement touristiques, mais aussi la fermeté du franc, qui consolide régulièrement les réserves de la Banque de France.

comme Budget de l'Etat

La gauche a légèrement augmenté le déficit budgétaire, qui est passé, en moyenne, de 1,51 % du P.i.b., dans les années 1975 à 1980, à 3,07 % pour la période 1981-1985. Cette augmentation du déficit budgétaire a été menée de front avec la désinflation. Une telle pratique se justifie par la volonté, affirmée par le gouvernement de stimuler davantage la croissance économique de manière à ralentir l'augmentation du chômage. De 3,44 % du P.i.b. en 1984, le déficit d'exécution du budget de l'Etat est retombé à 3,27 % en 1985. Il reste ainsi d'un montant assez modéré pour que sa réduction soit possible à terme rapproché.

C

comme Chômage

C'est incontestablement l'un des points noirs d'une Assemblée nationale élue principalement pour vaincre le chômage et dont le plus grand tort est d'avoir trop tôt crié victoire. Il faut l'honnêteté intellectuelle de le reconnaître. Cela dit, il n'est pas question de passer sous silence les résultats obtenus récemment sur ce front. Le nombre des demandeurs d'emploi a diminué en 1985, pour la première fois depuis 1969. De 80 000 personnes. Du coup, il y avait 2 322 000 chômeurs en France à la date du 31 décembre 1985, soit 10 % de la population active. Malheureusement, on apprenait le 18 février qu'il fallait compter 53 100 chômeurs de plus en janvier. Après quatre mois de baisse, ça repart... Dans la C.e.e. à dix, c'est 11 % de plus que chez nous. Fin 1980, le chômage représentait, en France 6,8 % des actifs et, dans la C.e.e., seulement 6,4 %, soit 0,4 % de moins que chez nous. Conclusion : depuis 1981, l'augmentation du chômage a été moins forte en France que dans les autres pays européens.

comme Commerce extérieur

Peut-être le talon d'Achille de l'économie française. En dépit des efforts déployés par les pouvoirs publics et notamment par le ministre du Commerce extérieur, Edith Cresson, la balance commerciale de la France continue d'être déficitaire l'an dernier de 23 milliards de francs. Là encore, il faut remonter aux années soixante-dix pour trouver des soldes positifs. Une raison principale à ce déficit chronique : la France n'étant pas productrice de pétrole, la facture qu'elle paie aux producteurs de brut approche les 150 milliards de francs. Une facture qui baissera de 60 % cette année grâce à la chute du prix du baril et à celle du dollar. En contrepartie de ses achats d'énergie, la France vend : des produits de l'agriculture et des industries agro-alimentaires, des produits industriels – de la 205 peugeot à l'Airbus – mais aussi des grands travaux, comme la centrale nucléaire vendue récemment par E.d.f. et Framatome à la Chine populaire. Le problème, c'est que la crise a eu

tendance à couper les politiques d'équipement des pays en développement, tandis que les industriels français ne se ruaient pas en assez grand nombre sur les marchés solvables. Tout de même, le grand trou de 95 milliards enregistré par la balance commerciale en 1982 a été considérablement réduit, même si aucun progrès sensible n'a été réalisé depuis deux ans. Une précision : ne pas oublier que le déficit commercial de la France était de plus de 60 milliards de l'époque en 1980, ce qui en fait plus de 90 au taux de 1985...

comme Créations d'entreprises

1985 : l'année record des créations d'entreprises. Le nombre des créations d'entreprises s'est, en effet, fortement accéléré en 1984 et en 1985. Mais surtout, de 1980 à 1985, l'augmentation des créations d'entreprises est supérieure à 40 %.

En 1980, il s'est créé 73 500 entreprises. En 1983, il s'en créait 81 400. Nouveau bond en 1984, de 8,7 %, puisqu'on enregistrait cette année-là 88 500 entreprises nouvelles. Enfin, 1985 sera une année encore meilleure d'après les données dont on dispose. L'augmentation sur 1984 serait cette fois de 20 % puisque le nombre d'entreprises nouvelles est estimé à 105 000. Qui a dit que les créateurs d'entreprises avaient été découragés par la gauche au pouvoir ?

comme Conférence monétaire

Une réforme du système monétaire international pour contrôler les variations erratiques des monnaies. C'est ce que n'ont cessé de réclamer François Mitterrand et ses ministres des Finances depuis les sommets des pays industrialisés de Versailles et de Williamsbourg. Les Américains en tête, tout le monde a fait la sourde oreille, des années durant. Jacques Delors puis Pierre Bérégovoy sont revenus à la charge, sans répit. Ils ont fini par obtenir gain de cause puisque c'est Ronald Reagan lui-même qui dans son dernier discours sur l'état de l'Union, a proposé la réunion d'une conférence monétaire internationale. La raison française progresse.

comme Congés payés

« Quand les Français partent en vacances, ils passent les deux premières semaines avec Léon Blum, la troisième avec Guy Mollet et la cinquième avec François Mitterrand et Pierre Mauroy. » La citation est du maire de Lille, elle vaut mieux qu'un long discours sur les conquêtes sociales.

comme Croissance

De 1981 à 1985, le produit intérieur brut (P.i.b.), qui mesure les richesses produites par le pays, a augmenté de 5,9 % en France. Une croissance équivalente, sur la période, à celle de la Communauté économique européenne. En fait, à la différence des autres grands pays industriels, la France n'aura pas traversé de période de récession au cours des cinq dernières années. Choix différent à celui des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne ou de la République fédérale d'Allemagne qui, grâce à la déflation, ont assaini plus rapidement leur économie. Mais au prix de quel coût social ! La France a choisi de ne pas sacrifier les travailleurs à l'austérité, c'est pourquoi la croissance française n'avait pas rejoint le rythme de celle de nos principaux partenaires commerciaux l'an dernier. Sur la durée de la législature, nous faisons tout de même mieux que nos voisins allemands (+ 5,3 %).

D

comme Dollar

Après les chocs pétroliers, le choc dollar... Le billet vert commence son ascension en 1981, peu après l'élection de Ronald Reagan. C'est aussi peu après celle de François Mitterrand. D'année en année, il poursuit sa grimpée sans que l'on sache très bien quand il s'arrêtera. Le point de retournement se situera finalement en février 1985, après que la monnaie américaine aura atteint le pic de 10,61 francs.

La descente se fera plus vertigineuse à partir du 22 septembre dernier, date de la réunion à New-York du « club des Cinq » qui regroupe les ministres des Finances et les gouverneurs des

(suite en page 24)

A.f.p.



Pierre Bérégovoy posant la première pierre de l'ultime tranche des travaux du futur ministère des Finances à Bercy en compagnie de l'architecte Chemetov.

A.f.p.



Gamma



Jacques Delors.



(suite de la page 23)

banques centrales des cinq pays les plus riches de la planète. Un communiqué final disant que le dollar est notoirement surévalué provoque un mouvement de baisse généralisée sur toutes les places : le dollar perd 50 centimes en une seule séance. Nouvelles secousses sismiques en janvier et en février. Le dollar chute de 3 francs en quelques mois. Le 20 février, il repassait, pour la première fois depuis des années, sous la barre des 7 francs. Un choc qui aura tout de même coûté des milliards en quelques années à la France.

comme Disneyland

Les Américains ont finalement choisi la France et le site de Marne-la-Vallée contre Barcelone. 15 milliards de francs pour les petits Mickey de l'Est parisien. Mais aussi 23 000 emplois nouveaux.

E

comme E.d.f.

L'inamovible p.d.g. d'E.D.F., Marcel Boiteux, avait « la pêche » en janvier dernier quand il a présenté les résultats de son entreprise au public. Pensez-donc, près d'un milliard de bénéfice net consolidé pour 1985. Après 23 milliards de déficit cumulé, il y avait de quoi être satisfait. Les raisons de ce succès ? D'abord celui du nucléaire qui, avec une cinquantaine de tranches en France, nous assure une quasi-indépendance énergétique. Ensuite une gestion assainie. Enfin, la baisse du dollar qui réduit sensiblement les charges financières.

comme Endettement

A plusieurs reprises, la France a remboursé ses dettes avec anticipation l'an dernier. C'est même l'une des fiertés de Pierre Bérégovoy. D'une manière générale, la France a cessé de s'endetter. De 500 milliards de francs à son point culminant au début de l'an dernier, la dette extérieure française a commencé à fondre avec la baisse du cours du dollar. Vers le 30 septembre, la dette extérieure nette de la France était retombée à 488 milliards de francs. Le dollar repassant sous la barre des 7 francs le 20 février, notre endettement a encore dû rétrécir. D'ailleurs il faut voir comme un signe des temps que la droite ait cessé de se préoccuper de cette question.

comme Epargne

L'épargne des ménages a été protégée et cela n'a pas nui à l'activité économique. Exemple : en 1980, sous MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, la perte de pouvoir d'achat du livret A a été de 6,3 %. En 1985, le taux du livret A ayant été, en moyenne, de 6,25 % pour une inflation de 4,7 %, la rémunération a été positive de 1,5 %. L'an dernier, cette rémunération n'était positive que de 0,4 % : c'était la première fois depuis dix-huit ans (!) que l'épargnant ne perdait pas sur ses dépôts. Sous le septennat précédent, la perte moyenne a tout de même atteint 8,9 % par an. Le livret d'épargne populaire (L.E.P.), réservé aux moins aisés depuis sa création en 1982, a toujours donné une rémunération au moins égale à l'inflation. En 1984, il a versé un taux de 1,4 % puis de 2,5 % en 1985. Près de 3 millions de personnes en bénéficient. Le taux de rendement net d'inflation des emprunts d'Etat, qui était de 0,7 % en 1980, est passé à 6,6 % en 1985. Sans commentaire.

comme Essence

Le super à 4,50 F. Du jamais vu depuis le début de cette législature tout au long de laquelle on s'est beaucoup empoigné à propos de l'essence. Il y a d'abord eu la « guerre des prix » entre les Compagnies pétrolières et des « discounters » comme Edouard Leclerc. Et puis Pierre Bérégovoy a libéré les prix des carburants à la pompe — on en parlait depuis la guerre, celle de 39 ! — ainsi que les importations. Résultat : avec la chute du baril, le litre de super a perdu 50 centimes depuis le début de l'année.

comme Eureka

La réponse de François Mitterrand à la « guerre des étoiles » de Ronald Reagan est bien partie. Ce sont au total une quinzaine de milliards de francs qui seront investis chaque année dans des projets technologiques — électroniques, biologiques ou optroniques — soutenus par les industries de 17 pays européens. Dans les technologies les Européens font désormais jeu égal avec les Américains.

F

comme Finances publiques

Le déficit des administrations a été maintenu à un niveau raisonnable et en tout cas à un niveau nettement inférieur à la moyenne de l'O.C.D.E. Le déficit de l'Etat, plus celui de la Sécurité sociale, auxquels on ajoutera celui des collectivités locales, est stabilisé à un peu moins de 3 % du P.I.B. Si le déficit français avoisine les 2,8 % du P.I.B., celui des Etats-Unis arrive à 3,9 %, celui du Royaume Uni à 3,4 et la moyenne de l'O.C.D.E. à 3,8. Il y a bien sûr de meilleurs élèves que la France : ce sont le Japon (1,7 %) et la R.F.A. (1,2). Qu'on ne vienne plus nous parler de l'épouvantable déficit budgétaire de la France...

comme Fiscalité

Sous le septennat précédent, la pression fiscale avait augmenté pour pratiquement tous les ménages, l'augmentation étant beaucoup plus forte pour les ménages les plus modestes. Mais, par exemple pour les couples sans enfant gagnant 50 millions de centimes par an, la réduction des impôts a été de 4,1 % de 1974 à 1981. Sur la même période, la pression fiscale augmentait de 26,3 % pour le même couple s'il ne gagnait que 60 000 francs par an. Bonjour la justice fiscale... En revanche, depuis 1981 l'impôt sur le revenu s'est trouvé allégé pour la très grande majorité des ménages. Un allégement de 8 % pour les ménages dont l'impôt est inférieur à 22 730 F, ce qui correspond par exemple à un salaire mensuel de 18 700 F en 1985 pour un couple avec deux enfants. Un allégement de 3 à 8 % pour ceux dont l'impôt est compris entre 22 730 F et 34 091 F, ce qui correspond à un salaire mensuel allant jusqu'à 22 750 F pour un couple avec deux enfants. Du coup, 2,7 millions de personnes sont devenues non-imposables, tandis que les impôts diminuaient pour 15 millions de contribuables parmi les plus aisés. 15 millions contre 300 mille... La droite veut supprimer prioritairement deux dispositions fiscales : la tranche d'impôt sur le revenu à 65 % qui touche... 129 000 contribuables gagnant plus de 50 000 francs par mois ! Enfin, l'impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.) concernant 103 000 contribuables détenant un patrimoine supérieur à 360 millions de centimes, l'outil de travail — l'entreprise familiale par exemple — étant exclu.

I

comme Informatique pour tous

Le plan le plus audacieux pour faire entrer les Français dans l'ère de l'électronique. Plus de 150 000 ordinateurs domestiques et professionnels sont mis progressivement à la disposition des élèves et des citoyens. C'est tout de suite qu'il faut préparer demain.

comme Inflation

La grande réussite macro-économique de la législature, on ne le dira jamais assez : d'abord parce qu'il s'agit d'un boulever-

sement de nos mentalités collectives et parce que c'était la priorité affichée par le gouvernement. Celle dont tout allait dépendre, y compris le chômage. Héritée à 13,6 % en 1980, elle grimpe à 14 % en 1981 puis descend régulièrement d'année en année pour tomber à 4,7 % en 1985. Ne pas dire que le mal est guéri : Pierre Bérégovoy a indiqué récemment qu'il ferait, lui, en 1986, un taux de 2,5 %. Avis aux postulants à la succession... Mais qu'on ne vienne surtout pas dire au ministre des Finances de François Mitterrand que la désinflation française a suivi celle des autres pays industrialisés depuis cinq ans : il aura beau jeu de répondre que le différentiel d'inflation avec nos partenaires n'a pas cessé, lui non plus, de diminuer. C'est ainsi que la différence des taux d'inflation était de 8 points (!) entre la France et l'Allemagne en 1980 et qu'elle n'est plus que de 2,9 points. De même, les courbes de désinflation « France » et « moyenne de la C.E.E. » se sont coupées en août dernier, le différentiel étant maintenant — de 0,4 points — favorable à la France.

comme Indices

Un nouveau mot dans le vocabulaire courant des Français. Mai 68 avait mis « revendication » à la mode. Mai 81 aura fait de ses « indices » des vedettes. D'abord défavorables à la gauche — c'est une sémantique d'opposition —, ils finissent par lui sourire. Les trois derniers en date, tombés le même jour — un 19 février — sont à l'image de ce qu'ils ont toujours été : deux de bon et un de mauvais. Rien de plus normal pour les indices. C'est d'abord le chômage qui plonge de 53 000 chômeurs en janvier. Après quatre mois de baisse et un an d'accalmie, la douche est froide, pour ne pas dire glacée. Pour vous réchauffer, il y en a deux bons. L'inflation qui tombe à 4,2 % en janvier, grâce à un indice mensuel exceptionnel (entre 0 % et 0,1 %) : le meilleur score depuis... Mai 68. Et puis le commerce extérieur, qui dégage un excédent — tout arrive — de 3,5 milliards de francs : trois Airbus de vendus en janvier contre une réduction sensible de la facture pétrolière (merci la baisse du dollar et du baril). Du coup, la balance commerciale française n'est plus déficitaire que de 16,3 milliards. Vous verrez qu'elle finira l'année en excédent.

comme Investissement

C'est le boom de l'investissement industriel. Celui-ci connaît en effet une forte reprise depuis 1984 puisqu'il a augmenté d'environ 20 % en deux ans (10 % en 1984, puis 9 % en 1985). Cette reprise met un point final à une longue période de sous-investissement. A l'exception des années 1976 et 1980, l'investissement industriel a constamment diminué de 1973 à 1983. Son niveau de 1981 était encore inférieur de 6 % à celui de 1973. Cette fois, il dépasse son maximum antérieur de 1973, mais c'est grâce à deux années particulièrement bonnes. Enfin, cet investissement industriel est en phase, depuis cinq ans, avec l'évolution de la moyenne de la Communauté européenne. L'idéal serait bien sûr que l'investissement reparte aussi dans le commerce et dans les services.

N

comme Nationalisations

Le psychodrame n'est pas fini. Il a commencé peu après l'élection de François Mitterrand, lorsqu'il est devenu évident que certains groupes industriels allaient être nationalisés. Il s'est, bien sûr, poursuivi en 1982 lorsque ces groupes ont effectivement été nationalisés.

Et c'est ainsi que la Compagnie générale d'électricité (C.g.e.), Saint-Gobain, Thomson, Rhône-Poulenc, Pechiney, Bull, la C.g.c.t. (ex-I.t.t.-France), Usinor et Sacilor sont passés dans le secteur public. Ils ont, certes, commencé par perdre beaucoup d'argent, mais la convalescence d'un géant industriel coûte cher. Ils sont maintenant sortis du rouge pour l'essentiel d'entre eux, améliorant d'ailleurs l'an dernier leurs résultats de 13 milliards par an depuis deux ans, Thomson en gagnera 500 millions, la C.G.E. un milliard, enfin Bull sort du rouge. Il ne reste en fait que les secteurs lourds pour continuer à perdre de l'argent. D'abord la sidérurgie, en pleine restructuration, qui a toutefois diminué de plus de moitié ses pertes par rapport à l'année précédente (6,5 milliards pour les deux groupes contre plus de 15,5 en 1984 !). C.D.F. Chimie continue de perdre 1 milliard dans la pétrochimie lourde et les engrais. Enfin Renault ! Renault qui a perdu 12,5 milliards en 1984 et pourrait en perdre 9,5 en 1985...

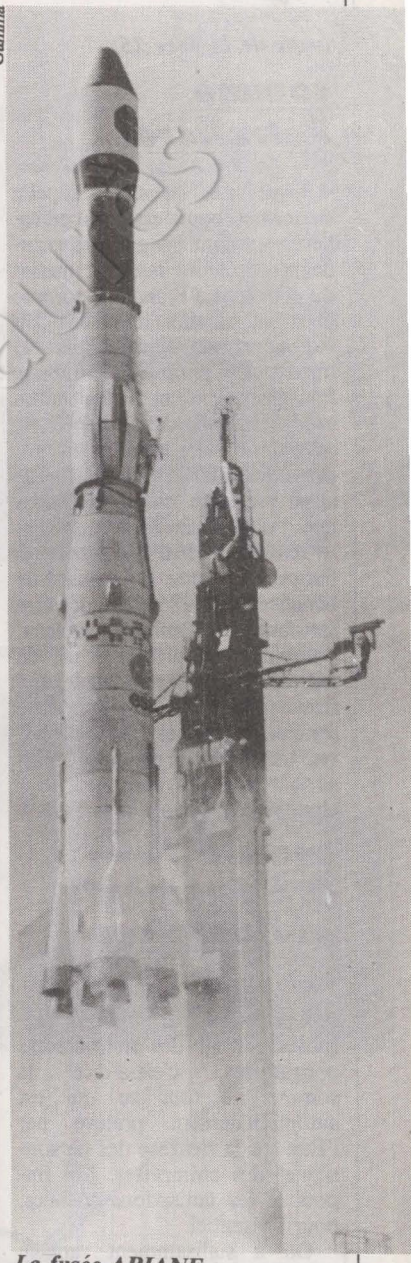
P

comme Prix

« On va libérer les prix que la gauche n'a pas cessé, cinq années durant, de placer sous l'administration de l'Etat », ont-ils chanté sur tous les airs. Qui « ils » ? — La droite. Encore un bel exemple de mauvaise foi et de campagne mensongère. Qu'on en juge. En août 1976, 77 % des prix industriels étaient libérés, en décembre 1980, ils étaient 89 %. Ils sont, en janvier 1986, 88 % à être libérés. Quel est le pourcentage des prix libres dans le « panier de la ménagère » qui sert à calculer l'indice d'inflation ? 48 : en août 1976 ; 71 : en décembre 1980 et 52 : en janvier 1986.

(suite en page 26)

Gamma



La fusée ARIANE.

A.f.p.



L'Airbus A310.



(suite de la page 25)

comme Pétrolières

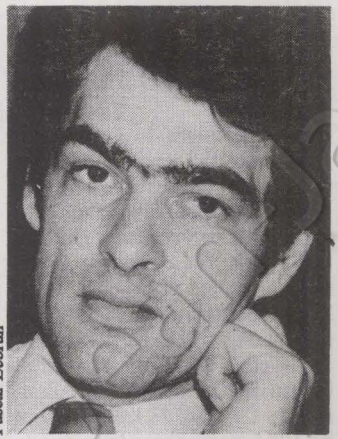
C'est ainsi qu'on les appelle en termes boursiers. Les pétrolières, ce sont les grandes compagnies qui ont fait leur métier du pétrole. La France en compte deux, et pas des moindres. Elf Aquitaine se porte pour le mieux. La première entreprise française termine la législature avec 5,2 milliards de bénéfices, après une série de chiffres impressionnants. Total qui pèse aussi lourd en chiffre d'affaires que sa concurrente française — dans les 180 milliards de francs ! — réalise 1,5 milliard de bénéfices en 1985. De quoi être satisfaits. Une ombre au tableau, pourtant : un prix du baril de pétrole, façon dégringolade, qui risque de poser cette année de sérieux problèmes aux pétrolières. Une nouvelle plus gaie : elles se sont associées, avec B.P., pour chercher du pétrole sous Paris !

comme Prélèvements obligatoires

L'un des tubes de la droite a subitement disparu de ses rengaines. Il s'agit des prélèvements obligatoires, c'est-à-dire la somme de tout ce qui est automatiquement prélevé par l'Etat sur la richesse des personnes et des entreprises. Les impôts et les cotisations sociales, pour l'essentiel.

On a suffisamment rappelé qu'ils étaient passés de 36,3 % du P.I.B. à 42,5 % sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, qui se vante pourtant de représenter la sensibilité libérale en France. Son opposition de droite qualifiait à l'époque l'augmentation des prélèvements obligatoires de « socialisme rampant ». Eh bien, lesdits prélèvements ont légèrement augmenté depuis l'arrivée de la gauche, pour atteindre 45,2 % selon l'Insee, en 1985. De son côté, la pression fiscale a été maintenue à son niveau de 1980, soit 18,5 %. Pas de quoi instruire un nouveau procès.

CONSOMMATION : PRESERVER LES ACQUIS



Pascal Lebrun

PAR HENRI EMMANUELLI

DANS son numéro du mois de mars qui vient de paraître, « 50 millions de consommateurs » publie les réponses des quatre partis politiques français à un questionnaire relatif à leur conception de la politique de la consommation. Ces réponses sont édifiantes. Qu'y apprend-t-on en effet ?

S'il est une politique qui risque de faire les frais du retour au libéralisme tels que le conçoivent les partis de l'opposition, c'est bien la politique de la consommation. On comprend que ce secteur ne soit pas fréquemment mis sous les projecteurs par ces spécialistes de la simplification intellectuelle ; il leur est alors en effet bien malaisé d'essayer de cacher que leurs projets, tout entiers orientés vers la satisfaction de quelques intérêts corporatistes bien choisis, vont entraîner le démantèlement des acquis patiemment amassés pour rendre plus égaux les rapports économiques dans notre pays. De sorte que, lorsqu'elle est amenée à s'exprimer sur ces sujets, l'opposition retrouve sa tendance naturelle, celle du flou, plus ou moins artistique.

C'est ainsi que, pour proposer au nom du R.p.r. des mesures concrètes pour améliorer la vie quotidienne des consommateurs, Jacques Toubon se borne à promettre que les lois et règlements destinés à défendre les consommateurs devront être appliqués avec rigueur, ou que les litiges de la consommation devront être réglés par des voies de droit. Les consommateurs apprécieront à leur juste valeur, à défaut du caractère profondément novateur de ces banalités, du moins l'artifice, à tous égards étonnant, qui consiste à vouloir s'approprier en guise de proposition d'avenir les principes qui dictent depuis 1981 l'action du gouvernement en la matière. Aucun détail non plus sur la refonte et la modernisation de la législation de la concurrence et de la consommation, qui doit accompagner l'abrogation des ordonnances de 1945 : à ce jeu-là on sait ce que l'on perd, on ne sait pas ce que l'on gagne...

En réalité, une fois dispersé ce vaporeux brouillard, ce que l'on promet au consommateur de demain, c'est pis qu'une régression ; ce que l'on aperçoit, c'est un véritable champ de ruines. On connaît déjà la volonté de l'opposition d'abroger la loi Quilliot et de sortir, « progressivement » comme on dit, de la loi de 1948. Pour le plus grand bien des locataires, sans doute... Plus inédite, en revanche, est l'intention affichée par l'U.d.f. de supprimer le Conseil national de la consommation, où siègent paritairement représentants des professionnels et des consommateurs, et où se fait un intense travail de réflexion et de proposition : là encore, le dialogue, le partenariat sont sacrifiés sur l'autel de la puissance économique.

Quant aux associations de consommateurs, elles ne manqueront sans doute d'apprécier, toujours dans les intentions de l'U.d.f., ni la promesse d'une redéfinition de leurs missions, ni l'annonce d'une réforme de leur financement, dans le sens d'une réduction des subventions qui leurs sont accordées, encore moins l'engagement de revenir sur la réforme de l'institut national de la consommation entamée en 1982. Comment croire, dans ces conditions, à un véritable souci de la part de l'opposition de la défense du consommateur et de l'usager ? Mais le meilleur est encore à venir.

Sous couvert de dégager des crédits pour acheter des temps d'antenne destinés à des émissions de télévision consacrées à la défense des consommateurs, l'U.d.f. envisage de créer une taxe spéciale sur la publicité radios et télévisions. On croit rêver : voici que les chevaliers de l'allégement fiscal, les pourfendeurs des charges des entreprises, proposent rien de moins que la création d'un impôt nouveau, qui va venir alourdir les budgets publicitaires des entreprises. Pour tenter de dissimuler le caractère rétrograde de son programme, l'opposition n'oublie décidément pas de tirer sur la vieille ficelle de la démagogie... Face à ces exagérations, la majorité présidentielle présente une nouvelle fois l'image responsable d'une démarche qui, sur la base des acquis amassés depuis 1981, essaie de promouvoir de nouvelles avancées, concrètes et réalistes.

Tous ceux qui sont convaincus que le consommateur a un rôle à jouer dans la réduction de l'inflation et la modernisation de l'économie ont, depuis la publication de cette enquête, de nouvelles raisons de vouloir garder le cap.

comme Pôle de conversion

Quatorze plus un : Montluçon. La gauche a pris le taureau par les cornes : il fallait faire le « sale boulot », selon l'expression de Laurent Fabius. Le sale boulot, c'était au début de l'année 1984, lorsque François Mitterrand et son gouvernement se sont attaqués aux restructurations industrielles lourdes. En ligne de mire : la sidérurgie, les charbonnages, les chantiers navals et les pneus Dunlop. Pour ramener ces vieux secteurs d'industries lourdes à la santé, il fallait supprimer beaucoup d'emplois. C'est en train de se faire. En contrepartie de cette leçon de courage de la part des travailleurs, un plan social aussi bien élaboré que possible. D'où les congés de conversion, d'où aussi les quinze pôles de conversion, en Lorraine, dans le Nord, sur les sites de la « Navale ». Sur ces pôles, des conditions privilégiées pour les entreprises qui souhaitent s'installer, pour les emplois à créer. Des résultats : tandis que le déficit d'emplois se réduit lentement, les entreprises améliorent tout doucement leurs résultats. Charbonnages de France est à l'équilibre et la sidérurgie a réduit ses pertes de plus de la moitié.

comme Pouvoir d'achat

Contrairement à une idée très répandue qui prétend que le pouvoir d'achat a reculé en France depuis que la gauche est au pouvoir, celui-ci a, en réalité, augmenté de 5 % environ sur la période 1981-1985. Certes, le « revenu disponible » des Français, qui représente la somme des revenus salariaux et non salariaux plus les prestations sociales, déduction faite des impôts directs et des cotisations — Ouf ! — a diminué de 0,7 % en 1983 et en 1984. C'est même ce qui a permis l'assainissement de notre économie et notamment la désinflation. Mais ce « revenu disponible » a augmenté de 2,8 %, puis de 2,6 % en 1981 et en 1982, pour recommencer à croître, de 1 % cette fois, en 1985. Cette année sera aussi une année d'accroissement du pouvoir d'achat. Avec 5 % d'augmentations sur les cinq dernières années, la France est en tête des pays européens, devant l'Italie, avec 4 %. Les Pays-Bas, la Belgique et la R.F.A. (- 1,6 %) ont fait baisser le pouvoir d'achat de leurs habitants sur la période. Seuls, les Etats-Unis et le Japon dépassent, mais alors nettement (respectivement + 15,4 % et + 13,9 %) les pays européens. Il faut dire que l'état de leur appareil productif le leur permet.

R

comme Renault

On a souvent dit que la gauche allait réussir là où on ne l'attendait pas et échouer là où elle avait misé le plus. C'est l'histoire de la Bourse et de Renault. 1985 : la gauche perce le plafond du temple du capitalisme et rate son rendez-vous avec Billancourt.

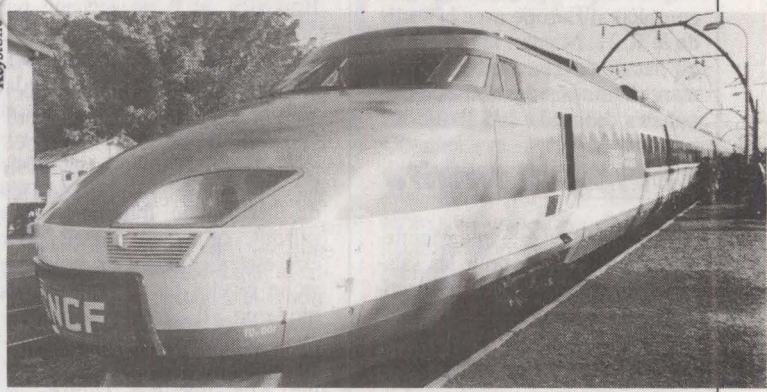
En fait, ce n'est pas la gauche qui rate Billancourt, elle qui respecte à Billancourt plus encore qu'ailleurs, le sacro-saint principe d'autonomie de gestion qu'elle a concédé à ses multinationales. C'est Bernard Hanon tout seul qui perd, et c'est lui seul qui fait les frais de ses hâtifs droits stratégiques. Renault, l'empire qui fait justement la fierté des Français, est malade de sa croissance. Celui qui se classe au cinquième rang mondial, premier européen à oser faire jeu égal avec les American Motors Corporation (A.M.C.) le quatrième constructeur américain, celui des Jeeps. Mais la stratégie de Bernard Hanon — un nouveau pays, un nouveau modèle et une nouvelle usine chaque année

(suite en page 28)



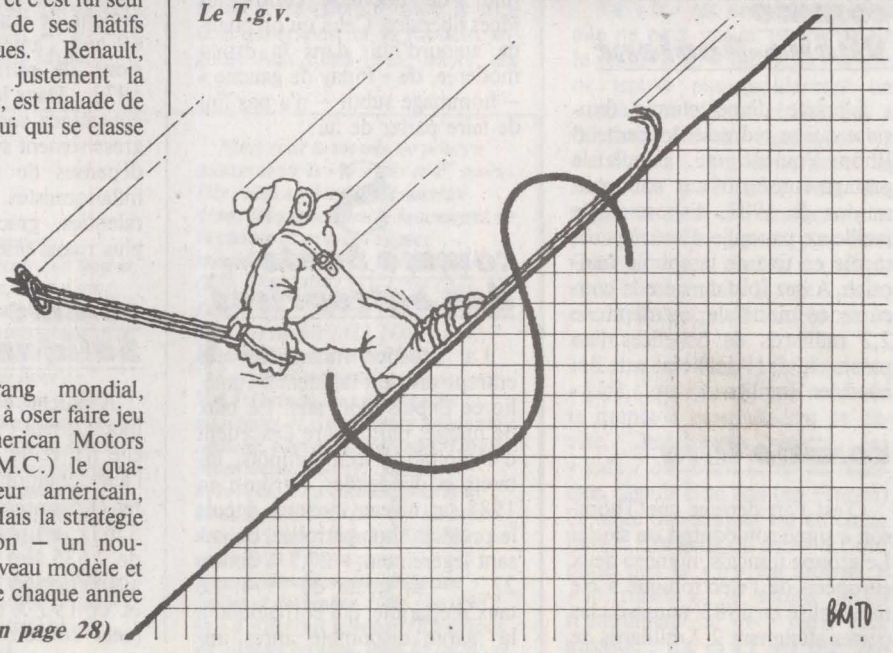
Gamma

Edith Cresson et Georges Besse lors de la sortie de la 500 000e Supercinq Renault.



Keystone

Le T.g.v.





(suite de la page 27)

– laisse des jours dans la gestion du groupe. C'est Georges Besse, qui au terme d'un psychodrame où s'illustre le ministre du Redéploiement industriel, qui sera appelé pour resserrer les boulons. Mais au moment où l'ancien patron de Pechiney arrive quai du Point-du-Jour, il trouve un déficit de 12,5 milliards de francs. Après des pertes successives de 690 millions en 1981, 1,28 milliard en 1982 et 1,57 en 1983, le gouffre de 1984 fait très mauvaise impression. D'autant que Renault devrait encore perdre près de 9,5 milliards l'an dernier. Des mesures drastiques ont été prises qui devraient ramener l'équilibre en 1987, selon des prévisions attribuées aux experts de la Régie. Renault dispose déjà de la gamme la plus complète d'Europe avec la sortie de la R 21. Mieux : la Supercinq est passée en tête, avec 12,5 % du marché français des ventes hexagonales devant la 205 Peugeot.

comme Retraite

Avant, c'était 65 ans, Maintenant c'est 60 ans, pour les salariés, les commerçants, les artisans et les agriculteurs. Pour mémoire...

comme Rhône-Poulenc

L'image d'une chimie française qui se redresse doucement. Rhône-Poulenc qui, depuis le partage consécutif aux nationalisations de 1982, dispose de la meilleure panoplie d'activités caracole en tête de la chimie française. Assez loin derrière la concurrence mondiale, en dépit de 2,2 milliards de bénéfices l'an passé. Mais Atochem est, lui aussi, en équilibre.

comme Rita

C'est l'an dernier que Thomson a signé son contrat du siècle. Le groupe français, numéro deux européen de l'électronique a été nationalisé en 1982, année où les pertes atteignent 2,2 milliards de francs. Le bouillant Alain Gomez le ramène à l'équilibre en deux ans. Rita, le système de télécommunications militaires français vendu pour 8 milliards de francs aux Etats-Unis, est un symbole du redressement de Thomson. Si les Américains font appel à une « nationalisée », les portes de l'Amérique vont s'ouvrir à l'industrie française. Thomson a d'ailleurs réalisé 500 millions de bénéfices l'an dernier.

comme Rue de Rivoli

Ses deux locataires successifs ne seront pas passés inaperçus. Après avoir mis en place la rigueur de gauche, sa politique, Jacques Delors n'ira pas à Matignon. Prestige intact, il part pour Bruxelles où il est accueilli par une sorte d'unanimité sur sa personnalité et sa compétence. Pierre Bérégovoy lui succède, Rue de Rivoli tout auréolé de son rééquilibrage de la Sécurité sociale. Il achèvera aussi de remettre de l'ordre dans les comptes de l'économie française. Mais surtout, celui qui passait pour être essentiellement un politique va se révéler un technicien très moderne. Il rénove complètement le marché financier français, défend l'idée d'une économie « de liberté », contre les idées libérales. Celui qu'on qualifie aujourd'hui, dans la droite modérée, de « Pinay de gauche » – hommage subtil – n'a pas fini de faire parler de lui.

S

comme Santé des entreprises

La situation financière des entreprises s'est rapidement améliorée depuis trois ans. Le taux de marge, qui mesure l'excédent d'exploitation avant impôts, intérêts et dividendes, retrouve en 1985 un niveau inconnu depuis le premier choc pétrolier, dépassant légèrement – 27,7 % contre 27,3 – sa valeur de 1974. Le taux d'épargne, qui correspond à la marge disponible après impôts, intérêts et dividendes, dépasse en 1985, avec 13,1, le pic de 1979 (12,9) qui avait été le meilleur enregistré entre les deux chocs pétroliers. Il est proche du niveau de 1973 (13,8).

Enfin, le taux d'autofinancement, part de l'investissement financé par l'épargne des entreprises, se redresse fortement et atteint son meilleur niveau des quinze dernières années : les sociétés ont pu autofinancer leurs investissements à plus de 80 % en 1985, contre 60 % en moyenne dans les années soixante-dix.

comme Sécurité sociale

En excédent ! Encore trop accoutumée à ses propres déficits, puisque c'était la règle, la droite ne cesse de clamer que la Sécurité sociale sera en déficit. Depuis trois ans, ce n'est plus le cas. En 1985, le solde du régime général était excédentaire d'à peu près 10 milliards en 1984 et 11,2 en 1983. Le redressement des comptes s'est confirmé l'an dernier alors même que le prélèvement du 1 % social a été supprimé.

Cette stabilisation des comptes de la Sécurité sociale a été obtenue alors même que d'importantes avancées sociales étaient réalisées, comme l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans, l'amélioration des pensions de retraités partis avant 1972... Dans le même temps, les cotisations sociales ont été progressivement stabilisées, mais les dépenses de maladie, autrefois inflationnistes, ont été fortement ralenties, grâce à une gestion plus rigoureuse.

comme Solidarité

A gauche, ce n'est pas un vain mot. De mai 1981 à janvier 1986, elle n'a cessé de s'exprimer par l'augmentation des bas salaires et des prestations sociales. Le S.m.i.c. est passé, sur la période, de 2 635 F à 4 401 F, soit une augmentation de 67 % en valeur et de 15,2 % en pouvoir d'achat (cela concerne 1,2 million de salariés). Le minimum vieillesse (1,7 million de personnes âgées) a, lui, vu son pouvoir d'achat s'accroître de 25,2 %. L'allocation aux adultes handicapés (460 000 personnes) a connu le même accroissement. L'allocation d'éducation spéciale accordée aux 75 000 enfants handicapés a augmenté de 128 % en francs courants et donc de 57,2 % en volume. Les chômeurs âgés de moins de 55 ans, en fin de droits ont accru leur pouvoir d'achat de 67,5 %, tandis que ceux de plus de 55 ans (et dix ans d'ancienneté) qui touchaient 795 francs en mai 1981 ont vu le leur augmenter de 124 %, l'indemnité à laquelle ils ont droit s'élevant aujourd'hui à 2 580 F. Les allocations familiales ont elles aussi connu des rythmes d'augmentation conséquents. L'énumération était fastidieuse, mais les pendules ont parfois besoin d'être remises à l'heure.

T

comme Tarifs

C'est, sous cette législature, la première fois dans l'histoire d'E.d.f., de Gaz-de-France et de Charbonnages-de-France que les tarifs (publics) baissaient. En décembre, le prix de l'électricité a diminué de 1 %, celui du gaz de 2 %. En février, c'est le charbon qui a baissé.

comme Tunnel sous la Manche

Ca y est on va le construire. Mais il aura fallu deux siècles pour voir ce rêve Jules-vernien se réaliser. Date théorique de mise en service : 1993. C'est un triomphe personnel pour Francis Bouygues, le géant du bâtiment, travaux publics français, qui pilote le projet « France-Manche » – deux tunnels ferroviaires parcourus à 160 km/h par des navettes – lauréat d'un concours qui aura mis aux prises quatre groupes de prétendants. C'est aussi un succès personnel pour François Mitterrand et Margaret Thatcher, qui auront réalisé une sorte d'unité européenne entre la Grande-Bretagne et la France. ●

T.V.6 : ROULEZ JEUNESSE !

La « 6 » sera la chaîne des « kids » ou ne sera pas. La musique sera son cheval de bataille mais sans enfiler clip sur clip. Bref selon son p.-d.g. Maurice Lévy elle ne sera pas une nouvelle chaîne mais plutôt « une nouvelle façon de faire de la télévision ».

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS



SI on voulait aller vite, on pourrait dire : la « 5 » c'est le divertissement, la « 6 » c'est la musique. Les chaînes commerciales se suivent (à une semaine d'écart) mais ne se ressemblent pas... De la « 6 », un de ses promoteurs, Marcel Bleustein-Blanchet (l'homme qui inventa Radio-Cité il y a cinquante ans), le patron et fondateur de Publicis, dit : « C'est un chantier qu'on commence. C'est une idée pour attirer les jeunes avec la musique. » Et Maurice Lévy, P.-d.g. de la « 6 », de préciser : « Nous n'allons pas faire une chaîne smoking et en paillettes, nous allons faire une chaîne en jeans et en baskets. »

T.v.6 (c'est le signe que s'est choisi la « 6 ») sera donc une chaîne musicale s'adressant aux jeunes. C'est à la fois précis et vague... Quelques questions s'imposent.

La « 6 », c'est qui ? A 90 %, le capital est français : 25 % pour Publicis, 25 % pour la Gaumont, 12 % pour le publicitaire Gilbert Gross, 16 % pour la radio N.r.j., 5 % pour les films Christian Fechner, 4 % pour Maurice Lévy, 3 % pour Erato (dirigé par Daniel Toscan du Plantier). Le reste, 10 %, est partagé entre trois multinationales du disque : Virgin, Polygram et C.b.s. La « 6 », c'est donc Maurice Lévy, p.-d.g., et Christian Fechner, directeur général : mais aussi des producteurs de cinéma et des hommes du show-business.

Le cahier des charges de la « 6 », c'est quoi ? On a remarqué que les « professionnels » de la télé et du cinéma n'ont pas fait de la « 6 » une de leurs cibles. L'explication est simple : la « 6 » est soumise à des règles qui sont pratiquement les mêmes que celles du service public (T.f.1, Antenne 2 et F.r.3). Elle ne peut diffuser les films que trois ans après leur sortie en salle. Elle doit diffuser 50 % de films français et 60 % des films étrangers retenus doivent être européens. Dès la première année, 30 % des programmes de la chaîne doivent être des productions françaises ; ce chiffre est porté à 50 % à partir de la troisième année.

La « 6 » a-t-elle des obligations particulières ? Force est de répondre que ces obligations sont même draconiennes. Ainsi la chaîne n'est-elle pas autorisée à diffuser plus de 150 films par an. Par contre, obligation lui est faite d'assurer au moins 350 heures de production propre dès la première année et 500 heures à partir de la troisième année. Surtout la « 6 » devra produire et diffuser 100 vidéoclips dès la première année et 150 à partir de la troisième. De fait, si T.v.6 veut jouer à être « télé-clip », elle ne pourra pas se contenter de diffuser les productions de ses amis des maisons de disques américaines ; il lui faudra aussi « cliper français ».

La « 6 » aura-t-elle un ton particulier ? Maurice Lévy le revendique : il n'entend pas lancer une nouvelle chaîne mais plutôt « une nouvelle façon de faire de la télévision ». T.v.6 devrait se situer à mi-chemin entre le modèle américain et le modèle anglais. Aux Etats-Unis, M.t.v. est une caricature : 24 heures sur 24, elle « bastonne », elle enfile clip sur clip, elle fait et défait les hit-parade ; résultat : les maisons de disques et les annonceurs se bousculent au portillon. En Grande-Bretagne, la musique est le cheval de bataille de Sky Channel ; mais il y a plusieurs « sauces » autour : des concerts avec interviews, des films, des séries, un magazine de cinéma hebdomadaire et de nombreux événements sportifs. Il est par ailleurs prévu que T.v.6 (la française) échange des productions avec Music Box (l'autre chaîne musicale anglaise).

La « 6 » est en rodage. Mais elle ne peut pas se permettre de le rester trop longtemps : si elle ne trouve pas rapidement un « look », si elle ne réussit pas à fidéliser vite un maximum de « chébrans », ses annonceurs la lâcheront pour aller vers des supports plus conventionnels et plus généralistes, mais plus sûrs. Comme toute chaîne de télévision commerciale la « 6 » n'a le choix qu'entre le succès et la mort.

La « 6 » sera la chaîne des « kids » ou ne sera pas. « Music is money » pourrait être sa devise. Devise, pas recette : les « kids » ont beau aimer la musique, depuis cinq ans (en France) la vente des disques est en chute libre... Les gens du show-biz ont parié que la « 6 » les aiderait à « se refaire ». A moins qu'ils n'entraînent la « 6 » dans leur glissade ! La «6 » ? Un pari risqué, très risqué. ●

Cherchez la « 6 » !

Depuis samedi dernier, 22 février, la « 6 » émet : en lieu et place de la mire on a droit à un « programme en boucle », essentiellement composé de clips et de spots. Le vrai démarrage avec de vrais programmes est pour ce samedi, pour le 15 mars 1986.

Il est aussi facile de capter la « 6 » qu'il l'a été de capter la « 5 » : si vous avez un téléviseur ancien, en tournant votre unique bouton jusqu'à ce que vous tombiez sur la « 6 » ; si vous disposez d'un récepteur récent, en vous choisissant un canal disponible et en réglant la molette U.h.f. de ce canal sur le chiffre attribué à la « 6 » dans votre ville.

Mais tout le monde ne pourra pas recevoir la « 6 » dès le 1er mars. Dix villes seulement disposent d'une fréquence dès le lancement de la chaîne et peuvent capter immédiatement la « 6 » : Paris (33), Marseille (38), Lyon (22), Lens (54), Toulouse (34), Bordeaux (43), Grenoble (62), Nancy (49), Nîmes (37) et Nevers (46).

Les autres devront attendre que T.d.f. installe ou aménage les émetteurs et réémetteurs adéquats : Amiens, Clermont-Ferrand, Dijon, Montluçon, Nancy, Nantes, Saint-Nazaire, Saint-Quentin et Toulon recevront la « 6 » au cours du deuxième trimestre de 1986 ; le reste de la France sera progressivement couvert entre juillet et décembre 1986 ; en 1987, la « 6 » devrait toucher 18 millions de téléspectateurs, puis 25 millions.

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 28 FEVRIER

T.f.1 « Ambitions », émission proposée par Laurence Touitou et présentée par Bernard Tapie — 20 h 35.

Aujourd'hui, être un raté sublime c'est démodé. S'agit de rayer le plancher de la crise de toutes ses dents. Alors après le show-business, voici le business-show. Plus fort que Sabatier, plus cool que Drucker, moins ridé que Guy Lux : Bernard Tapie mène la danse de la France qui avance. La règle du jeu ? Un quidam qui brûle du désir de monter une entreprise se voit offrir par T.f.1 90 minutes pour convaincre. Pourquoi il est le meilleur, comment il compte s'y prendre pour gagner, qu'est-ce qui le pousse à s'agiter : autant de questions au goût d'embuches qui jalonnent le parcours du combattant et auxquelles le postulant devra répondre. A ses côtés, pour faire les arbitres, un représentant du monde des affaires et un Guignol du monde du spectacle. Cinquante-cinq ans après l'invention des marathons de danse pour affamés, le pédégé en kit à la télé. De quoi motiver nos chômeurs, non ?

A.2 Ciné-club : « le Lys brisé », de David W. Griffith — 23 h.

L'amour fou de deux paumés dans la misère de Londres. Un chef-d'œuvre poétique avec la lumineuse Lillian Gish.

F.r.3 « Vendredi » : « Trente-six heures pour l'enfer », reportage de Jean-Charles Deniau et Pierre Leherle — 21 h 30.

Cour d'assises de Nantes, 19 décembre 1985. Georges Courtois a 38 ans, dont quatorze années derrière lui passées en prison. Quitte à en finir avec ce monde, il choisit les grands moyens pour s'expliquer et prend le tribunal en otage et la télévision à témoin. Résultat : le désespoir d'un homme devient un formidable enjeu médiatique et une formidable course aux images commence. Courtois ne sera pas entendu mais les scoops pleuvront. Le magazine « Vendredi » ausculte ce couple infernal : le fait divers et les médias.

SAMEDI 1er MARS

T.f.1 Série noire : « Piège à flics », téléfilm de Dominique Othenin-Girard — 20 h 40.

La Suisse. Le calme du lac de Genève est régulièrement troublé par les agissements d'un dingue qui fait des siennes dans les supermarchés. En fait, il prépare un gros coup et ses mini-braquages font diversion. Au cœur de ce western, embarqué malgré lui, Philémon le petit flic intègre... Le téléfilm de Dominique Othenin-Girard séduit plus par sa facture que par son scénario somme toute banale. Mais ce puzzle pour loups solitaires où les images cognent, éclatent ; où la musique, un rien glauque, vous obsède ; où le montage nerveux frôle sans arrêt la syncope sont autant de preuves qu'il y a bien, ce soir, un cinéaste derrière la caméra. Certes, c'est une caméra un peu putain, qui fonctionne à l'épate, mais ça existe. Et puis la rencontre de Wadeck Stanczak en policier timide, décalé et paumé avec Jean-Philippe Ecoffey en gangster grimaçant et bariolé, ça vaut le déplacement. Surtout quand on n'a qu'à rester chez soi... (voir aussi portrait ci-contre).

DIMANCHE 2 MARS

A.2. « Maigret et l'indicateur », téléfilm d'Yves Allégret — 20 h 35.

Dénoncer est un vilain métier... Avec ce bon vieux Jean Richard et la participation de Michel Blanc. Mais sur Musique, même heure, « La donna del Lago » de Rossini avec Lucia Valentini-Terrari et Lella Cuberli. Alors !

« Musiques au cœur », émission proposée par Eve Ruggieri — 22 h 45.

La Ruggieri, que rien n'arrête, a décidé ce soir de rendre hommage à Wilhelm Furtwängler, en diffusant du Richard Strauss dirigé par Marek Janowski. Alors que les documents d'archives sont à portée de la main. Comprenne qui pourra. Ah, si c'était Georges Zeisel qui tenait la barre de pareilles émissions ! En attendant, le « Ring » de Furt, c'est chez EMI et les rééditions fabuleuses de la « Furtwängler édition », chez Fonit-Cetra. Na.

F.R.3 « la Rivière des pluies », document d'Alain Kerjean — 20 h 35.

Les Indiens Yanomanis chez vous comme si vous étiez chez eux.

LUNDI 3 MARS

A.2 « Nombre et lumière », série proposée par Philippe Queau. Première émission : « l'image et l'ordinateur » — 22 h 15.

Quatre documents sur les « nouvelles images » qui, selon Michel Serres, doivent « être écoutées comme de la musique ».

F.r.3 « Un meurtre est un meurtre », d'Etienne Périer — 20 h 35.

Qui c'est qu'a poussé l'infirme ? Réponse en fin de film (faible) qui réunit Stéphane Audran, Robert Hossein, Michel Serrault et Jean-Claude Brialy.

MARDI 4 MARS

A2 « les Dossiers de l'écran », émission proposée par Armand Jammot : « Un printemps de glace », téléfilm de John Erman. Débat : le Sida ou la peste du XXe siècle » — 20 h 35.

Trois fabuleux comédiens — Ben Gazzara, Gena Rowlands et Aidan Quinn pour un téléfilm choc sur une maladie raciste et cavaleuse. Le débat réunira Jacques Ruffié, Jean-Paul Escande, Willy Rozenbaum, Didier Seux, pontes de la médecine qui se penchent sur ce rétro-virus.

F.r.3 « la Dernière séance », émission proposée par Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Soirée Errol Flynn avec « Kim », de Victor Sayille et « Capitaine Blood », de Michael Curtiz — 20 h 35.

Le beau tombeur ricain en hindou menacé par des espions russes (!) et en médecin américain condamné pour avoir sauvé un gangster et déporté à la Jamaïque.

MERCREDI 5 MARS

T.f.1 « Par la force des choses », série de Raoul Commien. Seconde émission : « les éléments déchaînés » — 21 h 35.

A.2 « Attendez que maman revienne », téléfilm de Bill Persky — 20 h 35.

Un macho au foyer, une épouse au boulot : le monde à l'envers.

F.r.3 « la Trace », de Bernard Favre — 22 h 45.

L'errance obligée d'un paysan-colporteur entre le Royaume de Savoie et l'Italie en automne 1859. Beau et grave à la fois. Avec Richard Berry et la sublime Bérangère Bonvoisin.

JEUDI 6 MARS

T.f.1. « Infovision », magazine de la rédaction - 20 h 30.

Avec, au sommaire, « Le miroir aux minettes », une enquête de Catherine Hemery et Gérard David sur le monde des mannequins. Filles de pub, créatures de rêve qui passent comme la mode se démode, elles font mourir d'envie celles qui ignorent tout des réalités cruelles de la profession et des coulisses de l'exploit. Interviewées, Inès de la Fressange témoigne sur les aspects positifs tandis que la frémissante, sensible et superbe Susan Moncur, 37 ans, donc out, raconte les horreurs de la geurre . A ne pas manquer. Mais si « Infovision » n'apparaît pas sur votre petit écran ce soir, c'est que l'émission est reporté au jeudi 13 mars, même heure.

A.2. « Pain, amour et fantaisie », de Luigi Comencini — 20 h 35.

Les années cinquante, Lollobridgida la pimpante : une comédie rurale qui n'a pas pris une ride.

F.r.3 « Quoi de neuf ? », magazine de Claude Glayman. I.D.F. — 18 h 34.

Fin d'après-midi cinéphilique avec Françoise Fabian et Serge Toubiana, critique aux « Cahiers du cinéma », qui parleront de livres consacrés au septième art, dont l'excellent « Hitchcock » de Bruno Villien (Rivages/cinéma).

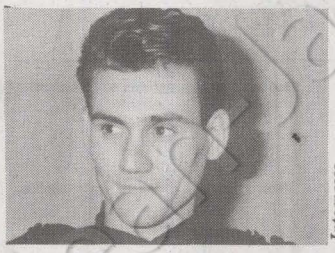
Wadeck Stanczak : en cavalier de l'orage

Encore une césarienne qui s'achève en beauté. Le lauréat nouveau-né — vous l'avez vu l'autre soir ? Cavalier pâle en costume de cuir noir et cheveux blonds plaqués net ; une silhouette à la James Dean — a du talent à revendre et de l'énergie pour dix. Nouvel espoir du cinéma français consacré par la profession, Wadeck Stanczak, 24 ans, polonais d'origine, a plongé dans la pellicule par hasard. Banlieusard glandeur — un jour barman, un autre cascadeur — il rêvait d'un autre monde. Lequel ? Je vous le donne en mille : la castagne. Mais la vraie, la rémunérée, la galonnée, médaillée et tout le toutim : militaire de carrière. Mais voilà comme sont imprévisibles les croisées du destin : parti pour être un anonyme dans la mêlée, il s'est retrouvé figurant sur un plateau.

Son Pygmalion ? Dominique Besnehard, le rondouillard qui raconte ses névroses au psy fatigué dans le spot de la machine à écrire Brother EP 44 signé Etienne Chatiliez (ignominieusement oublié aux Césars, lui), et qui à l'époque — 1983 — faisait du casting et dénichait les inconnus prometteurs. C'est lui qui l'a dégoté en train de jouer à l'acrobate dans le show de Johnny au Zénith, et qui l'a traîné jusqu'en Yougoslavie pour débuter aux côtés de Marlène Jobert dans « les Cavaliers de l'orage » de Gérard Vergez.

Depuis, Wadeck a pris du recul, mesuré les étapes franchies. La grosse tête ? A d'autres même si, parfois, il est content de se sentir aimé, reconnu dans la rue. Il préfère soigner sa carrière, étudier à fond chaque proposition (qui pleuvent comme à Gravelotte), apprendre l'anglais pour parer à toute éventualité et, surtout, s'inventer des freins secrets pour faire face à ce monde qui cavale si vite. Sa première télé, « Piège à flics » il l'a faite en Suisse pour T.f.1. Un personnage de petit policier bien sage au cœur d'une intrigue infernale et sanglante. Une aventure sympathique.

Et c'est là que Téchiné est revenu le pêcher pour faire de lui l'être le

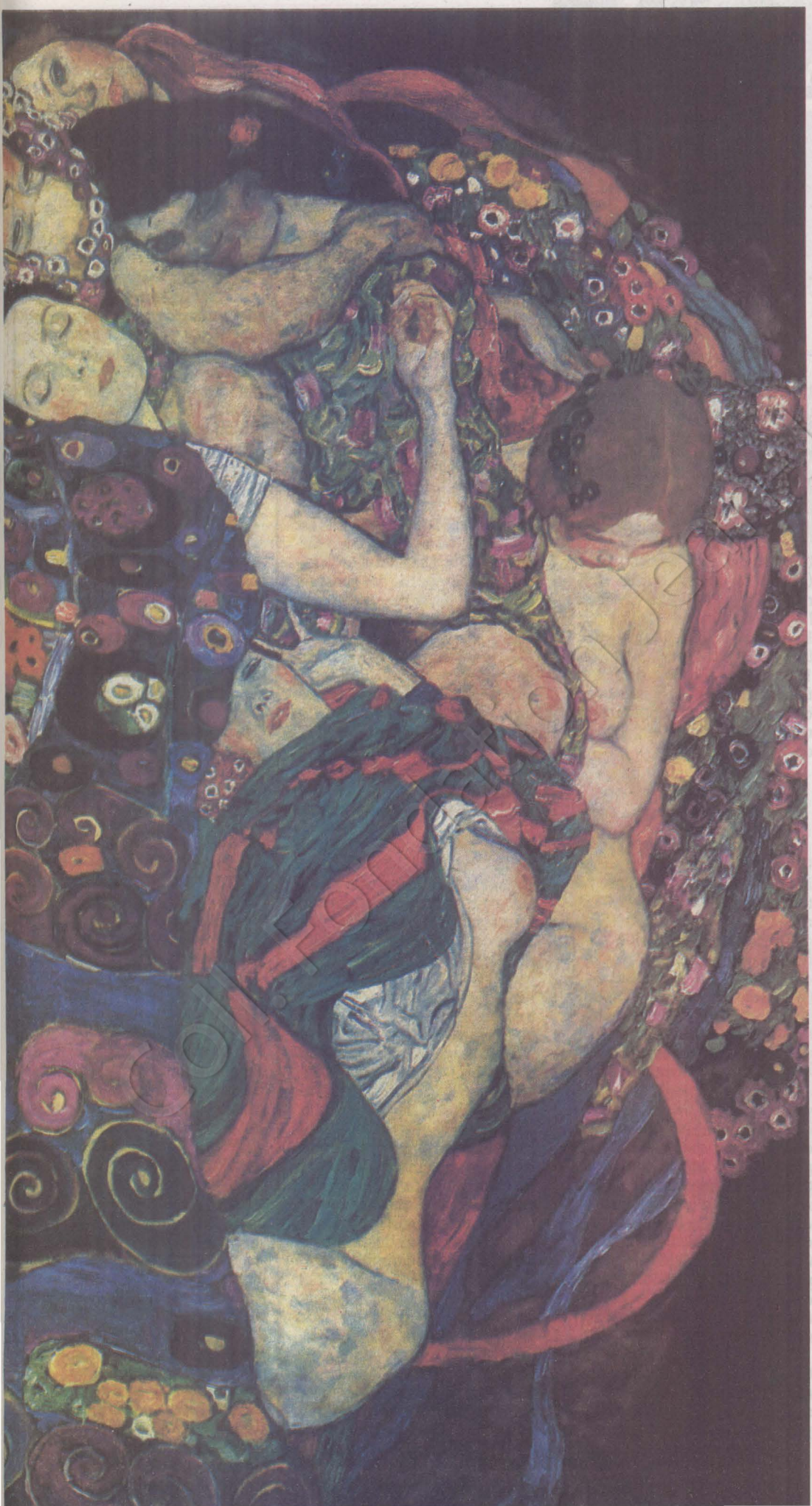


Interpress

plus jalousé par la gent masculine : le partenaire de Catherine Deneuve dans « le Lieu du crime ». Un drame passionnel entre un assassin pourchassé (lui) et une femme sensible, un peu larguée par la vie (elle). Le top. Stanczak, d'ailleurs, ne tarit pas d'éloges : « Elle est exceptionnelle, généreuse, compréhensive... Pourtant, lors des essais j'étais dans mes petites godasses... » Depuis, il fait les pointes, Heu-reux.

Rendez-vous à Cannes ?

F. G.



VIENNE: LES FLEURS DU MAL

Pourquoi bouder son plaisir devant l'imposante exposition « Vienne 1880-1938 » qui rassemble deux mille objets au Centre Georges-Pompidou. Mais doit-on pour autant se pâmer devant un art pictural quasi mortifère et ne peut-on s'interroger sur l'incroyable bonne fortune de cette ville qui fut dorée, rouge avant d'être brune ?

PAR LUCIEN CURZI

QUE Vienne ne soit plus seulement dans Vienne puisque ses idées, ses formes, ses œuvres ont essaimé dans le monde, soit ; que les Français aiment une revigorante Autriche, celle du domaine musical de tout premier ordre, celle de ses accueillantes auberges, des cafés viennois et salzbourgeois à l'atmosphère délicieusement intimiste et surannée, comme celle de sa boulange infiniment diverse et succulente, rien que de naturel. Qu'on souscrive enfin à la nécessité de voir les tableaux

(suite en page 32)

Détail de « La jeune fille » de Gustav Klimt, 1912.



Affiche d'Oskar Kokoschka, 1908.

(Suite de la page 31)

ocelés, scintillants, byzantins en somme de Gustave Klimt — la femme fragile, dominatrice en de diaphanes apparitions —, les nus tourmentés et hallucinés d'Egon Shiele ou les portraits ravagés d'Oskar Kokoschka, on admire en découvrant.

Pourquoi bouder son plaisir lorsqu'une imposante exposition rassemble, de surcroît, les mobiliers en bois d'une production en série imaginée par des éclaireurs tels les Frères Thonet, des objets avant-gardistes sortis des ateliers de précurseurs de la fameuse Wiener Werkstätte (avant l'Ecole du Bauhaus), sinon les architectures bâties par d'incontestables novateurs, Otto Wagner, Josef Hoffmann, Adolf Loos, lorsque l'esprit de réelle modernité se trouve ainsi motivé ?

Mais que diable doit-on pour autant se pâmer avec des airs entendus devant un art pictural aventureux, capricieux et cruel présenté, non sans raisons au reste, comme « une exaspération des sens » ? Car, si effort et « gai savoir » sont au rendez-vous, santé, confiance et dynamisme ne sont pas, quoi qu'on en ait, l'apanage de Vienne (ni de Linz), haute cité de pierre plombée de statues, façades d'un Ring accablé de tristesse orgueilleuse, baignant dans une monotonie guère vivante. Est-il assez connu que Vienne est détentrice du record mondial des suicides et qu'elle traîne une des presses les plus marquées au coin du conformisme ?

Alors, Vienne l'avide, l'opulente et l'individualiste, épicentre de la « naissance d'un siècle » ? Les mots ne font pas peur aux happy-few parisiens, qui auraient expédié pas moins de dix-sept mille invitations pour appeler à communier autour des effervescences de cette capitale, et d'elle seule, alors que sans Budapest et Prague, pôles d'un triangle culturel indissociable de l'Europe centrale, la démonstration souffre de déséquilibre. En réalité, si les grosses machines muséales montées à grand frais, Paris-New York, Paris-Berlin et Paris-Moscou se justifiaient en tant que carrefours d'échanges artistiques majeurs au XXe siècle, Vienne, exception faite de la mode actuelle pour la psychanalyse à labels freudien ou jungien, à fortiori de la littérature avec Hoffmannsthal, Musil (très critique à l'égard de Freud), Joseph Roth, Karl Kraus, maître-journaliste de la vérité crue, s'avère plutôt, de 1880 à 1918, l'espace des ors et fastes d'un goût conservateur bien adapté à la réactionnaire maison des Habsbourg sur le déclin.

Suspecte ostentation

Mais Vienne, cosmopolite sur l'axe de la Mittel Europa avec ses immigrés magyars, tchèques, ruthènes, allemands, slovènes, roumains, polonais, ses juifs au nombre de deux cent mille, favorise l'émergence d'une peinture ornementale et sensualiste, qui fait « Sécession » avec l'art officiel local, tout en se tenant à l'écart du cubisme et de l'abstraction. Et elle est autrement exubérante, sinon « empoisonnée » que celle des symbolistes, et fauves, français et belges de l'époque : le culte du « Beau » est doublé d'une redoutable introspection du « Moi ». Un esthétisme hyper-nerveux est de saison, produit d'une angoisse latente, même si la frivolité peut la masquer jusqu'à la boucherie des tranchées de 14-18. Naufrage reconnu comme apocalyptique, quoique « fröhlich » (joyeux) par une des voix les plus autorisées, celle d'Hermann Broch.

Car l'esthétisme, qui étouffe la forme et rend les artistes aussi malades qu'inadaptés, surgit par suite d'une perte d'identité. L'Empire Austro-Hongrois épuisé, son unité formelle vole en éclats. C'est alors que sur ses décombres prolifèrent les fleurs du mal de la nostalgie et de la « morbidezza » au sein d'une société viennoise archi-cultivée et tronçonnée en familles idéologiques antagonistes, la classe ouvrière isolée végétant dans la misère.

En ce sens, la viennoiserie se sublime en ses aurores comme en ses ratages, à travers une formidable galerie d'intellectuels actifs. Quels « ingénieurs des âmes » discrets ou publics sont, sans conteste, Husserl et Wittgenstein, Schumpeter et Victor Adler, Schnitzler et Gustav Malher, Julius von Schlosser (*), Ferenczi et Karl Popper. Elle est un miroir où se piègent les turbulences inhumaines de l'humain, soulevées par des penseurs prolifiques, faute desquels le sentiment européen serait, de nos jours, amoindri.

Mais ce miroir est tendu avec une suspecte ostentation, puisqu'on paraît assimiler notre actuelle situation, si lourde de morosité, d'indifférence et d'affairisme artistiques à celle de la Vienne disloquée d'après la catastrophe. La similitude est tentante, mais ce pessimisme est singulièrement malsain.

Objet de lieu de deux crises portées à l'état convulsionnaire — phases de la monarchie exsangue, puis de l'Anschluss, lorsque l'Autriche, devenue foyer virulent de l'antisémitisme passe sous la coupe hitlérienne et devient l'Ostmark, la Marche vers l'Est — ce pays est bien, par le truchement de Vienne, la fosse où s'agitent les serpents de la contradiction. En effet, l'héroïsme hégélien se heurte à l'ironisme de Grillparzer, comme l'idée d'un art sensible efféminé, ou expressionniste et mâle, est honnie et pulvérisée par les démocrates contaminés de culture occidentale. Et de cette confrontation originale une conscience naît, travaillée par des extrêmes, et s'exacerbe, distincte de la germanique. On pourrait l'appeler l'intériorisme de la rareté et du discontinu sans tabous, comme dans la musique maigre et ailée de Webern, et de l'atonalisme sévère et griffu de Schönberg. Même funèbre, Vienne est donc tout sauf l'image galvaudée et floue d'une décadence, notion introuvable en art où la figure est désormais celle du dedans, de la sexualité délivrée du moralisme.

Deux mille objets intelligemment installés sont là pour proposer une lecture critique et pour entonner, à la fois, un hymne tardif d'hommage à une métropole métaphorisée. La plupart des actes érotiques et névrotiques du siècle, quelques-unes aussi des tentations et des doutes susceptibles de modifier l'existence humaine, d'en écouter tout au moins les pulsions et de les déchiffrer, ont été vécus pareils à des risques étayés de solides idéaux. La Vienne neutraliste d'aujourd'hui est loin, désormais, de son génie inventif et perturbateur d'hier. Aussi, si son destin étonne, fascine et interroge, se pose à bon droit la question du pourquoi de son incroyable bonne fortune contemporaine. Car, plutôt que s'épancher sur un mythe et stimuler certaines convoitises du marché de l'art, n'aurait-il pas été plus fécond et opportun, d'éclairer les liens et les complémentarités historiques, créées depuis un siècle et plus entre Paris, Barcelone, Madrid et Lisbonne, sinon tendre la main à la latinité sud-américaine ou caraïbe ?

« Vienne 1880-1938 ». Centre Georges Pompidou — Grande Galerie du 5e étage. Jusqu'au 5 mai. Cette exposition interdisciplinaire et sophistiquée, dont le commissaire général est Gérard Régnier assisté de Günter Metken, est organisée avec le concours de l'Institut autrichien de Paris (renseignements : 42-77-12-33).

Un énorme catalogue a été édité à cette occasion : 3,3 kilos au prix de 360 F (450 F relié) pour 768 pages ! Son contenu est sans doute plein d'intérêt, bien que l'opération éditoriale paraisse être un luxe intempestif mais, comme à l'habitude, le représentant de « l'Unité » n'a eu droit qu'au Petit Journal (15 F).

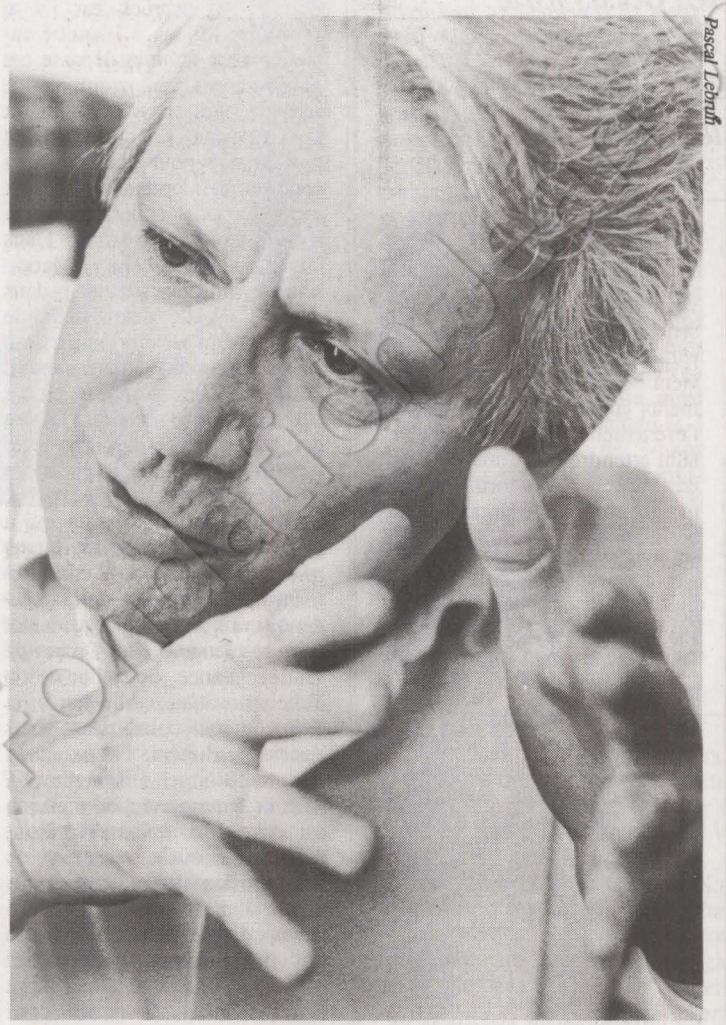
(*) Son chef-d'œuvre, « la Littérature artistique », manuel des sources de l'art moderne édité à Vienne en 1924, traduit et publié par Flammarion (Paris 1985) est un ouvrage fondamental. Il a bénéficié d'une mise à jour à la date du 1er juin 1983, qui complète les additions effectuées par Otto Kurz jusqu'en 1955.

NOUVEAUX DIALOGUES D'EXILÉS

PAR NICOLE CHAILLOT

** « La Montagne blanche », par Jorge Semprun, Gallimard.*

Conduit le plus souvent comme un « andante con fantasia » le dernier et très beau roman de Jorge Semprun « la Montagne blanche » est aussi une « leçon de ténèbres ».



Pascal Lebrun

ICI on est prié d'apporter sa nostalgie... le très beau roman que nous donne Jorge Semprun exige en fait qu'on fasse preuve de mémoire, d'une certaine « européanité » et surtout que la politique au sens le plus large du terme vous ait pénétré jusqu'aux moelles au point d'avoir tissé votre être le plus profond. En effet, pour entrer en sympathie avec les personnages de Semprun – surtout les trois hommes, les femmes sont trop jeunes – il faut avoir partagé un certain combat, en être revenu dans la douleur, parfois, mais sans pour autant avoir déposé les armes ou rejoint le camp adverse. Anciens combattants de l'antifascisme, républicains espagnols, militants de l'Internationale, les héros de Semprun ont tous été blessés dans leur chair ou dans leur esprit par le nazisme et le stalinisme.

Peintre célèbre, Antoine de Stermaria met la dernière touche à la toile « Marine clair » qu'il compte offrir à sa femme Franca pour ses quarante ans. A cette occasion il a invité son meilleur ami, Juan Larrea, pour fêter cet anniversaire qui est aussi celui de leur rencontre alors qu'en 1942 à Nice, âgés d'une vingtaine d'années, ils appartenaient au même réseau de Résistance. De son côté, Franca qui a renoué des liens passionnés avec Larrea a également invité à cette fête un metteur en scène tchèque en exil Karel Kepela et sa petite amie Nadine, pour éviter un huis clos dont elle ne veut à aucun prix.

On saura fort peu de chose de ce week-end printanier dans la belle maison directoire située à flanc de Seine du côté de Vernon. Sinon que Kepela s'y saoulera à mort pour noyer la trahison d'une compatriote, Ottla, amoureuse chargée d'enregistrer ses confidences sur l'oreiller pour le compte des « normalisés » pragois ; que Nadine et Franca, pourtant rivales, finiront par établir cette secrète connivence incompréhensible aux mâles, qu'Antoine enfin dessilé acceptera son amour tel qu'il est et surtout que Juan, rescapé des camps de la mort et se considérant à ce titre comme un exilé de la vie finira par se jeter dans la Seine au petit matin pour oublier ou rejoindre enfin ceux qu'il vit jadis partir en fumée des crématoires de la colline d'Ettersberg.

Roman incantatoire, labyrinthique et pourtant lumineux, « la Montagne blanche » est le récit entrecroisé, entremêlé des vies de ces Européens – un Français d'origine balte, un Espagnol, une Italienne, une juive française et un Tchèque – depuis un demi-siècle. La « Mittel Europa », qu'un phénomène de mode un peu suspect tire aujourd'hui vers Vienne, (voir l'article de Lucien Curzi), ***la Rêveuse, mais aussi la Mortifère et la Décadente, est recentrée par Jorge Semprun vers des capitales tout aussi mythiques, la Prague de Kafka et de Kundera et la Zurich cosmopolitique des professionnels de la révolution (Ah ! la découverte de la plaque commémorative sur l'immeuble où vécut le « fuhrer » des soviets Lénine). Mais aussi roman traversé de jubilations et de « plaisanteries » : le clin d'œil pour « happy few » quand Karel Kepela, cinéaste en vue appelé aux Etats-Unis est accueilli à l'aéroport par une Américaine d'origine tchèque – délicate attention – portant le nom emblématique de Milena Jesenska... dont la pauvrette ignore tout par ailleurs*** (voir aussi l'article Glaymann). ***Ou encore les considérations esthétiques à propos de la muse de la dialectique peinte à fresque sur un plafond vénitien. Roman où l'érotisme affleure sans cesse avec une bonne santé rabelaisienne tout à fait réjouissante : par exemple l'épisode narrant les talents très particuliers de la violoniste du palace pragois Libuse – nom d'une reine amazone si je ne m'abuse – dont le coup d'archet séduit tous les cœurs. Façon de parler !***

Mais l'essentiel de ce livre protéiforme et plein comme un œuf tient dans la part – belle – qu'il fait aux femmes. Enfin un écrivain qui aime les femmes – et pas seulement les petits garçons – qui en parle avec tendresse, avec une brutalité lucide, avec humour, avec amour. « On marche toujours vers les jeunes femmes de la même façon, avec un identique espoir, un trouble identique : le même besoin d'éternité. »

Lectrices, mes sœurs, je vous engage à plonger bien vite dans cette « Montagne blanche », vous y rencontrerez des êtres de chair et de sang, de mémoire et de sensualité. Et pas seulement des mères de substitution, des petites filles salaces ou des clochardes sentencieuses. Franca, par exemple, est une « femme très femme ». Ça suffit à la définir.

Roman visuel – on sent constamment chez le romancier Semprun la griffe du scénariste et du dialoguiste de cinéma – roman volontiers « cuistre » mais avec un tel talent qu'on pardonne à Larrea d'avoir lu « Forcheville » (nom d'une héroïne proustienne) au lieu de « Porcheville », en passant devant la centrale thermique, d'autant que – et nous basculons soudain dans le tragique – la fumée cotonneuse s'échappant des cheminées de l'usine le précipite dans le vertige du souvenir qui le conduira au suicide.

Au fait, pourquoi « la Montagne blanche » ? Parce que le tramway n° 22 y conduisait jadis les Pragois, et que, depuis un certain mois d'août 1968 nous avons tous Prague au cœur. « L'une des capitales de l'Europe d'avant la pluie, d'avant le sang et la honte. » Conduit le plus souvent comme un « andante con fantasia » ce roman est aussi une « leçon de ténèbres ».

Seuls contre tous

Seuls Margarete Buber-Neumann et Victor Serge l'ont été contre tous. Ils le demeurent aujourd'hui comme hier, produits d'édition jetés dans le cycle infernal des nouveautés où ils font figure de rabâcheurs tandis que ceux qui leur crachaient dessus demeurent en bonne place dans le confort de leur succès.

**** Marguerite Buber-Neumann : « Milena » – Seuil ; « Déportée en Sibérie » – Seuil.***
**** Milena Jesenska : « Vivre » – Lieu Commun.***
**** Victor Serge : « Carnets » – Actes Sud, préface de Régis Debray.***

RESSASSÉS sans cesse, les drames du siècle finiraient-ils par lasser ! « Changez de disques, on sait, on a donné ! etc. », des réactions fatiguées et indignées de ce type traduiraient-elles le désir de tourner la page, d'en écrire d'autres plus respectables et plus humaines ? L'homme, en effet, ne vit pas que de crime ! Mais qu'arrive-t-il lorsqu'on découvre, avec un demi-siècle de retard, des témoins isolés qui, avant tout le monde, contre tout le monde, ont dénoncé le crime, disséqué le système de ses auteurs, l'ont combattu au point d'y laisser parfois leur vie ? Si les témoins doivent être égorgés pour être entendus, encore faut-il que l'édition fasse son boulot et n'attende pas que l'évidence crève l'écran pour distribuer le film. Pour quelles raisons l'édition française n'a-t-elle jamais traduit « Déportée sous Staline et Hitler », de Margarete Buber-Neumann, publié dès 1948 en Allemagne et en Suède, dont le Seuil réédite une part (seulement ?) sous le titre « Déportée en Sibérie ».

Ce dernier ouvrage avait déjà paru en 1949 en France, avec une postface d'Albert Béguin. C'était l'époque du procès Kravchenko où Marguerete Buber-Neumann était venue témoigner, accueillie par un beau concert de vociférations. L'auteur de la présente chronique, quoique très jeune en ce temps-là, s'en souvient « rapport aux » ébranlements familiaux qu'avait suscités l'événement. Il aura également fallu attendre vingt ans pour lire en français l'extraordinaire témoignage que Margarete Buber-Naumann a consacré à Milena Jesenska. Quant à Victor Serge, il a quasiment disparu de nos devantures et de nos rayons. « Minuit dans le siècle » date de 1939, mais Serge demeure un inconnu ne serait-ce qu'aux yeux des jeunes générations.

Seuls, Margarete et Serge l'ont été contre tous, seuls ou presque, ils le demeurent aujourd'hui comme hier, produits d'édition jetés dans le cycle infernal des nouveautés et des dernières parutions où ils font figure de rabâcheurs, tandis que ceux qui leur crachaient dessus demeurent désormais en bonne place dans le confort de leurs succès remportés ultérieurement lorsque la vérité avait éclaté et ne faisait guère plus de doute.

Quand Milena Jesenska, en octobre 1940, arrive à Ravensbrück, Margarete Buber-Numann s'y trouve déjà, renvoyée de Sibérie par Staline, en cadeau à Hitler. Pacte germano-soviétique oblige ! La Gestapo interroge longuement l'ancienne militante communiste, dont le mari Heinz Beumann a disparu au Goulag après avoir été député au Reichstag et membre du bureau politique du Parti communiste allemand, après avoir combattu en Espagne, etc. Les méthodes de répression du N.k.v.d. intéressent longuement les gestapistes. Au camp, Margarete fait figure de pestiférée : n'a-t-elle pas trahi la patrie du « Socialisme » ! En lui accordant sur le champ son amitié, Milena sauvera Margarete de son isolement : « Je remercie le sort de m'avoir conduit à Ravensbrück car j'y ai rencontré Milena. » L'amitié entre les deux femmes dépasse ces circonstances, en commun ne rejettent-elles pas nazisme et communisme, ce qui est alors peu banal ; pour mener à bien cette double dénonciation il faut avoir eu une expérience profonde du double mal. Dans « Déportée en Sibérie », Margarete raconte la sienne ; dans « Milena », elle décrit celle de son amie qui est morte au camp.

Milena Jesenska n'a pas eu un destin anodin. Non seulement elle a été aimée par Franz Kafka qui lui a écrit les déchirantes « Lettres à Milena », mais encore a-t-elle participé à la vie de tout un milieu culturel tchèque qui a auréolé la belle ville de Prague aux lendemains de l'effondrement des Habsbourg, de la décadence qui s'en est suivie à Vienne mais également dès l'aube de l'indépendance nouvelle de la Tchécoslovaquie. Allemands et Tchèques qui cohabitaient dans l'ancienne Bohême ont poursuivi leur traditionnel affrontement ; Milena, femme exceptionnelle au caractère non moins exceptionnel, s'est trouvée au cœur de cette mêlée foisonnante, emblème d'une émancipation dont la dimension féministe n'est pas la dernière. L'une de mes amies me disait récemment songer à Virginia Woolf, strictement contemporaine de Milena, j'y ajouterai la figure de « Julia », telle que l'a filmé Fred Zinneman d'après une œuvre de Liliane Hellmann, la compagne de Dashiel Hammett (il va de soi que, quoique excellente journaliste et ayant publié des livres, Milena ne se situe pas sur le même plan romanesque que Virginia Woolf).

Très tôt opposée à son père, le Dr. Jesensky, Milena sera même internée sur l'ordre de ce dernier qui ne tolérait pas que sa fille fréquente un juif allemand. En 1918, Milena quitte Prague pour Vienne avec Ernst Polak, son premier compagnon. A Vienne elle écrit dans les journaux, fréquente des milieux littéraires dont le célèbre romancier Franz Werfel. C'est là que deux ans plus tard, elle découvre la prose de Kafka, puis Kafka lui-même. Tous deux s'aiment, ils ont le même rapport au père ; mais inhibé, possédé par un impératif moral inaccessible et une angoisse immense que Milena décrit avec émotion, Franz ne parvient pas à franchir le seuil du mariage. Lorsqu'il meurt Milena parle d'un homme qui a ausculté le monde avec une clairvoyance si extraordinaire qu'il n'a pu le supporter et s'est trouvé voué à la mort.



Marguerite Buber-Neumann.

Les aventures amoureuses de Milena seront nombreuses ; après divers épisodes, Milena retourne à Prague, elle y fait la connaissance amicale de Nezval le grand poète, tenté ultérieurement par le stalinisme ; elle écrit des articles de mode (extrêmement modernes) dans un journal local, épouse un architecte : Jaromir Krejcar qui se réfugie vite en U.r.s.s.. Malade, Milena découvre le communisme qu'elle rallie de toute sa foi, cela dure jusqu'en 1936 lors des procès de Moscou. Les menaces de Hitler contre la Tchécoslovaquie requièrent ses forces, Milena ressent intensément ces différentes



LA CHRONIQUE DE CLAUDE GLAYMAN



Milena Jesenska.

crises, dont celle de Munich. La mort du grand auteur tchèque Karel Capek symbolise la fin de son pays ; la voici entrée en résistance, persuadée que la nuit s'abat pour longtemps sur les terres martyrisées d'une Europe occultée : « Si c'est l'Armée rouge qui doit nous libérer, je me suiciderai ! » Terrible prophétie !

Au camp Milena est protégée par Margarete, une experte si on peut dire. Mais la force, le magnétisme de Milena, cette vitalité miraculeuse et impressionnante qu'avait su détecter Kafka chez elle, éclatent dans les rapprots que Milena entretient avec le peuple des camps et avec ses bourreaux. Il y a quelque chose de divin dans cette personne lorsqu'elle impose la justice jusque, et y compris, aux gardiens, aux S.S. aux hiérarques de la Gestapo. Et le plus étonnant vient de ce que les brutes armées et libérées de toute morale s'inclinent devant Milena comme si c'était Dieu qui leur enjoignait de ne pas céder au mal. Sans doute y-a-t-il chez Milena une capacité à entrer dans la logique des autres telle qu'elle paralyse les pires de ses ennemis. Milena avait en commun avec Kafka ce pouvoir divinatoire qui impressionnait tant Margarete, plus banalement humaine parmi les humains, plus politique aussi !

Victor Serge, dans un tout autre contexte, rejoint la fulgurance de ces figures de femmes. Témoin qui est parvenu à ne point se faire égorger, il possède la simplicité de celui qui a vu, compris et sait la vérité. Simplicité mais aussi désespoir modéré, ne serait-ce qu'en raison d'une certaine compassion discrète à l'égard de ceux qui ne savent ou ne veulent pas comprendre. Arraché aux griffes de Staline par une campagne d'opinion internationale, il rend visite à Gide au moment où celui-ci s'apprête à publier son livre de rupture avec l'U.r.s.s. Brossant un portrait tout en finesse d'un Gide qu'il estime, il est, en revanche, sans ménagement pour les intellectuels, les Français notamment qui prennent la défense de l'U.r.s.s. après Thermidor : « Il faut toujours qu'ils soient portés par le flot du bon côté du manche pas trop loin des honneurs officiels et de l'argent... révolutionnaires et conformistes » (on signalera un livre remarquable sur cette période : « le Roman insupportable : l'internationale littéraire en France 1920-1932 », par Jean-Pierre Maurel chez Gallimard, une chronique lui sera consacrée ultérieurement).

Serge égrène sa lithanie de personnages mémorables, appartenant à la Révolution russe, que Staline est en train de briser en détruisant totalement « le Vieux Parti ». Ces militants, jeunes ou vieux, il les a tous connus semble-t-il. La Révolution dévore ses enfants ! Non par pitié pour elle, mais pour eux ! Même Trotsky, avec qui il rompt, lui paraît stalinien malgré lui : « On ne peut pas fonder une Internationale sans parti... On ne peut fonder aucun parti sur d'aussi mauvaises mœurs politiques et avec un langage idéologique russe que personne ne comprend. » Sur le trotskysme, sur sa lente et éternelle agonie ainsi tout est dit. Verdict définitif !

D'autres carnets de Victor Serge sont carrément plus prophétiques, saisissants même, si on les rapporte à la période où ils furent rédigés, c'est-à-dire durant la guerre lorsque Serge était réfugié au Mexique. Convaincu que l'hégémonie stalinienne sur l'Europe ne serait pas une délivrance mais un nouveau cauchemar, il analyse au fur et à mesure les parallélisme qui s'établissent dans les faits entre stalinisme et nazisme. Alliance de fait entre deux totalitarismes pour écraser leurs peuples respectifs : qu'Hitler maintienne officiellement les kolkhozes, et voici montré que d'une nomenklatura à l'autre le chemin est court ; que Staline mène la guerre à marche forcée, Serge y voit également un moyen d'enrayer toute velléité de changement en U.r.s.s. Serge en convient explicitement, il pratique le métier de vaincu : « Le totalitarisme inflige des défaites totalitaires : l'anéantissement, et, par la pensée dirigée, vise à empêcher la renaissance des idées et la formation des caractères (le totalitarisme est latent même dans des états anti-totalitaires). »

Comme Milena, comme Margarete, il possède le pouvoir divinatoire de comprendre ce qui cerne l'être. En ce sens, incarnés dans des personnages différents, ces trois témoins sont des enfants de Kafka. De ce Kafka que pourtant Serge n'a lu qu'en 1944 et dont il dit, le 25 avril de cette même année, soit avant même la fin de la guerre : « Il semble avoir pressenti les machines totalitaires, leur écrasement parfait de l'Homme, leurs égorgements, c'est en ce sens que son roman (« le Procès ») est d'un visionnaire prophète.

Lisez aussi :

● ***Jean-Paul Brunet :*** « Jacques Doriot » – Balland.

Figure de prou de tous les transfuges du communisme au fascisme, Doriot fascine. L'auteur dispose de documents inédits. Vu par M. Buber-Neumann ou par Victor Serge le cas Doriot paraîtrait sans doute plus logique.

● ***Thierry Wolton :*** « Le K.g.b. en France » – Grasset.

Wolton est un spécialiste. Par-delà l'affaire « Farewell », désormais connue ; ce livre révèle toute la mécanique d'une entreprise d'espionnage au profit d'un gigantesque système totalitaire. Notre actualité lève chaque jour un petit coin du voile.

● ***« La Désinformation arme de guerre :*** textes de base présentés par Vladimir Volkoff » – Julliard, « L'Age d'Homme ».

Autre versant de la tentative totalitaire, la désinformation est aussi vieille que le monde. De nombreux exemples, classiques comme Kostler l'a montré ou plus récents comme ceux ayant trait à l'affaire des « Khmers rouges » par exemple, etc.

● ***Armando Valladares*** : « Mémoires de prison » – Albin Michel.

Sorti de prison, grâce notamment au gouvernement français, Armando Valladares raconte ici ses deux décennies d'enfer dans les geôles de Fidel Castro. Ceux qui disent « On sait » sont ceux qui ne veulent pas savoir ou si peu.

● **« L'Autre Europe »** – « L'Age d'Homme ».

Le n°7/8 est consacré aux rapports multipliés entre la Russie et l'Europe. Une contribution passionnante et pluraliste.

CLAUDEL-SOBEL: AH ! LE BEAU DUEL

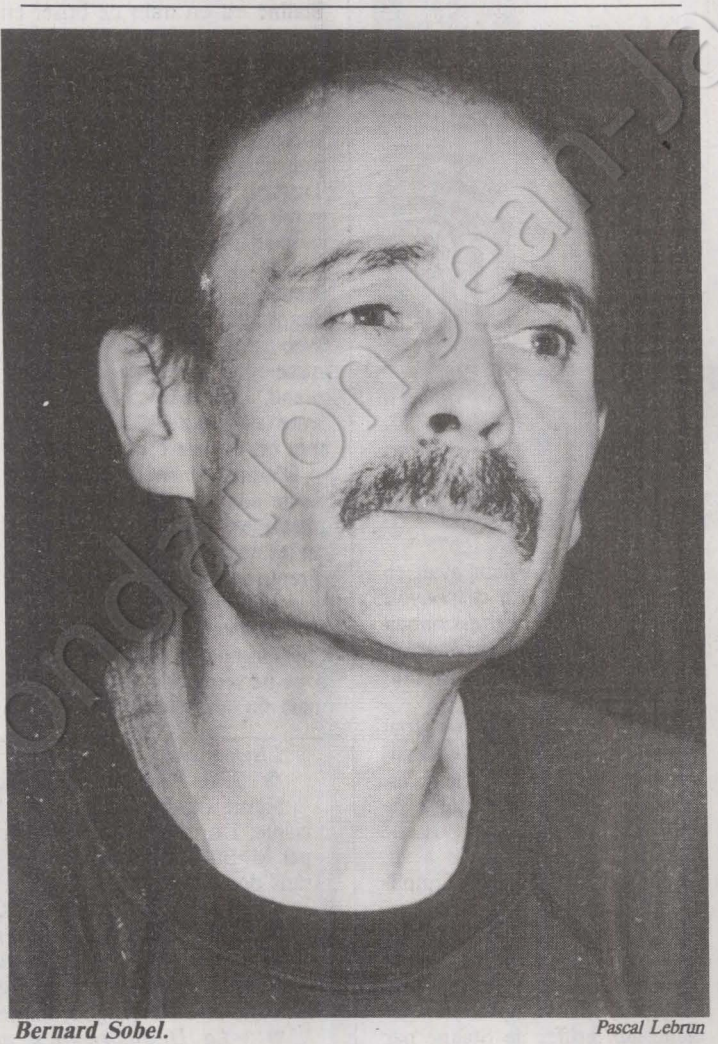
PAR FABIAN GASTELLIER

Un exercice d'entraînement pour cohabitation type ou bien le défi d'un couple infernal ? Bernard Sobel monte au théâtre des Amandiers de Nanterre « la Ville » de Paul Claudel : Dieu reconnaîtra les siens !

AU pied d'un mur blanc chargé de signes indéchiffrables, les gradins presque effacés, enfouis dans la terre brune, d'un théâtre antique dont les cercles convergent vers la maquette d'une cité, archétype de toutes les capitales possibles. Là-bas gronde la révolte, les incendies succèdent aux incendies et ici, sur ce sol sans âge qui épouse les renflements d'une colline, les bâtisseurs de la métropole rebelle cherchent un sens à pareil anéantissement. La silhouette voûtée, lourde de solitude, Guy Tréjan vient de renoncer au pouvoir. Il s'éloigne, refusant le monde parce qu'une femme l'a refusé, lui.

Soudain, rupture de ton. De l'intemporel, on saute dans le quotidien. Le comédien se tourne vers la salle et interroge les rangées de fauteuils encore vides : durant toute cette fin d'acte, qui doit-il regarder ? Les trois délégués venus solliciter son aide ou bien la jeune infidèle ? Et d'ailleurs, c'est pas une vie, la vie d'acteur. Dans le texte il est précisé : « Ici un coin de front, là une barbe », et on lui a collé trois barbus. Allez-vous y retrouver... Déclin des lumières chiadées, résurrection du néon. On marque une pause. En pull chamarré et jean de velours, une écharpe non nouée autour du cou, Bernard Sobel grimpe sur le plateau. Vingt-six ans après Vilar au T.n.p., il monte « la Ville » de Claudel au théâtre des Amandiers de Nanterre (*) où Patrice Chéreau l'accueille pendant que son théâtre de Gennevilliers, devenu centre dramatique, tremble sous les travaux de réfection.

Claudel-Sobel. Un exercice d'entraînement pour cohabitation-type ou bien le défi d'un couple infernal ? Leurs chemins ne s'étaient encore jamais croisés et, a priori, tout les sépare. Symbole aux yeux des enfants des écoles du catholicisme poétique, le premier croûle depuis des lustres sous une renommée de « béni-oui-oui » à la langue obscure, preuve que même en littérature les voies du Seigneur sont impénétrables. Communiste, le second se débat depuis pas mal de temps contre une poisseuse et fallacieuse réputation de metteur en scène au didactisme féroce. Tous deux souffrent d'étiquettes encombrantes qui masquent leur réalité profonde.



Bernard Sobel. *Pascal Lebrun*

Leur rencontre était inévitable. En premier lieu par amour du théâtre. Sobel allume une énième cigarette : « Claudel a ouvert la voie au théâtre contemporain, explique-t-il. Il a rompu avec tout ce qui s'était fait avant, le romantisme, etc., pour puiser à la source de la tragédie grecque et a poussé très loin sa révolution formelle. Trop loin pour son époque, qui est passée à côté de ses trouvailles. C'est aujourd'hui que cet homme « presque exagérément moderne », selon la formule de Maurice Blanchot, peut trouver un écho à ses préoccupations esthétiques et thématiques. Son influence a été considérable. D'une certaine façon, c'est la lecture de Claudel qui a révélé à Brecht la force des paraboles. « Sainte Jeanne des abattoirs » ou « la Bonne Ame de Se-Tchouan » découlent directement d'une pièce comme « la Ville ». »

« La Ville », un drame social qui étonne par sa fureur destructrice. Des hommes de science et d'argent ont bâti une ville, asservissant ainsi un peuple de paysans contraints « d'échanger leur travail contre la sécurité de l'or ». Dépossédés d'eux-mêmes, ils se révoltent et détruisent ce temple du mercantilisme. Une pièce politique ? Dans ses écrits d'exégèse sur l'Apocalypse, Claudel s'est laissé aller à un jeu de mots entre la capitale et le capital. Un signe... « Dans « la Ville », Claudel parle de quelque chose dont il est devenu inconvenant de parler, estime Bernard Sobel. Il parle de la lutte des classes. De l'argent, de la périssable notion de possession dénoncée par Lâla, le personnage féminin. Il parle de la société capitaliste qui, par le savoir, a transformé l'homme en objet. Oui, Claudel est proprement scandaleux. Non, il ne fait pas bien dans un salon... »

Claudel anar ?

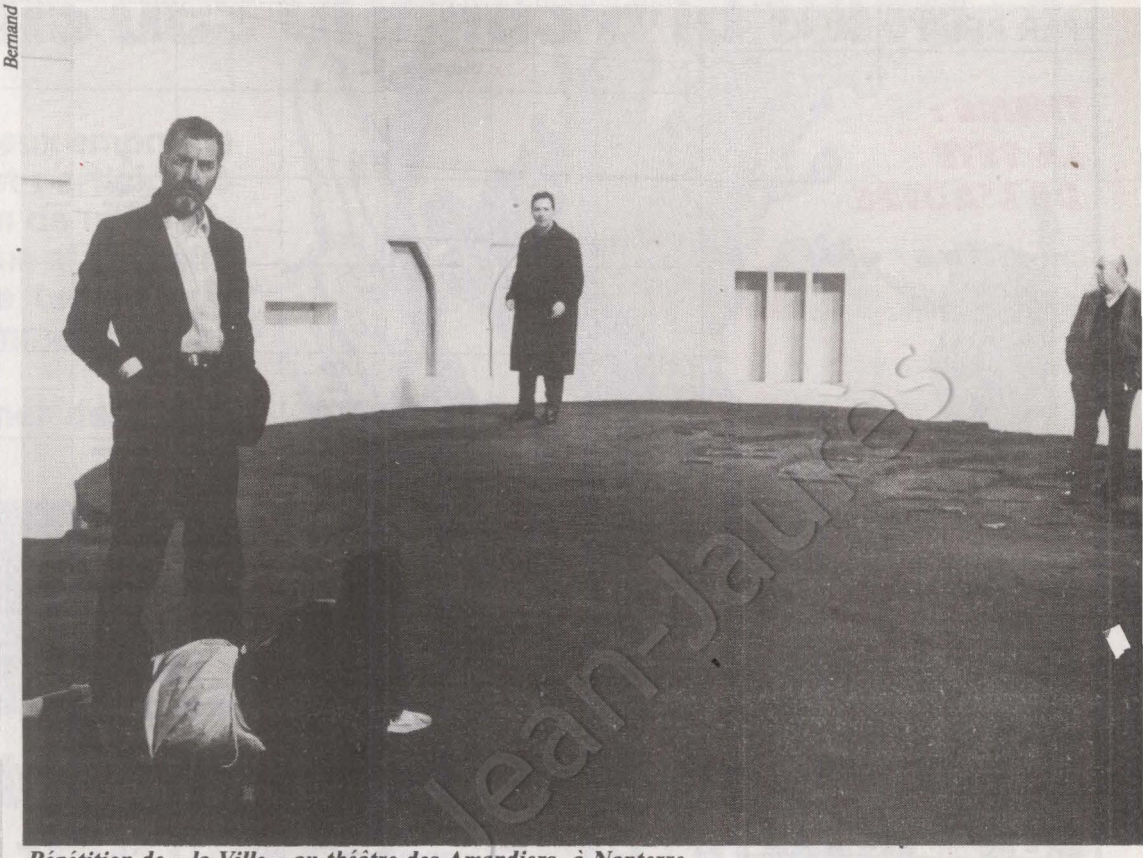
Claudel détourné ? Au contraire. Révélé, peut-être. Lorsqu'il rédige, entre 1890 et 1900, les deux versions successives de « la Ville », la Commune n'est pas loin, les nihilistes russes ont marqué leur époque par leur lutte contre Alexandre II et les attentats perpétrés par Ravachol hantent encore le tout jeune diplomate. « J'étais sous l'impression du mouvement anarchiste, a toujours reconnu l'académicien. Je trouvais dans l'anarchie un geste presque instinctif contre ce monde congestionné, étouffant. » (1) Un geste qui répond presque à ses angoisses d'alors : « Moi aussi (...) j'ai été le captif de cette Tyr et de cette Babylone (...). J'ai aspiré l'atmosphère de congélation et de mépris qui se dégage des quartiers aristocratiques de l'Etoile et du parc Monceau... » (2).

Pourtant, mieux vaut rabaisser le drapeau noir, trop vite hissé. Le bonhomme est inclassable et complexe, qui affirme aussi : « Je suis pour tous les Jupiters contre tous les Prométhées. » (3) Sous-

titrage : pour tous les pouvoirs contre toutes les insurrections.

Vous voulez rendre Bernard Sobel heureux ? Mettez le doigt sur la plaie, dites-lui qu'on ne refait pas l'histoire et que Claudel est de droite. Vis-cé-ra-lement de droite. Il exulte. « Claudel est pris dans un réseau d'infinies contradictions. Mais au lieu de les subir, il en fait le terrain de sa pensée. C'est par exemple un homme de mouvement, ouvert sur l'univers, curieux de tout et qui a prôné l'immobilisme. Claude est conscient que le monde va mal. Cette réalité lui fait horreur mais il ne la nie pas et ne se range pas du côté des utopies. En ce sens, il ressemble un peu à Dostoïevski. C'est aussi un individualiste forcené, partisan de la primauté de l'individu sur tout ce qui l'entoure, mais il pressent aussi que mettre l'homme au centre du monde peut conduire à des aberrations. »

Bernand



Répétition de « la Ville » au théâtre des Amandiers, à Nanterre.

« Dieu est un artiste »

Claudel, le grand empêcheur de penser en rond. Voilà ce qui se dessine, répétition après répétition, sur la scène des Amandiers. « A l'heure actuelle, s'exclame Sobel, à côté de tous les démissionnaires qui pratiquent la politique de l'autruche, il fait figure de géant de l'engagement. Parce qu'il se mouille ; il se viande. Il dit ce qu'il aime et ce qu'il n'aime pas, en toute subjectivité. Du coup, on peut réfléchir, peser le pour, le contre et parvenir à une approche relativement objective des choses. Il ne se masque pas. Brecht, par exemple, se masque. « Sainte Jeanne », finalement, j'aurais du mal à y travailler. Je sens qu'on me refile là une idéologie toute faite et qu'on me joue la comédie de l'objectivité. C'est Brecht qui est le plus chrétien des deux... »

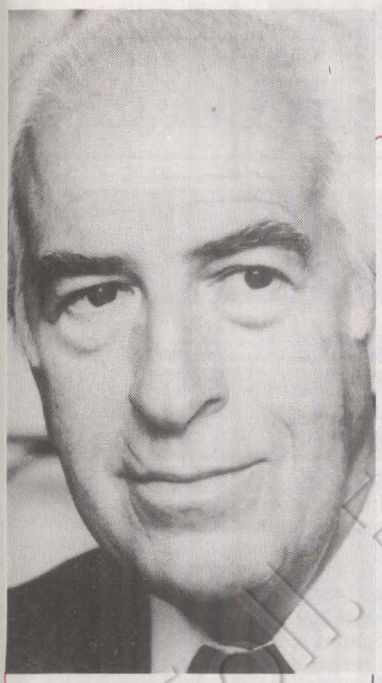
Mazette. Mais la conversion, la révélation du septième pilier ? Et, dans « la Ville », cet acte III où, la métropole balayée, les citoyens se rangent au service d'un maître très céleste ? Comme le susurrerait Chancel : et Dieu là-dedans ? Lâla (Dominique Reymond) passe en jupon blanc et va s'étendre aux pieds de Coeuvre (André Marcon), de noir vêtu. Le travail reprend ses lois. Bernard Sobel se lève. S'échappe ? Quatre pas, il se retourne : « Je ne sais pas ce que c'est que du théâtre chrétien, lance-t-il. Mais je sais que pour Claudel, Dieu est artiste, créateur, poète comme Coeuvre... Faut-il interpréter le monde tel qu'il est ou bien le transformer ?, c'est l'éternelle grande question claudélienne. Claudel a rencontré Dieu. Moi je dis : heureusement. Ça l'a aidé à survivre. Sans la religion, il n'avait pas d'autre alternative que de lancer des bombes. C'est une foi qui me paraît autrement plus intéressante que les hosties cinématographiques de Godard. » ●

(*) « La Ville », Théâtre des Amandiers de Nanterre : 47.21.18.81, à partir du 27 février jusqu'au 20 avril — 20 h 30.

(1) « Mémoires improvisés », Paul Claudel et Jean Amrouche. Collection « Idées », Gallimard.

(2) « Paul Claudel interroge l'Apocalypse », œuvre complète, tome XXV, Gallimard.

(3) Lettre à Elémir Bourges, Cahier Paul Claudel n° 1.



L'empereur Tréjan

Acteur royal, « hénaurme », qui marqua de sa singulière personnalité tant Molière — Orgon légendaire sous la férule de Roger Planchon — que Pirandello, Pinter ou, plus récemment, Edouard Bourdet, Guy Tréjan se lance, à Nanterre dans une nouvelle aventure : Claudel, jusqu'alors étranger, à peine lu, vaguement fréquenté. Dans « la Ville », il est Lambert de Besme. Le savant mais aussi le politique, l'un des bâtisseurs. L'héritier désespéré du positivisme de la Révolution qui a sacré ceux de sa race maîtres du monde. L'esclave de sa classe qui reprend espoir, une fois la vieillesse venue, auprès de la jeune Lâla.

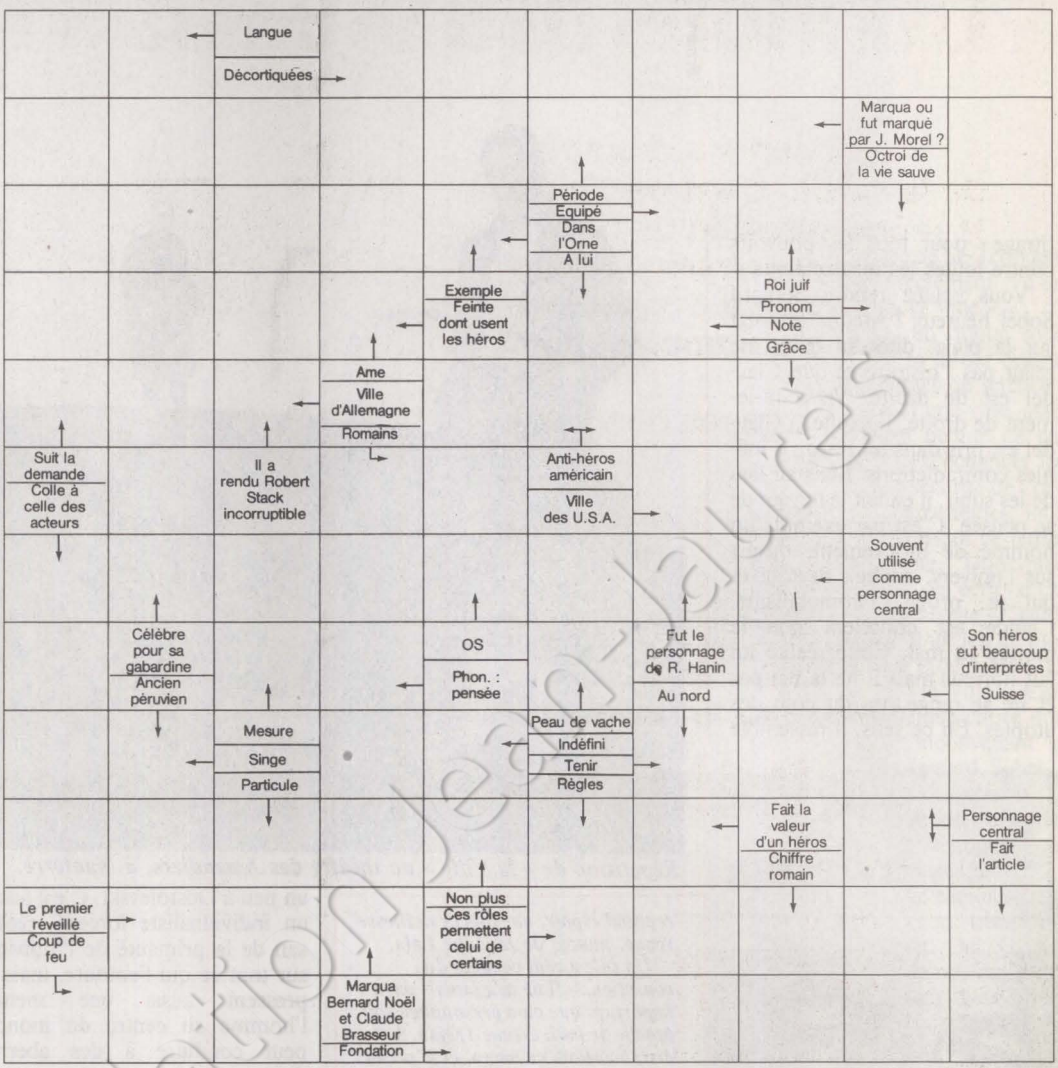
Un rôle à cent coudées du comédien. « Il ne m'a jamais paru important que mon personnage soit proche de moi, estime Tréjan. La distanciation, ça me va, et je prends Lambert à bras-le-corps. Le chef politique est quelque chose qui m'est aussi éloigné que le Martien, et ce qui me touche en cet homme, c'est son abandon, son ultime recherche de l'amour. »

Autre chose, aussi : la plongée au cœur d'un style, d'une écriture qui le fascinent. Guy Tréjan sourit : « Evidemment, les éternels détracteurs vont encore dire que c'est du bas-breton traduit par un chinois, mais qu'importe ! Pour moi, c'est comme la rencontre avec un tableau abstrait. On est réceptif aux couleurs, aux mouvements ; on sent que tout cela est important mais on ne saisit pas immédiatement ce que l'auteur a voulu dire. Ça vient par étapes. Et même si on ne comprend pas tout : qu'est-ce qui nous prouve qu'il fallait absolument tout intelligérer ; qu'il ne valait pas mieux préserver une part de mystère ? En tout cas, pénétrer dans l'intimité de Claudel, ça m'aura permis de bousculer bien des idées reçues. J'étais persuadé qu'il n'était qu'un pur esprit planant dans des sphères inhumaines, et j'ai découvert un être de chair, épicurien en diable, bouleversant. Quelqu'un qui, en 1897, prophétisait les slogans de Mai-68 : « Tout raser pour reconstruire. » Quelqu'un de terrible... »

Collection Jean-Jaurès

PAR REMY ALBERT

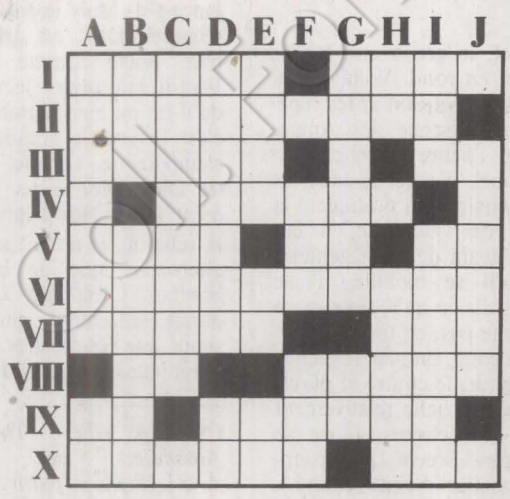
THEME : LA TETE DE L'AUTRE



Solution des mots fléchés du n° 636

A		O	S		C	I		M	U
R	E	D	E	V	A	N	C	E	S
A	X	E		O	B	T	U	S	E
	P	U	B		L	E		U	R
C	O	R		P	E	L	E	R	A
	L		L	A		L	U	E	S
S	A	T	E	L	L	I	T	E	
I	N	A		M	I	G			A
R	G		R	E	S	E	A	U	X
	U	C	O		E	N		R	A
B	E	R	L	U	S	C	O	N	I
O	S	I	E	R		E	M	E	T

THEME : ROBERT SABATIER



HORIZONTALEMENT : **I** - Les héros de Robert Sabatier essaient de prendre le leur. Est attentif. **II** - Titre d'un ouvrage de Robert Sabatier. **III** - Son huile est utilisée en médecine. Phonét. : absorber, d'un coup. **IV** - Estimé, dans une fourchette. **V** - Ce gamin, bouleversé, fut l'emblème de Montmartre. Au bout de la rue. Une île qui note, mais au bas de gamme. **VI** - Appareils médicaux, utiles surtout en cas de crevasses de mamelon. **VII** - La défaite l'est toujours. Adverbe de lieu. **VIII** - Un petit problème, c'est tout ! Une danse d'antan. **IX** - S'est bien amusé. Dans le roman de Robert Sabatier, celui-ci conserve la fraîcheur et la sincérité des héros. **X** - Chacun des héros du dernier roman de Robert Sabatier en est un. Elle est courante, chez nous.

VERTICALEMENT : **A** - Fit courir des propos peut-être sans fondements. Bis ! **B** - L'être... n'est pas toujours le plus facile. Robert Sabatier en est un irremplaçable, comme le prouve son dernier roman. **C** - Robert Sabatier en mit trois dans une œuvre, mais parfumées. **D** - Prénom d'un des héros du dernier roman de Robert Sabatier. Quelle bonne surprise ! **E** - Guida, à la longe. Note. Hugo pensait être celui-là, s'il restait seul. **F** - Chaque page de l'œuvre de Robert Sabatier mérite de l'être attentivement. Heure de repère mondial. **G** - Il est le cousin riche et instruit d'Isaac, un Oncle Sam pour Robert Sabatier. Troqua la peau pour le cuir. **H** - Point de départ des Hébreux, dirigés par Abraham. Association sportive ou politique. **I** - Chaîne de Mysie, en Asie Mineure. Nettoya attentivement et fortement. **J** - Un domaine dans lequel Robert Sabatier est une véritable encyclopédie.

Solution des mots croisés du n° 636

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	C	V		A		M	O	D	A	L
II	H	A	B	S	B	O	U	R	G	
III	A	L	I		A	N		U	R	E
IV	I	S		O	U	A	T	E	E	S
V	R	E	N	N	E	R		S	E	P
VI	E	S		A	R	C	S		S	R
VII	S		B	G		H	U	P		I
VIII		P	E	R	D	I	R	E	N	T
IX	R	O	L	E		E	I	R	E	
X	S	T	A	S	E		T	I	T	O

Collection Jean-Laurès

Donnons des oreilles à la terre.

Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.



ROUX. SEGUELA. CAYZAC & GOUDARD

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.

SOVAM

industries

la passion des véhicules spécifiques

SOVAM Industries
79200 PARTHENAY
BP 56 - Tél. : (49) 95.14.44.
Télex : 790368 F.

CHAMPAGNE

La Rose au poing

Cuvée Spéciale du P. S.

Grauves
51190

75cl

R M 15 404

MARQUE DÉPOSÉE

Michel Thomas. Tél (16) 26.59.71.23.
2, rue de Montgrimaux, 51190 GRAUVES

Document indispensable réalisé en coopération entre Commune et Formation et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale disponible à C et F en 2 versions.
1) Dossier de 751 p., format 21 × 29,7, index, graphiques, tableaux détaillés, 250 F + 25 F de frais d'envoi.
2) Livre de 260 p. (version abrégée), prix de vente pour la formation, 70 F + 13 F de frais d'envoi.



Ecrire ou téléphoner
12 Cité Maslesherbes PARIS 75009. Tél. : 45.26.50.50

AUX URNES CITOYENS !

Les efforts que nous avons faits tous ensemble depuis 1981 portent leurs fruits. Nous voulons poursuivre ce qui a été engagé. La gauche est en train de réussir. Il faut une majorité de progrès pour soutenir l'action du Président de la République. Le 16 mars, nous appelons à voter pour les listes présentées par le Parti Socialiste.

• THERESE ABDELLAZIZ Ecrivain • VALERIO ADAMI Artiste Peintre • JEAN-JACQUES ADNET Professeur • SOPHIE AGASINSKY Comédienne • GILLES AILLAUD Peintre • DJAMEL ALLAM Chanteur • CLAUDE ALLEGRE Physicien • RENE ALLIO Cinéaste • JEAN-MARIE AMARTIN Directeur de Théâtre • DANIEL ANGLERAUD Syndicaliste • GEORGES APERGHIS Compositeur • ALEXANDRE ARCADY Cinéaste • ROGER ASCOT Ecrivain • STEPHANE AUDRAN Comédienne • COLETTE AUDRY Ecrivain • PIERRE AVRIL Professeur • PHILIPPE AVRON Comédien • CLAUDE BABIN Professeur • ELISABETH BADINTER Ecrivain • DOMINIQUE BAGOUET Chorégraphe • JOSETTE BAIZ Chorégraphe • ROGER BAMBUCK Ancien International d'Athlétisme • HENRI BARON Agriculteur • PIERRE BAROUH Chanteur • IGOR BARRERE Réalisateur Télévision • JEAN BAUBEROT Universitaire • HENRI BEHAR Professeur • PIERRE BEIGBEDER Ingénieur Conseil • GUY BELFOND Producteur Cinéma • ROBERT BELLET Réalisateur • ROBERT BENOIT Comédien • LOUIS BERGERON Directeur d'Etudes à l'EHESS • COLETTE BERLUREAU Syndicaliste • CLAUDE BERNADAC Architecte • HENRI BERNADAC Ancien Avocat à la Cour • JACQUES BERQUE Professeur au Collège de France • RICHARD BERRY Comédien • YVES BERTRAND Syndicaliste • NELLA BIELSKI Ecrivain • BILL Dessinateur B.D. • FARAONE BOGAZZI Architecte • CHRISTIAN BOLTANSKI Plasticien • HERVE BONNASSE Administrateur de Théâtre • HONORE BONNET Ancien entraîneur de l'équipe de France de ski • JEAN-YVES BOSSEUR Compositeur • CHRISTIAN BOURDE Médecin • GILDAS BOURDET Metteur en scène • PATRICK BOURGEOIS Directeur de Théâtre • JEAN-JACQUES BOUSSENARD International d'athlétisme • ELIE BOUSSEYROL Eleveur • BEL KACEM BOUSSOUAR Eleveur • GISELE BOYER Productrice de radio • GISELE BRAUNBERGER Réalisatrice • PIERRE BRAUNBERGER Producteur Cinéma • ROBERT BRECHON Ecrivain • DENISE BRILLE Directrice de recherche INSERM • SERGE BRINDEAU Ecrivain • FRANÇOISE BRION Comédienne • JEAN BROCAS Professeur • GILBERTE PIERRE-BROSSOLETTE • ANDRE BURGUIERE Sociologue • CHRISTINE BUCCI GLUCKSMAN Philosophe • DANIEL BUREN Plasticien • RENE CAQUET Professeur • CLAUDE CARBON Professeur • ANGE CASTA Réalisateur Télévision • ROLAND CASTRO Architecte • PHILIPPE CAUBET Avocat • JUAN CEDRON Musicien • MICHEL CHAILLOU Ecrivain • JEAN-PAUL CHAMBAS Peintre • JEAN-PIERRE CHANGEUX Chercheur Institut Pasteur • CAROLINE CHANIOLLEAU Comédienne • JEAN-MICHEL CHARBONNEL International d'Athlétisme • FRANÇOIS CHARDEAU Cinéaste • EDMONDE CHARLES-ROUX Ecrivain • PIERRE CHARLOT Ecrivain • JEAN-CLAUDE CHARNAY Réalisateur • YVETTE CHASSAGNE Présidente de compagnie d'assurances • JACQUES CHASSIGNEUX Plasticien • MAURICE CHAVARDES Ecrivain • JEAN CHERASSE Historien-Cinéaste • PATRICE CHEREAU Metteur en scène • GUY CHEMOL Professeur • MARIE-JOSE CHOMBART DE LAUWE Maître de recherche CNRS • PIERRE-HENRI CHOMBART DE LAUWE Sociologue • HELENE CIXOUS Ecrivain • HENRY CLAIR Ecrivain • CLYM Critique musical • JEAN-MARIE COLDEFY Réalisateur télévision • BERNARD COLLIN Agriculteur • GEORGES CONCHON Ecrivain • GERARD CONDE Compositeur • CLAUDE CONFORTES Metteur en scène • MICHELE COQUILLAT Ecrivain • MARGUERITE CORDIER Professeur • AUDE CORDONNIER Conservateur de musée • CONSTANTIN COSTA-GAVRAS Réalisateur • JEAN-CLAUDE COULON Agriculteur-Conseiller Général • LOUIS COUVREUR Sociologue • ROBERT CREMIEUX Président du Bureau Méridional de planification agricole et forestière • MICHEL CREVEL Syndicaliste • HENRI CUECO Plasticien • CLAUDE DAMERY Architecte • DOMINIQUE DANTE Cinéaste • EVELYNE DASSAS Comédienne • JEAN-CLAUDE DAUPHIN Comédien • GEORGES DAVEZAC Responsable associatif • RENE DAVID Ecrivain • SIMONE DE BEAUVOIR Ecrivain • ELISABETH DE FONTENAY Ecrivain • REGINE DEFORGES Ecrivain • MARCEL DEGLIAME-FOUCHE Membre du Conseil National de la résistance • JEAN DEGOTTEX Peintre • MICHEL DEGUY Ecrivain • FRANCE DELAHALLE Comédienne • BRIGITTE DELANNOY Journaliste • GILLES DELEUZE Professeur • ANDRE-MARC DELOCQUE FOUCAUD Scénariste • DANIELLE DELORME Comédienne • ANDRE DELUCHAT Syndicaliste • JACQUES DEMY Cinéaste • MONIQUE DODD Comédienne • GERARD DEPARDIEU Comédien • CATHERINE DERAIN Comédienne • JACQUES DERRIDA Philosophe • PHILIPPE DEVISME Ecologiste • MANU DIBONGO Chanteur • HENRI DOFNI Agriculteur • BERNARD DORT Ecrivain • JACQUES DOUCET Peintre • PHILIPPE DRUILLET Dessinateur B.D. • ODILE DUBOC Chorégraphe • MARIE DUBOIS Comédienne • MAURICE DUGOWSON Cinéaste • ANTOINE DUHAMEL compositeur • GENEVIEVE DUMONT Sculpteur • GUY DUMUR Critique littéraire et artistique • ANNY DUPEREY Comédienne • MARGUERITE DURAS Ecrivain • HENRI DUTILLEUX Compositeur • MOHAMMED EL BAKI Responsable associatif • JEAN ELLEINSTEIN Historien • PIERRE ENCRENAZ Astronome • JEAN-PAUL ESCANDE Professeur • MIGUEL-ANGEL ESTRELLA Musicien • DANIELLE EVENOU Comédienne • CLAUDE EVRARD comédien • JEAN-PAUL FARRE Comédien • ANOUK FERJAC Comédienne • LUC FERRARI Compositeur • MARTINE FERRIERE Comédienne • JEAN-JACQUES FOL Professeur • MICHELE FORGEOIS Plasticienne • GERMAINE FOUGIER Cantatrice • CECILE FRAENKEL Directeur d'Opéra • NICOLE GARCIA Comédienne • LEON GARNIER Inspecteur principal Air France • GERARD GAUME Syndicaliste • DANIEL GELIN Comédien • GUY GEORGES Responsable associatif • MICHEL GERVAIS Economiste rural • CLAUDE GIBERT Professeur • ALAIN GILLES Entraîneur de basket, ancien International de basket • CHRISTIANE GILLES Ancienne responsable syndicale • ROGER-EDGAR GILLET Peintre • THERESE GILLET Décoratrice • BERNARD GIRAUDEAU Comédien • FLORENCE GIOLITTI Internationale d'Athlétisme • MAURICE GODELIER Directeur scientifique au CNRS • ANNE GOETZINGUER Dessinatrice B.D. • MAURICE GOLDRING Ecrivain • MICHEL GOND Syndicaliste • MARCEL GOTLIEB Dessinateur B.D. • CHRISTINE GOUZE-REYNAL Productrice cinema • JULIETTE GRECO Chanteuse • FRANÇOIS GROS Professeur au Collège de France • BENOITE GROULT Ecrivain • JO GUEWANTEN Agriculteur • JEAN GUIDONI Chanteur • EUGENE GUILLEVIC Ecrivain • ESTHER GUTHMANN Directrice Général de PME • ETIENNE GUYON Professeur à l'E.C.P.C. • YVES HAGUENAUER Ancien industriel animateur de mouvements des Droits de l'Homme • JEAN-YVES HALIMI Avocat • FRANÇOISE HAMEL Ecrivain • ROGER HANIN Comédien • HENRI HEINEMANN Ecrivain • CLAUDE HELFFER Pianiste • MIREILLE HELFFER Directrice de recherche CNRS • JEAN-CLAUDE HENRARD Professeur • PIERRE HENRY Compositeur • GEORGES HERBERT Directeur de théâtre • FRANÇOISE HERITIER-AUGE Professeur Collège de France • JACQUES HESS Musicologue • FRANÇOIS HINCKER Historien • GEORGES HIRSCH Directeur de théâtre • ALBERT HIRSCH Professeur • DANIEL HOLLARD Professeur • ROGER IKOR Ecrivain • CHRISTIAN IVALDI Pianiste • GERARD JAQUET Ancien Ministre • PIERRE JAKEZ-HELIAS Ecrivain • PIERRE JOLIOT Professeur au Collège de France • MICHELJONASZ Chanteur • RAYMOND JOSSE Professeur • MME LEON JOUHAUX • HUBERT JUIN Ecrivain • CHARLES-ANDRE JULIEN Professeur-historien • JEAN ET NINA KEHAYAN Ecrivains • JEAN KERCHBRON réalisateur Télévision • GEORGES KIEJMANN Avocat • PETER KLASEN Peintre • HENRI KORN Chercheur Institut Pasteur • RAYMOND KRAKOVITCH Commissaire aux comptes • DOMINIQUE LABBE Avocat • HENRI LABORIT Chercheur • THIERRY LABUSSIERE Etudiant • SIMONNE LACOUTURE Ecrivain • JEAN LACOUTURE Ecrivain • JEANNE LAFFITTE Editeur • VALERIE LAGRANGE Chanteuse • CLAUDE LANZMANN Cinéaste • JEANETTE LAOT Ancienne responsable syndicale • CATHERINE LARA Chanteuse • JEAN-LOUIS LASCOUX Juriste • DOMINIQUE LATERADE International Lutte • EMILE LEBELLER Syndicaliste • MICHEL LEBLANC Jeune agriculteur • ANNIE LECLERC Ecrivain • JACQUES LEGOFF Historien • GERARD LEGRAND Ecrivain • CHRISTIAN LE GUILLOCHET Directeur de théâtre • EVELYNE LEHALLE Muséologue • MICHEL LEIRIS Ecrivain • ROGER LELIEVRE Agriculteur • DIDIER LEVALLET Musicien Jazz • GUY LIGIER Sport automobile • JEROME LINDON Editeur • BERNARD LOCCA Dessinateur • PHILIPPE LUCAS Professeur • LOS MACHUCAMBOS Musiciens • LAURENT MALET Comédien • ETIENNE MANACH Ancien Ambassadeur de France • MICHELE MANCEAUX Journaliste • CLAUDE MANCERON Historien • JOSE MARAJO International d'Athlétisme • JAMES MARANGE Syndicaliste • JEAN-MARIE MARTIN Directeur de recherche CNRS • VICTOR MATHIAS Journaliste • JEAN-LOUIS MAUBANT directeur de Centre d'Art • PIERRE MAURICE Directeur Ecole d'ingénieurs • MADO MAURIN Comédienne • JEAN-PIERRE MAURIN Comédien • MARIE MAURON Ecrivain • PASCAL MAZOUE Champion Europe Boxe Française • ALBERT MEMMI Ecrivain • MARTHE MERCADIER Comédienne • ROBERT MERLE Ecrivain • RAYMOND-JEAN MERMET Secrétaire/Greffier • MARCELLE MERMET Ecrivain • JEAN MESSAGIER Plasticien • ARMAND MESTRAL Chanteur • CHARLES-ALBERT MICHALLET Chef d'entreprise • CLAUDE MILLER Cinéaste • FREDERIC MITTERRAND Cinéaste • ARIANE MNOUCHKINE Metteur en scène • SERGE MOATI Cinéaste • JACQUES MONORY Peintre • JEAN-PAUL MONTANARI Directeur de festival • CLAUDE MONTMORY Syndicaliste • PATRICIA MORAZ Cinéaste • BERNARD MOROT GAUDRY Plasticien • WILLY MUCHA Peintre • ROLAND NADAUS Ecrivain • YVES NAVARRE Ecrivain • CLAUDE NEUSCHWANDER Chef d'entreprise • CLAIRE NICOLE Chanteuse • MAURICE NIVAT Professeur • DENISE NOEL Comédienne • HUBERT NYSSEN Editeur • BULLE OGIER Comédienne • PHILIPPE OGOUZ Comédien • ERIK ORSENNA Ecrivain • PASCAL ORY Ecrivain • PAUL OTCHAKOSKY-LAURENS Ecrivain • JANINE PARENT Syndicaliste • HELENE PARMELIN Ecrivain • JEAN-CLAUDE PATRICE Producteur Cinéma • JEAN PAUCOT Directeur de l'Institut de Polémologie • JEAN-CLAUDE PECKER Professeur Collège de France • JEROME PEIGNOT Ecrivain • RENE PELLAT Directeur de recherche CNRS • BENITO PELLEGRIN Ecrivain • JEAN-CLAUDE PENCHENAT Metteur en scène • JEAN-CLAUDE PENNETIER Pianiste • HELENE PERDRIERE Comédienne • MICHEL PERENNES Syndicaliste • FRANCIS PERRIN Membre de l'Institut • MICHÈLE PERROT Professeur • ANNE PHILIPPE Ecrivain • MICHEL PHILIPPOT Musicien • ROGER PIC Journaliste • MICHEL PICCOLI Comédien • YVONNE PIERRE-ROCHEZ Ecrivain • EDOUARD PIGNON Peintre • JEAN-PIERRE PINCEMIN Peintre • ROGER PINTO Professeur • JACQUELINE PLESSIS-BERNADAC Réalisatrice Télévision • ANNE ET PATRICK POIRIER Plasticiens • ROBERT POIRIER Ancien International d'Athlétisme • JEAN-PAUL POIRRIER Physicien • FREDERIC POTTECHER Journaliste • ROGER POUCHIER Président du Comité Economique des Vins du Sud-Est • SUZANNE PROU Ecrivain • CLAUDE PUYLAGARDE Avocat • PYM Dessinateur • HUGUES QUESTER Comédien • YVONNE QUILES Ecrivain • BERNARD RANCILLAC Plasticien • GUY REIBEL Musicien • JEAN-MAXIME RELANGE Plasticien • DENISE RENE Directrice de Galerie • ANNE-MARIE REYNAUD Chorégraphe • SERGE RICHARD Journaliste • MICHEL RIEU Professeur • ELISABETH RIFFIAUD Ancienne Internationale de Basket • JACQUELINE RIGAU Directrice artistique • JEAN RIGAUX Chansonnier • CATHERINE RIHOIT Ecrivain • YVES ROBERT Cinéaste • PHILIPPE ROBRIEUX Historien • CHRISTIANE ROCHEFORT Ecrivain • DOMINIQUE ROCHETEAU Footballeur • JEAN-PIERRE ROSSIGNOL Syndicaliste • CHRISTIAN ROSTOKER Avocat • GUY DE ROUGEMONT Peintre • SERGE ROUSSEAU Directeur artistique • FRANCE ROUSSELLE Comédienne • JEAN ROY Critique musical • OLIVIER SABOURAUD Professeur • FRANÇOISE SAGAN Ecrivain • DANIELE SALLENAVE Ecrivain • CATHERINE SALMONA Comédienne • CLAUDE SAMUEL Critique musical • DIDIER SANDRE Comédien • SARKIS Plasticien • ANNE SCHAER Artiste lyrique • EVRY SCHATZMAN Directeur de recherche CNRS • GERARD SCHLOSSER Peintre • BERTRAND SCHWARTZ Professeur • JACQUES SENEZ Chercheur CNRS • PASCAL SEVRAN Producteur Télévision • ANDRE SIROTA Universitaire • JACQUES SIMMONET Syndicaliste • BERNARD SPIEGEL Comédien • ANTOINE SPIRE Journaliste • PHILIPPE STARCK Designer • NADA STRANCAR Comédienne • GIORGO STREHLER Metteur en scène • ANNE SYLVESTRE Chanteuse • JEAN TALANFIER Peintre • JEAN TALBOT Universitaire • MYRIAM TANANT Traductrice dramaturge • ROGER THILLET Inspecteur Central du Trésor • HERVE TELEMAQUE Artiste peintre • JEAN-MARC THIBAULT Comédien • CHARLES TRENET Chanteur auteur compositeur • ETIENNE TROCME Professeur • CHRISTIAN VALETUDIE Ancien International d'Athlétisme • AGNES VARDA Cinéaste • JEAN-PIERRE VERNANT Professeur Collège de France • CLAUDE VIALLAT Peintre • MICHEL VINAVER Ecrivain • CATHERINE VIOLLET Peintre • HENRI VIRLOJEUX Comédien • ANTOINE VITEZ Metteur en scène • PIERRE VITOUX Professeur • LIONEL VUILLEMIN Architecte • DANIEL WIDLOCHER Professeur • ELISABETH WIENER Chanteuse • ARIEL ZEITOUN Cinéaste-producteur.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325